

COMITÉ DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE  
70ème session  
Point 3 de l'ordre du jour

TC 70/3  
8 avril 2020  
Original: ANGLAIS

Diffusion au public avant la session

## PROGRAMME INTÉGRÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE

### Rapport annuel pour 2019

#### Note du Secrétariat

#### RÉSUMÉ

<i>Résumé analytique:</i>	On trouvera dans le présent document l'annexe 1 du rapport annuel sur les activités de coopération technique exécutées dans le cadre du Programme intégré de coopération technique pendant l'année 2019.
<i>Orientations stratégiques, le cas échéant:</i>	1 et 7
<i>Résultats:</i>	1.1, 1.6, 1.9, 1.10, 7.3, 7.4 et 7.7
<i>Mesures à prendre:</i>	Paragraphe 4
<i>Documents de référence:</i>	TC 67/3(b)/Rev.1 et TC 67/4(a)

1 Conformément aux dispositions relatives à la présentation des rapports approuvées par le Comité de la coopération technique à sa soixante-deuxième session en juin 2012, le Secrétariat soumet dans le présent document un rapport annuel sur le Programme intégré de coopération technique (PICT) de l'Organisation. Il est rendu compte dans ce rapport annuel des résultats de l'exécution du PICT en 2019, seconde année de la période biennale 2018-2019.

2 Le rapport annuel sur le PICT est structuré en deux annexes qui permettent de distinguer les résultats des activités menées sur le terrain et les résultats d'exécution en termes financiers. Le rapport annuel complet sur le PICT pour 2019 comprend donc deux parties représentées par les annexes décrites ci-dessous :

- .1 annexe 1 – résumé des travaux accomplis pendant l'année, y compris la description des résultats des différentes activités; et
- .2 annexe 2 – aperçu de l'utilisation des ressources financières, y compris des statistiques, les tendances des activités menées, un profil des contributions aux ressources, des données sur les ressources et les dépenses, et des illustrations comparatives des débours par région et discipline maritime.

3 L'élaboration de l'annexe 2 dépend de la réception des tableaux financiers vérifiés qui fournissent les données de départ pour l'analyse des dépenses du PICT. C'est pourquoi l'annexe 2 sera présentée séparément dans le document TC 70/3/Add.1.

**Mesures que le Comité est invité à prendre**

4 Le Comité est invité à prendre note du rapport annuel ci-joint sur le PICT pour 2019 et à formuler les observations et prendre les décisions qu'il jugera appropriées, lesquelles seront prises en considération lors de l'élaboration future du PICT.

\*\*\*

**ANNEXE 1**  
**PROGRAMME INTÉGRÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE**  
**Rapport annuel pour 2019**

## PROGRAMME INTÉGRÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE

### Rapport annuel pour 2019

#### TABLE DES MATIÈRES

	Paragrapes
<b>INTRODUCTION</b> .....	1-7
<b>APERÇU GÉNÉRAL ET EXÉCUTION DU PROGRAMME</b>	
Aperçu général de l'exécution du PICT en 2019 .....	8-12
Données récapitulatives pour 2019 .....	13-18
Aperçu des activités régionales en 2019 :	
<i>Afrique</i> .....	19-24
<i>États arabes et Méditerranée</i> .....	25-28
<i>Asie et îles du Pacifique</i> .....	29-34
<i>Asie occidentale et Europe orientale</i> .....	35-36
<i>Amérique latine et Caraïbes</i> .....	37-42
Programmes mondiaux : aperçu pour 2019 .....	43-63
Résumé de tous les programmes .....	64-65
Projets à long terme relatifs au milieu marin .....	66-71
Contributions en nature apportées à l'exécution du PICT .....	72-73
<b>GLOSSAIRE</b>	
<b>APPENDICE – Activités du PICT en 2019</b>	

## INTRODUCTION

1 Le Programme intégré de coopération technique (PICT) est conçu pour aider les pays en développement<sup>1</sup> à mettre en œuvre efficacement les règles et normes maritimes internationales de manière harmonisée, conformément au mandat global de l'OMI, qui est de "promouvoir, par le biais de la coopération, la sécurité, la sûreté, l'efficacité et la viabilité des transports maritimes ainsi que le respect de l'environnement". Ainsi, le PICT, qui s'appuie sur les objectifs d'une mission de coopération technique, est mis au point de sorte à répondre aux besoins en assistance technique des États Membres, tandis que, parallèlement, sa planification méthodique garantit la pertinence, la transparence, l'efficacité et l'efficience de l'assistance fournie. L'exécution du PICT permet à l'OMI de satisfaire aux objectifs de renforcement des capacités maritimes régionales et de promotion du développement des transports maritimes dans le monde entier.

2 Le PICT s'articule autour d'un cadre intégré de programmes régionaux et mondiaux qui est planifié et présenté tous les deux ans au Comité de la coopération technique pour approbation. Les programmes annuels, y compris les activités qui les constituent, pleinement développées, sont parachevés dans le cadre des documents sur l'exécution du programme et prêts à être exécutés au début de chaque année civile.

3 Conformément aux dispositions révisées relatives à la présentation des rapports<sup>2</sup> approuvées par le Comité de la coopération technique à sa soixante-deuxième session, en juin 2012, le présent rapport est un rapport annuel indépendant sur l'exécution du PICT en 2019.

4 Les résultats afférents à l'exécution du PICT en 2019 sont le fruit du travail collectif de quelque 40 fonctionnaires chargés de l'exécution et leur personnel d'appui. Parmi ces fonctionnaires figurent des membres du personnel de l'OMI basés au Siège à Londres et dans les bureaux de présence régionale ainsi que des représentants des partenaires extérieurs et des organismes régionaux.

5 Si le présent rapport décrit en détail les activités menées dans le cadre du PICT, d'autres renseignements pratiques sur des aspects spécifiques de la coopération technique sont présentés pour examen au Comité de la coopération technique au titre de différents points de l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, il est fait référence à ces documents dans le texte du présent rapport.

6 Il est rendu compte dans le présent rapport des résultats annuels pour 2019, tant du point de vue financier qu'en termes non quantifiables, afin de donner une représentation complète et transparente des résultats des activités menées. Conformément à la pratique établie, le rapport complet comprend deux parties distinctes correspondant aux annexes suivantes :

- .1 annexe 1 : synthèse des réalisations du PICT en 2019, accompagnée de résumés et statistiques des activités exécutées, y compris un appendice décrivant en détail les résultats de chaque activité des programmes régionaux et mondiaux; et

---

<sup>1</sup> Les mentions "pays en développement" et "régions en développement" sont employées à des fins statistiques et ne reflètent pas un jugement sur le stade de développement atteint par un pays ou une région en particulier.

<sup>2</sup> Règles de fonctionnement révisées du Fonds de la coopération technique (TC.1/Circ.73).

- .2 annexe 2 : vue d'ensemble de l'utilisation des ressources financières étayée par une analyse statistique indiquant les tendances des activités à long terme, un profil des contributions aux ressources faisant apparaître l'utilisation des ressources fournies par les donateurs<sup>3</sup>, et des données sur les ressources et les dépenses, avec illustrations comparatives des débours par région et type d'activité. L'appendice de l'annexe 2 contient une liste des dépenses correspondant à chacun des programmes exécutés en 2019.

7 Dans un souci de clarté, les renseignements reproduits dans le présent rapport ne portent que sur les dépenses liées aux activités de coopération technique; des renseignements financiers complets sont disponibles dans le document C 124/5(b) du Conseil intitulé "Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2019".

## **APERÇU GÉNÉRAL ET EXÉCUTION DU PROGRAMME**

### **Aperçu général de l'exécution du PICT en 2019**

8 Les activités du PICT menées en 2019 portaient sur un vaste éventail de sujets ayant trait aux domaines maritimes de la sécurité, de la sûreté, de la simplification des formalités, de la législation, de la protection du milieu marin, de l'audit des États Membres, de la formation maritime et du secteur maritime général.

9 Lors de la mise au point et de l'exécution du PICT, il a été tenu compte des objectifs respectifs des orientations stratégiques et du Plan stratégique de l'Organisation pour la période de six ans allant de 2018 à 2023 (résolution A.1110(30)), ainsi que de la vision et des principes directeurs du Secrétaire général en matière de coopération technique. Par ailleurs, il a été dûment tenu compte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU, des stratégies régionales et sous-régionales et des conclusions des audits effectués dans le cadre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI. À cet égard, l'accent a été mis en particulier sur le renforcement des capacités institutionnelles et le développement des ressources humaines dans les régions.

10 Pour compléter les programmes régionaux, les programmes mondiaux étaient axés sur des problèmes techniques et des nouveaux enjeux spécifiques abordés d'un point de vue mondial. Cette souplesse du PICT permet de cibler les fonds sur un large éventail de domaines. Les pays en développement tirent profit de la symbiose des programmes régionaux et mondiaux, qui permet de mener des activités dans les pays qui en ont le plus besoin et a également une incidence positive sur le développement durable de la communauté maritime dans son ensemble.

11 Les avantages que présente l'établissement de partenariats officiels pour promouvoir le PICT sont tout simplement évidents et la capacité de l'OMI à apporter une assistance technique a été clairement renforcée dans le cadre d'accords de partenariats officiels que l'Organisation a conclus avec nombre de ses États Membres et diverses organisations internationales et régionales (TC 70/4(b)).

12 L'OMI s'est globalement acquittée de sa mission de coopération technique en exécutant les activités du PICT en 2019. Une synthèse de toutes les réalisations obtenues au titre des programmes est présentée dans les tableaux et graphiques situés à la fin de chaque

---

<sup>3</sup> Il convient de noter que, pour les besoins de la budgétisation et de l'exécution des activités de coopération technique, le Fonds TC est considéré comme une "entité donatrice" dans le cadre de la gestion du programme de coopération technique.

vue d'ensemble régionale et mondiale. Des précisions supplémentaires sur les activités menées, y compris les résultats obtenus et les pays participants, sont données à l'appendice.

### **Données récapitulatives pour 2019**

13 En 2019, 243 activités ont été menées sur un total de 284 activités programmées (ce qui correspond à un taux d'exécution de 86 %), soit à la fois plus d'activités et un taux d'exécution plus élevé qu'en 2018, où 196 activités avaient été menées sur un total de 252 activités programmées (ce qui correspondait à un taux d'exécution de 78 %). Parmi les activités mises en œuvre en 2019, 14 étaient des missions consultatives et d'évaluation des besoins (en légère augmentation par rapport aux 13 missions de ce type mises en œuvre en 2018), tandis que 128 étaient des cours de formation nationaux et régionaux (en augmentation par rapport aux 123 formations menées en 2018). Le nombre d'autres activités, portant notamment sur l'aide à la rédaction de législations, l'examen et la mise à jour des modules de formation, les réunions des chefs des administrations maritimes, les conférences et autres aspects particuliers de l'assistance technique, a augmenté en 2019, 101 événements de ce type ayant été organisés, contre 84 activités semblables menées en 2018.

14 Même si l'OMI s'efforce d'exécuter toutes les activités programmées pour une année donnée, dans certaines circonstances, il est parfois nécessaire d'annuler ou de reporter des activités pour les raisons suivantes : demande expresse d'un pays hôte, problèmes de sûreté, situation politique, phénomène météorologique ou épidémie. C'est la raison pour laquelle, le taux d'exécution des activités programmées n'atteint jamais 100 %.

15 Au total, l'OMI a financé 99 bourses dans le domaine maritime en 2019. Ce chiffre est nettement supérieur à celui enregistré en 2018 (76 bourses) et résulte d'une décision visant à reclasser les formations parrainées par l'OMI à l'IPER du Havre (France) en tant que bourses; certains de ces boursiers étaient auparavant comptabilisés en tant que bénéficiaires d'une formation. Sur l'ensemble des boursiers, 31 ont obtenu un diplôme des deux établissements internationaux de formation maritime de l'OMI, à savoir l'Université maritime mondiale (UMM) et l'Institut de droit maritime international (IMLI) de l'OMI. En outre, quelque 3 612<sup>4</sup> personnes dans le monde ont reçu une formation en assistant à des ateliers et séminaires de formation nationaux et régionaux, soit nettement plus que les 3 198 enregistrées en 2018.

16 En 2019, quelque 1 449 hauts fonctionnaires ont également participé à des manifestations visant à élaborer et à harmoniser des stratégies régionales axées sur des questions maritimes techniques, soit plus de deux fois plus que les 561 enregistrés en 2018. Cela s'explique en partie par la décision de comptabiliser les participants à certaines activités, telles que les ateliers sur l'élaboration des stratégies maritimes nationales, comme des responsables chargés de la stratégie plutôt que comme des bénéficiaires d'une formation, étant donné le caractère de haut niveau de ces manifestations. Ce chiffre vient s'ajouter au nombre de personnes ayant suivi les cours de formation ordinaires susmentionnés.

17 On trouvera dans le tableau 1 et le graphique 1 ci-dessous la synthèse des données récapitulatives du PICT réparties par type d'activités et de bénéficiaires d'une formation. Il convient de noter que, dans tous les graphiques qui suivent, les bénéficiaires d'une formation n'englobent pas les boursiers ayant achevé leurs études.

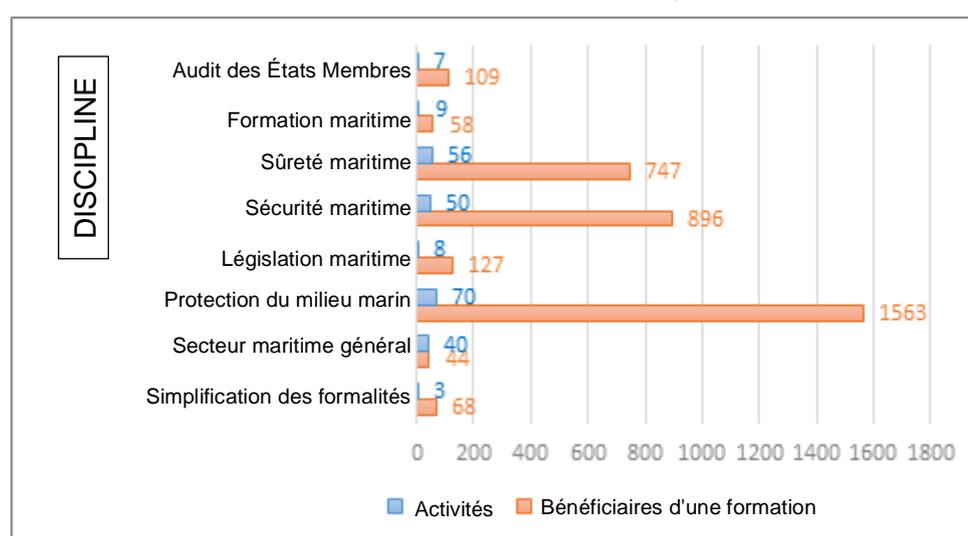
---

<sup>4</sup> Il convient de noter que ces chiffres sont fournis à titre indicatif, un certain nombre de fonctionnaires ayant peut-être assisté à deux ateliers et séminaires, voire davantage, sur les diverses questions.

**Tableau 1 – Synthèse des données récapitulatives du PICT pour 2019**

Activités	2019
Missions consultatives/missions d'évaluation des besoins	14
Activités nationales de formation	67
Activités régionales de formation	61
Autres activités	101
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers</b>	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	3 612
Boursiers (élèves des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	31
Autres boursiers	68
<b>Autres</b>	
Responsables chargés de la stratégie	1 449

**Graphique 1 – Total des activités\* et des bénéficiaires d'une formation au titre du PICT, 2019**

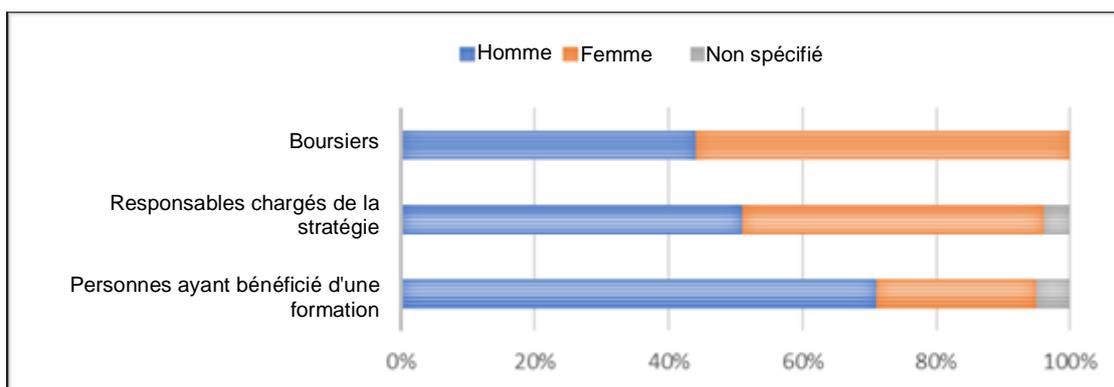


18 Depuis plus de trente ans, le Programme de l'OMI sur les femmes du secteur maritime crée des possibilités d'emploi pour les femmes dans le secteur maritime. On trouvera des renseignements détaillés sur ce programme dans le document TC 70/8, mais dans le cadre des efforts visant à intégrer la question de l'égalité entre les sexes, des statistiques sur cette question figurent désormais dans le rapport annuel sur l'exécution des activités du PICT. À cet égard, depuis 2018, les participants aux formations et ateliers organisés par l'OMI sont invités à indiquer leur sexe lorsqu'ils s'inscrivent (masculin/féminin/non spécifié). Cela permet à l'Organisation de recueillir des données relatives au sexe des participants et, au fil du temps, de dresser un tableau des tendances de la participation des hommes et des femmes aux activités de coopération technique de l'OMI. Le graphique 2 ci-dessous indique la répartition des personnes ayant bénéficié d'une formation, des responsables chargés de la stratégie et des boursiers en 2019, selon leur sexe. Comme le montrent les graphiques ci-après, un effort important a été fait en 2019 pour accroître la participation des femmes aux activités de coopération technique de l'OMI, dans le cadre du thème retenu pour la Journée mondiale de la mer cette année, à savoir "L'autonomisation des femmes dans la communauté maritime".

\* Ces chiffres incluent toutes les activités exécutées par discipline, y compris les activités de formation, les missions d'évaluation des besoins/consultatives et d'autres types d'activités.

Cette démarche a été particulièrement fructueuse en ce qui concerne les boursiers et les responsables chargés de la stratégie participants, dont 56 % et 45 %, respectivement, étaient des femmes en 2019. Les bénéficiaires d'une formation dans le cadre des activités de l'OMI continuent d'être majoritairement des hommes, mais le pourcentage de femmes est passé de 22 % en 2018 à 24 % en 2019. En réponse à une demande des représentants au TC 69, des données sur le sexe ont également été incluses dans les résumés régionaux tout au long du présent rapport.

**Graphique 2 – Répartition des participants en 2019 selon leur sexe**



## Aperçu des activités régionales en 2019

### *Afrique : aperçu des activités menées dans la région en 2019*

19 Les trois Bureaux de présence régionale en Afrique installés respectivement à Abidjan (Côte d'Ivoire), Accra (Ghana) et Nairobi (Kenya) continuent de jouer un rôle important pour ce qui est de l'exécution du PICT. Les coordonnateurs régionaux appuient et facilitent la réalisation de l'objectif à long terme consistant à renforcer les capacités institutionnelles et humaines en Afrique. Cet appui permet de promouvoir une gestion et un contrôle efficaces des secteurs maritime et portuaire du continent et, ce faisant, de garantir le respect des instruments de l'OMI pertinents et de maintenir des normes de qualité élevées.

20 En collaboration avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) et d'autres partenaires internationaux, l'OMI a continué de mettre en œuvre un certain nombre d'activités d'appui à la gouvernance maritime en Somalie. En mai 2019, une mission d'évaluation des besoins a été menée à Mogadiscio (Somalie) afin d'identifier les besoins immédiats, les priorités et les possibilités pour le Département de l'administration maritime de Somalie, avant l'entrée en activité de l'Administration maritime somalienne récemment mise en place. En outre, le Code maritime somalien révisé, qui a été rédigé avec l'aide de l'OMI et le soutien financier du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, a été traduit de l'anglais en somali pour faciliter l'examen législatif par le Parlement somalien.

21 Au cours de la période considérée, le Plan mondial de recherche et de sauvetage (SAR) a continué de bénéficier d'un appui, en collaboration avec la Fédération internationale de sauvetage maritime (IMRF). Pour continuer à prendre en compte la problématique hommes-femmes, un cours régional de formation à la coordination de mission SAR s'est tenu en République-Unie de Tanzanie, en plus du premier cours de formation régional à l'intention des femmes en matière de recherche et de sauvetage, qui s'est tenu au Maroc. En outre, la région de l'Afrique a bénéficié d'une série d'activités de renforcement des capacités sur différents sujets, notamment le Code ISM, la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux, la facilitation du trafic maritime, le contrôle par l'État du port, les enquêtes sur les accidents et incidents de mer, les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, et les Codes IMDG et IMSBC. Les efforts visant à prendre en compte

les besoins spécifiques des petits États insulaires en développement (PEID) et des pays les moins avancés (PMA) d'Afrique dans le domaine des transports maritimes se sont poursuivis en 2019.

22 Des activités de formation sur la préservation du milieu marin ont été menées dans la région pour renforcer la sensibilisation aux Directives sur l'encrassement biologique et informer sur la ratification, la mise en œuvre et l'application de la Convention AFS, l'élaboration de plans d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, les Annexes I à V de MARPOL et le Protocole de Londres. Dans le cadre de la mise en place de partenariats pour le développement, l'OMI et l'IPIECA, au titre de l'Initiative GI WACAF, ont continué de renforcer la capacité nationale d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures et les capacités des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre au niveau régional, et ont notamment organisé une conférence régionale qui s'est tenue au Cap (Afrique du Sud) en octobre 2019.

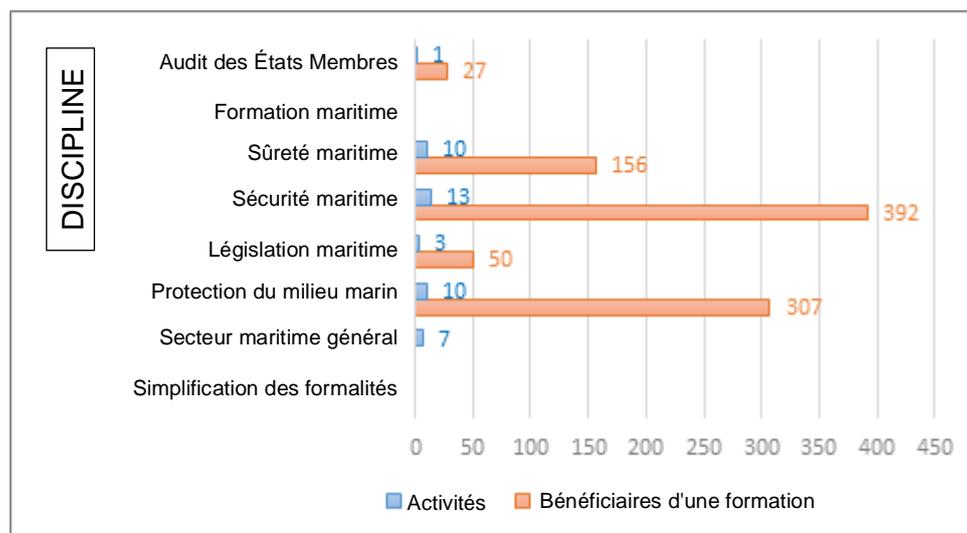
23 L'OMI a participé à un certain nombre de conférences pertinentes pour la région, y compris à la vingtième réunion du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique (RCM-Afrique) tenu à la suite de la troisième réunion conjointe du Groupe des Nations Unies pour le développement durable à Marrakech (Maroc) en mars, à la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique tenue à Yokohama (Japon) en août, et au salon maritime Nor-Shipping et à la journée de Nor-Shipping 2019 consacrée à l'Afrique, organisés à Oslo (Norvège) en juillet. Au cours de cette dernière, l'OMI a organisé une manifestation parallèle ainsi qu'une exposition.

24 Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU et de ses objectifs de développement durable, l'OMI a mis en place un programme qui doit permettre d'intégrer le secteur maritime dans les programmes de développement nationaux afin de garantir que les gouvernements incluent les questions maritimes dans les plans de développement. À cette fin, deux ateliers régionaux sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) se sont tenus à Nairobi (Kenya) et à Lagos (Nigéria) en 2019.

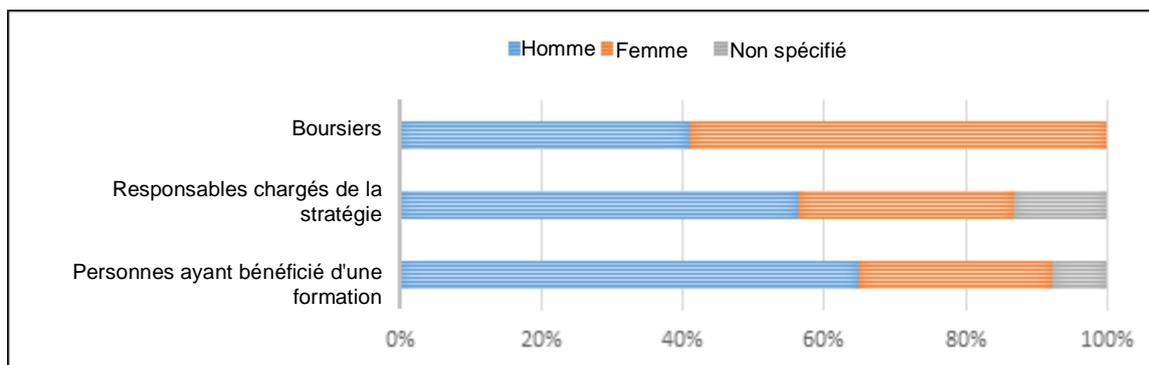
**Tableau 2 – Synthèse des réalisations dans la région de l'Afrique, 2019**

<b>Activités</b>	<b>2019</b>
Missions consultatives/missions d'évaluation des besoins	4
Activités nationales de formation	21
Activités régionales de formation	12
Autres activités	7
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers</b>	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	932
Boursiers (élèves des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	15
Autres boursiers	23
<b>Autres</b>	
Responsables chargés de la stratégie	248

**Graphique 3 – Activités\* et bénéficiaires d'une formation en Afrique, 2019**



**Graphique 4 – Sexe des participants en Afrique, 2019**



**États arabes et Méditerranée : aperçu des activités menées dans la région en 2019**

25 Pour promouvoir une plus large ratification et mise en œuvre de la Convention SAR et la mise en place de services SAR efficaces dans la région, l'OMI, en collaboration avec la Fédération internationale de sauvetage maritime (IMRF), a organisé un cours de formation régional sur l'administration en matière de recherche et de sauvetage au Maroc.

26 En collaboration avec les Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL), l'UMM et l'International Group of P&I Clubs, l'OMI a organisé un atelier régional aux Émirats arabes unis sur le régime des conventions de l'OMI en matière de responsabilité, dans le but d'actualiser les connaissances des participants en ce qui concernait les principes de responsabilité et d'indemnisation et les prescriptions spécifiques nécessaires pour transposer pleinement ces conventions dans la législation nationale.

27 S'agissant de la protection du milieu marin, l'Organisation a mené un certain nombre d'activités nationales et régionales en collaboration avec le Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC), sur des questions liées à l'Annexe VI de MARPOL, à la Convention AFS et aux Directives sur l'encrassement biologique, au Protocole de Londres et à la lutte contre les déversements de SNPD. En outre, en collaboration avec le REMPEC, l'OMI a réalisé une étude technique et

\* Ces chiffres incluent toutes les activités exécutées par discipline, y compris les activités de formation, les missions d'évaluation des besoins/consultatives et d'autres types d'activités.

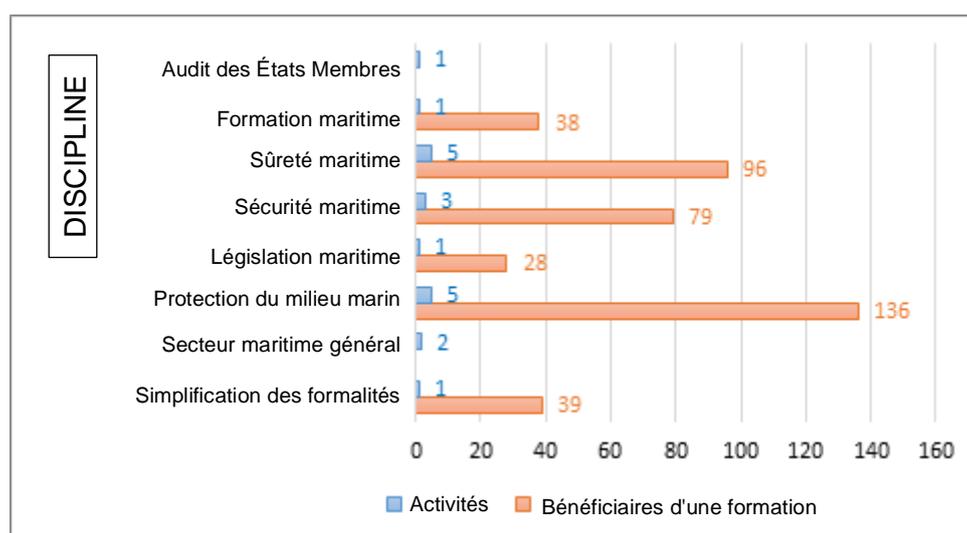
de faisabilité visant à examiner la possibilité de désigner la mer Méditerranée, ou des parties de celle-ci, en tant que zone de contrôle des émissions de SO<sub>x</sub> en vertu de l'Annexe VI de MARPOL.

28 Parmi les autres activités mises en œuvre dans la région au cours de la période considérée, on peut citer un atelier régional sur l'évaluation, l'examen et la délivrance des brevets aux gens de mer, une évaluation des besoins concernant la mise en œuvre efficace et le contrôle du respect des instruments obligatoires de l'OMI en Arabie saoudite, un atelier régional sur la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux et des navires non soumis aux conventions et un cours de formation national sur les responsabilités de l'État du port en matière de commerce du gaz par les transporteurs de GNL/GPL.

**Tableau 3 – Synthèse des réalisations dans la région des États arabes et de la Méditerranée, 2019**

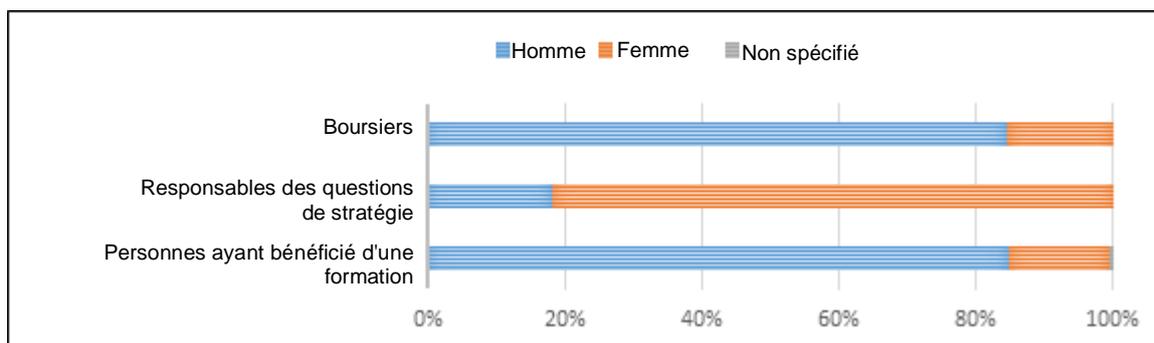
Activités	2019
Missions consultatives/missions d'évaluation des besoins	2
Activités nationales de formation	9
Activités régionales de formation	6
Autres activités	2
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers</b>	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	416
Boursiers (élèves des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	4
Autres boursiers	9
<b>Autres</b>	
Responsables chargés de la stratégie	47

**Graphique 5 – Activités\* et bénéficiaires d'une formation dans la région des États arabes et de la Méditerranée, 2019**



\* Ces chiffres incluent toutes les activités exécutées par discipline, y compris les activités de formation, les missions d'évaluation des besoins/consultatives et d'autres types d'activités.

**Graphique 6 – Sexe des participants dans la région des États arabes et de la Méditerranée, 2019**



**Asie et îles du Pacifique : aperçu des activités menées dans la région en 2019**

29 Les activités relatives au renforcement des capacités menées dans la région étaient axées sur le renforcement des administrations maritimes nationales. Les ressources permettant d'apporter cette assistance technique ont été mobilisées dans le cadre de plusieurs accords de partenariat conclus avec l'Australie, la Chine, la Malaisie, la République de Corée, Singapour, la Communauté du Pacifique (CPS) et le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), entre autres. Les activités d'assistance technique menées par l'Organisation ont également été appuyées par des contributions financières de donateurs, notamment l'Arabie saoudite, l'Australie, la Belgique, la Chine, la Malaisie et la République de Corée. En outre, l'appui fourni par le Bureau de présence régionale de l'OMI en Asie de l'Est, situé à Manille (Philippines), a continué de jouer un rôle important dans l'exécution des activités du PICT dans cette région, avec la contribution en nature des Philippines. En outre, grâce à la coordination entre l'OMI, la CPS et le PROE, il a été tiré pleinement parti du poste de fonctionnaire de la coopération technique au sein de la CPS, créé en mars 2018, pour appuyer l'exécution du PICT dans la région des îles du Pacifique, dans le cadre des accords de partenariat existants avec les deux organisations régionales.

30 Des réunions régionales, telles que la vingtième session du Forum des Directeurs des agences de sécurité maritime de l'Asie et du Pacifique (APHoMSA), la réunion du Groupe de travail sur les transports maritimes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN-MTWG) et la Réunion régionale des ministres de l'énergie et des transports du Pacifique, ont été de nouvelles occasions de déterminer les besoins réels des États Membres de la région grâce à la contribution directe de ces derniers.

31 La région de l'Asie a bénéficié de toute une série d'ateliers, de séminaires et de cours de formation, plus particulièrement dans les domaines relevant de la recherche et du sauvetage, de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée, de la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux, des Codes IMDG et IMSBC, de la Convention BWM, de l'Annexe V de MARPOL, notamment les installations de réception portuaires, de la Convention OPRC et de la planification d'urgence contre les déversements d'hydrocarbures, et de la Convention de Hong Kong, ainsi que du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

32 La région a bénéficié également du Projet MEPSEAS, financé à hauteur de 2 millions de dollars par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad) et mis en œuvre par l'OMI, lequel fait suite au projet conjoint de l'OMI et de la Fondation de la Norad exécuté pendant la période 2012-2017, qui avait prêté assistance à six pays d'Asie de l'Est pour qu'ils ratifient et mettent en œuvre certains instruments de l'OMI relatifs à la protection du milieu marin. Au cours de la période considérée, des progrès ont été réalisés dans le cadre de ce projet, qui était exécuté dans sept pays d'Asie du Sud-Est (Cambodge, Indonésie,

Malaise, Myanmar, Philippines, Thaïlande et Viet Nam), en ce qui concernait la réalisation des objectifs fixés pour 2019, y compris la poursuite de l'élaboration de plans de travail nationaux et la mise en place de la stratégie de formation grâce à l'organisation d'une série de formations nationales visant à élaborer des règles et réglementations internes et à transposer les conventions pertinentes de l'OMI dans la législation nationale. Le projet a également permis d'organiser la Deuxième réunion régionale de haut niveau, à Manille (Philippines), à laquelle ont participé plusieurs responsables des administrations maritimes de la région. Le projet est actuellement à des activités préparatoires qui serviront de base à la prochaine étape importante du projet, à savoir le renforcement des capacités pour appliquer efficacement les conventions prioritaires de l'OMI au moyen de formations et d'orientations.

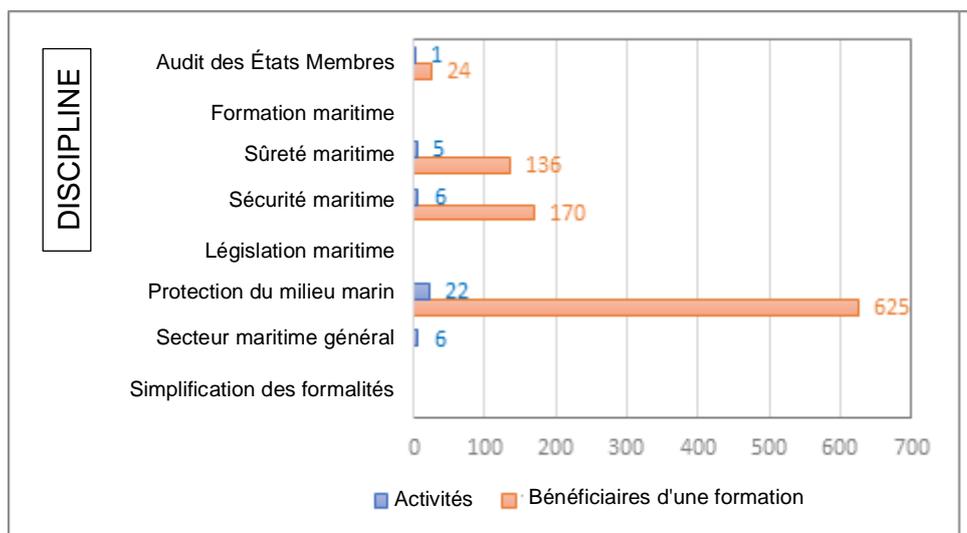
33 La région des îles du Pacifique a bénéficié de toute une série d'activités à l'appui du programme de la CPS pour les transports maritimes et des activités du PROE afférentes à l'environnement, notamment en ce qui concernait la recherche et le sauvetage, la Convention BWM et la Convention AFS.

34 En outre, des activités spécifiques ont été menées à l'intention des fonctionnaires de l'Administration de la sécurité maritime des Îles Salomon (SIMSA) afin de renforcer la capacité technique de la SIMSA dans le cadre du programme financé par la Belgique. De même, les Fidji ont poursuivi le travail de révision de leur législation nationale relative à l'Annexe V de MARPOL dans le cadre du projet financé par l'Australie pour traiter le problème des déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires.

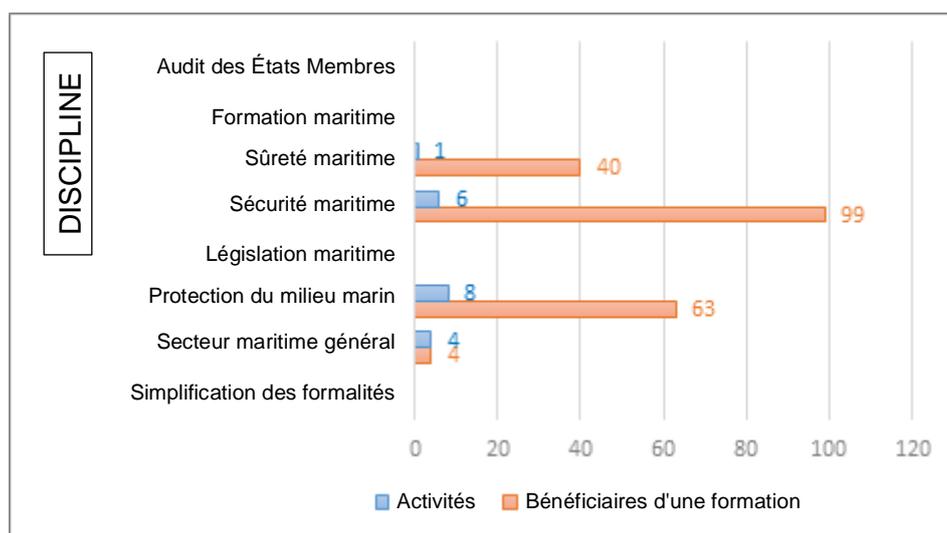
**Tableau 4 – Synthèse des réalisations dans la région de l'Asie et des îles du Pacifique, 2019**

Activités	Asie	Îles du Pacifique
Missions consultatives/missions d'évaluation des besoins	1	3
Activités nationales de formation	15	4
Activités régionales de formation	11	5
Autres activités	13	7
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers</b>		
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	955	206
Boursiers (élèves des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	6	0
Autres boursiers	10	7
<b>Autres</b>		
Responsables chargés de la stratégie	333	27

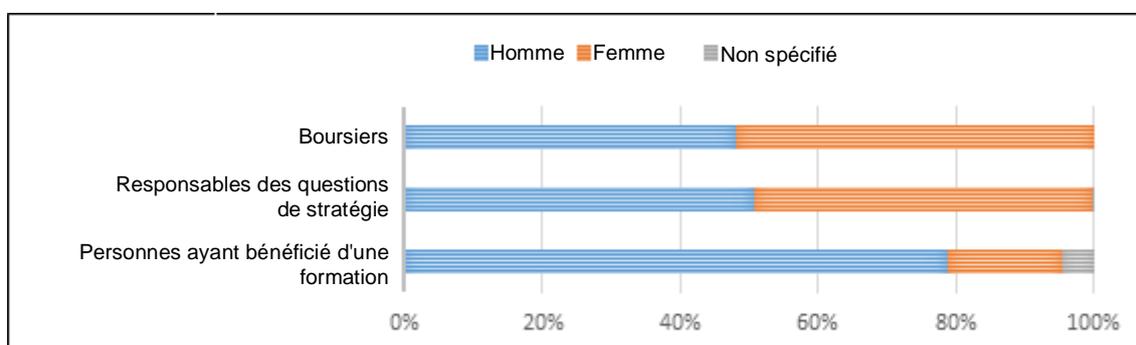
**Graphique 7 – Activités\* et bénéficiaires d'une formation en Asie, 2019**



**Graphique 8 – Activités\* et bénéficiaires d'une formation dans les îles du Pacifique, 2019**



**Graphique 9 – Sexe des participants dans la région de l'Asie et des îles du Pacifique, 2019**



\* Ces chiffres incluent toutes les activités exécutées par discipline, y compris les activités de formation, les missions d'évaluation des besoins/consultatives et d'autres types d'activités.

**Asie occidentale et Europe orientale : aperçu des activités menées dans la région en 2019**

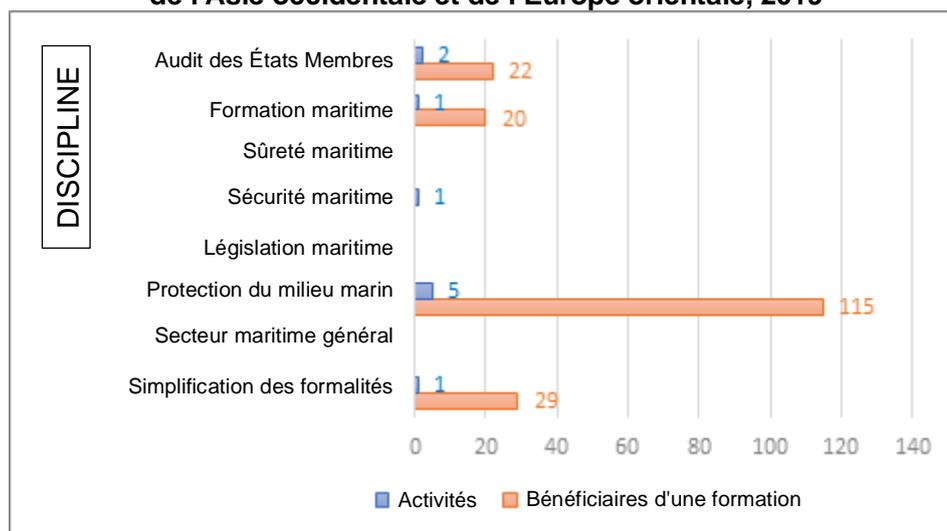
35 Dans le cadre du programme régional, une assistance technique axée sur la lutte contre la pollution par les hydrocarbures et la formation d'experts en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures a continué d'être fournie. Toutes les activités visant à garantir la protection du milieu marin étaient liées aux Conventions BWM, AFS et OPRC et aux Directives sur l'encrassement biologique.

36 La priorité a également été donnée à la mise en œuvre de la Convention FAL et du principe du guichet unique visant à faciliter le commerce dans la région. Étant donné la demande croissante de gens de mer bien formés dans la région, un cours de formation national pour instructeurs a également été organisé à l'intention des enseignants d'anglais maritime.

**Tableau 5 – Synthèse des réalisations dans la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale, 2019**

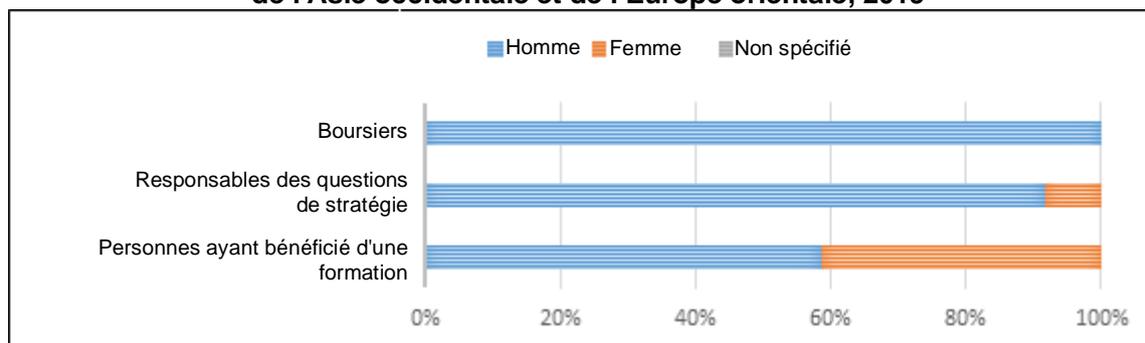
Activités	2019
Missions consultatives/missions d'évaluation des besoins	1
Activités nationales de formation	5
Activités régionales de formation	3
Autres activités	1
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers</b>	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	186
Boursiers (élèves des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	1
Autres boursiers	1
<b>Autres</b>	
Responsables chargés de la stratégie	4

**Graphique 10 – Activités\* et bénéficiaires d'une formation dans la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale, 2019**



\* Ces chiffres incluent toutes les activités exécutées par discipline, y compris les activités de formation, les missions d'évaluation des besoins/consultatives et d'autres types d'activités.

**Graphique 11 – Sexe des participants dans la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale, 2019**



### ***Amérique latine et Caraïbes : aperçu des activités menées dans la région en 2019***

37 Les activités du PICT exécutées en faveur de la région ont continué à être menées efficacement en 2019 grâce à l'appui des partenaires régionaux de l'OMI, à savoir la COCATRAM, le RAC/REMPEITC-Caribe et le SECROCRAM. Un appui supplémentaire a été apporté sous la forme d'accords de partenariat établis dans le cadre des mémorandums d'entente respectifs conclus entre l'OMI et l'Argentine et le Chili.

38 Les accords de partenariat ont facilité l'exécution efficace des activités du PICT, en contribuant à une approche harmonisée à l'échelle de la région et à l'exécution efficace des activités de coopération technique. Le Conseiller maritime régional de l'OMI pour les Caraïbes a également facilité et promu la mise en œuvre d'activités dans la région des Caraïbes.

39 Les objectifs de protection du milieu marin et de formation en matière de sécurité maritime fixés pour 2019 portaient sur toute une gamme de sujets et ont donné lieu à des activités concernant le Protocole OPRC-HNS, MARPOL, le Code III, les Codes IMDG et IMSBC et les inspections, les visites et la délivrance de certificats aux navires, entre autres.

40 La préservation du milieu marin a été le thème central du Colloque de haut niveau réunissant les ministres responsables du transport maritime dans la région des Caraïbes, qui s'est tenu à Montego Bay (Jamaïque) en février 2019. Sous le thème "Transport maritime : mettre l'économie bleue au service du développement durable des Caraïbes", les décideurs ont été tenus informés des défis importants que les États de la région devaient relever pour assurer la préservation du milieu marin dont ils dépendaient fortement pour leur bien-être socio-économique. Le Colloque de haut niveau a également permis d'identifier des stratégies visant à aider les États à satisfaire aux obligations qui leur incombaient au titre des instruments de l'OMI auxquels ils étaient Parties, en particulier les conventions sur la protection du milieu marin et sur la responsabilité et l'indemnisation.

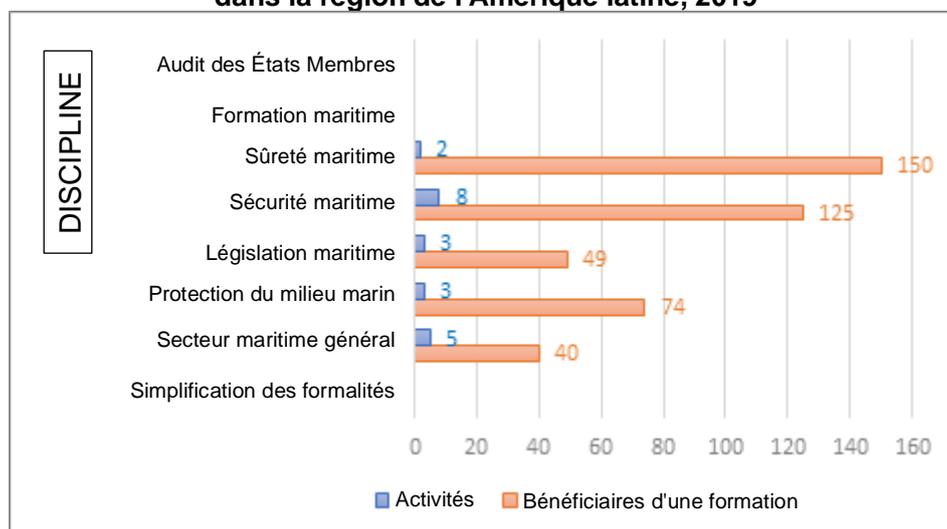
41 En outre, l'OMI a organisé avec succès un atelier régional sur les principes généraux à suivre pour rédiger la législation nationale visant à mettre en œuvre les conventions de l'OMI, qui s'est tenu à Guayaquil (Équateur) en août 2019, au cours duquel des juristes du gouvernement, des rédacteurs législatifs et des conseillers politiques ont été formés aux principes et au processus de transposition des conventions de l'OMI dans la législation nationale.

42 En outre, un atelier régional sur les installations de réception portuaires, qui s'est tenu à Lima (Pérou) en octobre 2019, avait pour objet principal d'identifier des moyens de surmonter les obstacles à la mise en œuvre de MARPOL et de garantir la disponibilité d'installations de réception portuaires adéquates dans toute la région. L'atelier a également été l'occasion d'évaluer la mise en œuvre et l'adéquation des installations de réception portuaires dans la région.

**Tableau 6 – Synthèse des réalisations dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, 2019**

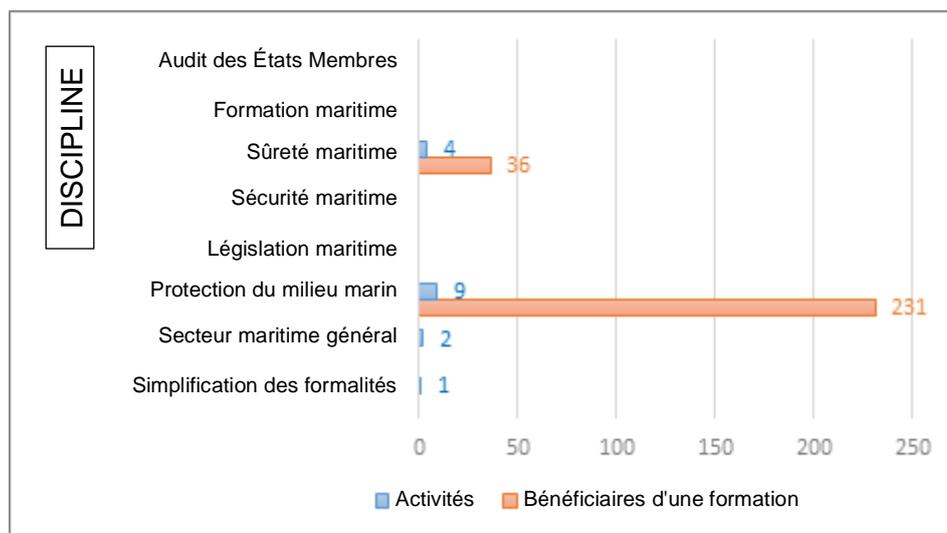
Activités	Amérique latine	Caraïbes
Missions consultatives/missions d'évaluation des besoins	1	1
Activités nationales de formation	5	8
Activités régionales de formation	7	4
Autres activités	8	3
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers</b>		
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	438	267
Boursiers (élèves des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	3	2
Autres boursiers	12	6
<b>Autres</b>		
Responsables chargés de la stratégie	132	157

**Graphique 12 – Activités\* et bénéficiaires d'une formation dans la région de l'Amérique latine, 2019**

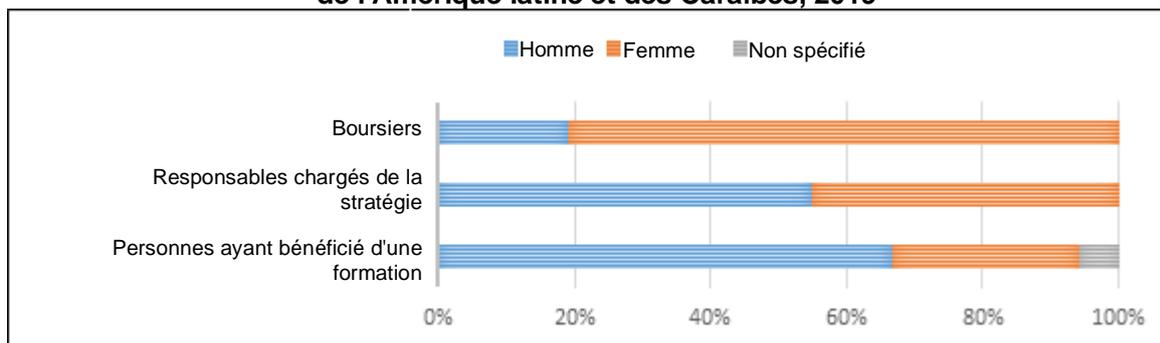


\* Ces chiffres incluent toutes les activités exécutées par discipline, y compris les activités de formation, les missions d'évaluation des besoins/consultatives et d'autres types d'activités.

**Graphique 13 – Activités\* et bénéficiaires d'une formation dans les Caraïbes, 2019**



**Graphique 14 – Sexe des participants dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, 2019**



### Programmes mondiaux : aperçu pour 2019

43 Le programme intitulé "**Services techniques consultatifs**" vise, grâce à son mécanisme souple, à répondre aux situations d'urgence, telles que celles liées à la pollution des mers ou aux incidents de sécurité maritime, et à aider les gouvernements en ce qui concerne d'autres demandes d'assistance technique vitales, essentielles à la mise en œuvre des normes maritimes mondiales. En 2019, le programme a permis de financer une mission d'assistance concernant les mesures à prendre à l'issue des audits effectués dans le cadre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI, en vue de sensibiliser davantage le pays bénéficiaire aux aspects pertinents de la règle V/10.8 de la Convention SOLAS et de lui apporter des connaissances et compétences supplémentaires en la matière, et de lui faire des recommandations pour ce qui était de l'amélioration de son système d'organisation du trafic maritime.

44 Le programme intitulé "**Appui aux petits États insulaires en développement (PEID) et aux pays les moins avancés (PMA) pour répondre à leurs besoins particuliers en matière de transport maritime**" a continué à appuyer le développement durable des États Membres qui étaient des PEID ou des PMA. Un certain nombre de manifestations nationales ont permis aux experts de bénéficier d'une formation en ce qui concernait les interventions en cas de déversement d'hydrocarbures, l'immersion de déchets en mer et la rédaction de la législation maritime nationale. En outre, le programme a pris en charge les frais de participation

\* Ces chiffres incluent toutes les activités exécutées par discipline, y compris les activités de formation, les missions d'évaluation des besoins/consultatives et d'autres types d'activités.

de fonctionnaires des PEID et des PMA au Forum de recherche-développement OMI-GloFouling sur la gestion de l'encrassement biologique.

45 Le programme intitulé "**ODD 5 : Renforcement du secteur maritime**" est demeuré l'outil principal dont se sert l'Organisation pour articuler l'engagement du système des Nations Unies envers l'égalité des sexes et la prise en compte systématique des sexospécificités, à l'appui de l'ODD 5, pour parvenir à l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles, avec le slogan "Formation, visibilité, reconnaissance". Ce programme a permis de renforcer les capacités nationales et régionales grâce à un nombre croissant de bourses d'études sexospécifiques et d'accroître l'accès des femmes des pays en développement aux possibilités de formation technique de haut niveau. Sous l'impulsion du thème de la Journée mondiale de la mer de 2019, "L'autonomisation des femmes dans la communauté maritime", un certain nombre d'activités de renforcement des capacités ont été organisées pour consolider les sept Associations régionales des femmes du secteur maritime (WIMA) établies par l'OMI ainsi que les partenariats existants, et pour accroître la visibilité du Programme de l'OMI sur les femmes du secteur maritime dans le cadre de manifestations de sensibilisation. Tout cela a fait de 2019 l'année de l'action pour l'autonomisation des femmes dans la communauté maritime (TC 70/8).

46 Le programme intitulé "**Renforcement des capacités et formation**" continue de permettre le renforcement des capacités maritimes nationales et régionales par un développement des ressources humaines. En 2019, il a permis de financer l'octroi de bourses à des experts maritimes qui ont pu en bénéficier à l'UMM et à l'IMLI (TC 70/9(a) et TC 70/9(b), respectivement) et dans d'autres établissements de formation dispensant des cours de courte et de moyenne durées (TC 70/9(c)). Le programme a couvert également les frais de déplacement de 16 fonctionnaires de l'OMI qui ont fait des exposés à l'UMM et à l'IMLI et a permis d'apporter un appui aux deux établissements en matière de gouvernance. Par ailleurs, il a permis de répondre à des demandes d'assistance technique concernant l'élaboration de politiques nationales en matière de transports maritimes en formant des fonctionnaires à l'élaboration de telles politiques, dans le cadre d'ateliers tenus au Chili, au Ghana, à Madagascar et à Saint-Kitts-et-Nevis. En outre, le programme a permis de financer, entre autres, le troisième atelier sur les principes généraux de rédaction de la législation nationale portant application des conventions de l'OMI, qui s'est tenu au Siège de l'OMI, la finalisation du module sur les profils maritimes de pays, récemment révisé, dans le Système mondial intégré de renseignements maritimes de l'OMI (GISIS), et l'achèvement de la mise en place et de la mise en service d'un guichet unique maritime à Antigua-et-Barbuda.

47 Le programme intitulé "**Partenariats et enjeux nouveaux**" vise à augmenter les fonds consacrés au PICT, à diversifier la composition des donateurs de sa base de ressources et à créer de nouveaux partenariats en vue d'accords de partage des coûts (TC 70/4(a), TC 70/4(b) et TC 70/4(c)). Parmi les résultats obtenus en 2019, on peut citer le renforcement des partenariats existants et la poursuite de la mise au point de nouveaux accords régionaux pour l'exécution décentralisée du PICT; le deuxième atelier sur le partenariat pour le savoir afférent aux activités de coopération technique dans le domaine maritime dans la région de l'Asie, qui a permis de sensibiliser à la stratégie de l'OMI s'agissant de la mobilisation de ressources et de créer des réseaux permettant de mettre au point des mécanismes de partenariats en matière de connaissances pour le développement des activités de coopération dans le domaine maritime; le lancement d'une courte vidéo destinée à promouvoir les activités de coopération technique de l'OMI auprès de partenaires potentiels; la participation de l'OMI à quatre ateliers régionaux organisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a permis de mieux faire connaître les meilleures pratiques visant à prévenir et à réduire les cas d'abandon, de perte ou de rejet d'engins de pêche; la participation de l'OMI à une table ronde informelle sur les stratégies du secteur maritime visant à renforcer la surveillance des tsunamis et les avantages qui pourraient en être tirés simultanément sur les plans de l'économie, de la sécurité et de l'environnement; la participation de pays en

développement à la Conférence internationale sur les déversements d'hydrocarbures de 2019; et une formation sur le contrôle des navires par l'État du port. Le programme comprenait une campagne sur les réseaux sociaux visant à promouvoir la Journée des gens de mer, axée sur le thème "Égalité des sexes : je suis du voyage", laquelle devait inciter toutes les personnes du monde maritime et au-delà à s'unir au thème retenu pour la Journée mondiale de la mer de 2019, à savoir "L'autonomisation des femmes dans la communauté maritime", et à déclarer leur soutien, et devait également permettre de susciter des échanges de vues et des initiatives qui continueraient à faire du secteur maritime un environnement de travail dans lequel la représentation des sexes était plus équilibrée.

48 Élaboré conformément à la résolution 5 de la Conférence diplomatique SOLAS, tenue à Londres en 2002 pour adopter le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et le Code ISPS (les mesures spéciales de l'OMI visant à renforcer la sûreté maritime dans le secteur des transports maritimes), le programme mondial de l'OMI intitulé "**Renforcement de la sûreté maritime**" aide les pays à améliorer les mesures de sûreté visant à protéger les navires et les ports contre les menaces que posent le terrorisme ainsi que la piraterie et les vols à main armée, la contrebande d'armes, de drogues et de biens illicites, et d'autres activités illicites. Ce programme est financé à la fois par le Fonds de la coopération technique (Fonds TC) et par des contributions directes au Fonds international d'affectation spéciale pour la sûreté maritime (Fonds IMST). Les États-Unis contribuent de façon notable et systématique au programme en apportant des contributions au Fonds IMST. Ils ont ainsi versé 4,5 millions de dollars au cours des dix dernières années, dont 276 250 dollars en 2019. Oman, le Qatar et le Royaume-Uni ont aussi versé des contributions dernièrement.

49 Ce programme mondial pour le renforcement de la sûreté maritime est l'une des plus grandes initiatives de renforcement des capacités entreprises par l'OMI. En 2019, plus de 40 activités régionales ont été organisées et/ou coorganisées avec des partenaires de développement à l'intention des autorités désignées, des responsables de la sûreté des ports et des navires, des gestionnaires et d'autres personnels connexes. Ces activités consistaient en particulier à examiner et à améliorer l'application de mesures de sûreté maritime efficaces, y compris : formation aux prescriptions du Code ISPS, coopération interinstitutionnelle, législation nationale en matière de sûreté maritime, stratégies de sûreté maritime, auto-évaluation, et exercices et entraînements.

50 À l'occasion de la toute première visite d'un Secrétaire général de l'OMI dans le Pacifique Sud, l'OMI et la CPS, en collaboration avec le Gouvernement vanuatuan, ont organisé un atelier régional sur la sûreté maritime en juillet, qui a réuni 14 pays. Cet atelier a permis d'examiner des moyens de coopérer au niveau national en vue d'apporter le soutien nécessaire pour que les pays prennent en main la mise en œuvre et le respect des dispositions du cadre de l'OMI régissant la sûreté maritime.

51 Conformément au thème de la Journée mondiale de la mer de 2019, "L'autonomisation des femmes dans la communauté maritime", et à la campagne de la Journée des gens de mer de 2019, "Égalité des sexes : je suis du voyage", 23 candidates de pays en développement et de PEID ont suivi un cours sur la sûreté maritime et portuaire au Galilee International Management Institute, à Nahalal (Israël). Ce cours, qui a reçu l'appui de l'OMI et du Gouvernement belge, portait sur les différents aspects stratégiques, juridiques, logistiques et technologiques de la sûreté maritime, y compris la mise en œuvre des évaluations de la sûreté des installations portuaires et l'élaboration de plans et de procédures de sûreté portuaire.

52 Les menaces qui pèsent encore sur les secteurs maritime et portuaire continuent d'évoluer, et il faut donc que des mesures de sûreté appropriées soient prises au niveau interinstitutionnel. À cet égard, un nouveau partenariat avec l'Organisation des États américains (OEA) et le Système de sécurité régional (RSS) a vu le jour dans les Caraïbes.

Réunissant des hauts fonctionnaires de sept pays des Caraïbes orientales, il a pour objectif de permettre à ces derniers d'élaborer leurs propres stratégies nationales de sûreté maritime.

53 Dans le cadre du programme, une assistance a continué d'être fournie en réponse aux demandes formulées par des Gouvernements contractants à la Convention SOLAS, et le volet restant d'un projet d'un montant d'1 million de dollars, financé par le Japon et mis en œuvre en partenariat avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), a également été exécuté; il portait sur le renforcement de la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme en mer dans sept États Membres de l'Asie.

54 Ces travaux sont complétés par la réalisation de deux projets de sûreté maritime axés sur les intérêts régionaux dans le cadre du programme, qui appuient les États signataires du Code de conduite de Djibouti/Amendement de Djedda dans le renforcement de la coopération régionale en matière de sûreté maritime, et les États membres d'Afrique de l'Ouest et du Centre dans la lutte contre la piraterie et d'autres menaces maritimes.

55 La mise en œuvre du programme intitulé "**Code de conduite de Djibouti et de l'Amendement de Djedda**" vise à continuer de renforcer les capacités afin de lutter contre la piraterie et d'autres délits en mer qui menacent la sécurité et la sûreté de la navigation dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden. En 2019, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités nationales, l'élaboration de cadres juridiques, l'évaluation des risques, la coopération interinstitutionnelle et l'amélioration des réseaux nationaux et régionaux de partage de l'information, dans le but de renforcer la coopération régionale.

56 Le programme est très apprécié au niveau régional, et un nombre croissant de donateurs clés ont versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour le Code de conduite de Djibouti afin d'appuyer l'assistance fournie par l'OMI en matière de mise en œuvre. En 2019, des contributions ont été versées par le Japon et le Royaume-Uni. Entre janvier et décembre 2019, le programme a permis d'organiser sept cours de formation et trois ateliers régionaux en étroite collaboration avec d'autres partenaires d'exécution. Les cours ont bénéficié à 172 participants des États signataires du Code de conduite de Djibouti. Cela a porté à 89 le nombre total de cours dispensés sous les auspices du Code de conduite de Djibouti (de 2011 à 2019), et le nombre de bénéficiaires à 1 678.

57 Le programme intitulé "**Sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre**" a pour objet l'exécution d'activités de renforcement des capacités axées sur la fourniture d'une assistance directe aux États Membres de la région, en vue de permettre à ces derniers de développer et de renforcer leurs moyens de faire face aux problèmes et défis qui se posent dans les domaines maritimes. Le programme est financé par des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre. Compte tenu du montant réduit des contributions au Fonds d'affectation spéciale, les activités en 2019 ont été limitées à l'appui au Centre interrégional de coordination (CIC) de Yaoundé (Cameroun), avec la mise à disposition d'un expert pour aider le centre à renforcer son rôle stratégique dans la région, et au financement de la participation de l'OMI aux réunions pertinentes, comme celle du Groupe du G7++ des Amis du golfe de Guinée.

58 Depuis son lancement en 2006, le programme mondial intitulé "**Programme d'audit des États Membres de l'OMI**" continue de permettre la fourniture d'une assistance visant à faciliter la préparation des audits, l'identification des obstacles à l'achèvement des audits et l'application effective des mesures prises pour donner suite aux conclusions des audits. En 2019, le programme a permis de financer des formations régionales à l'intention des auditeurs et des responsables d'audit, des ateliers nationaux sur les audits et la participation d'observateurs à la demande des États Membres, conformément à la section 9 de la résolution A.1067(28) intitulée "Document-cadre et Procédures pour le Programme d'audit des États Membres de l'OMI".

59 Le programme intitulé "**Mise en œuvre et mise en application effectives des mesures visant à améliorer le rendement énergétique des navires**" aide les États Membres à satisfaire aux nouvelles règles et normes internationales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des transports maritimes internationaux et à améliorer le rendement énergétique des navires. En 2019, le programme a permis d'organiser deux ateliers régionaux sur la ratification et l'application efficace de l'Annexe VI de MARPOL et le système OMI de collecte des données relatives à la consommation de fuel-oil des navires en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, qui se sont tenus respectivement en Thaïlande et au Chili. Ces ateliers visaient à sensibiliser les participants et à renforcer leurs connaissances et leurs compétences s'agissant des aspects pertinents de l'Annexe VI de MARPOL, notamment l'entrée en vigueur de la limite de la teneur en soufre de 0,5 %, l'EEDI et le système de collecte des données de l'OMI relatives à la consommation de fuel-oil des navires, ainsi que la Stratégie initiale de l'OMI concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant des navires (Stratégie initiale relative aux GES).

60 Le programme intitulé "**Cours types de l'OMI**" constitue un cadre pour élaborer de nouveaux cours types de l'OMI et réviser des cours types existants, ainsi que pour gérer la production, la traduction, la mise en forme et l'impression de ces cours. Dans ce cadre, les quatre nouveaux cours types suivants ont été publiés en 2019 : Formation en matière de gestion des situations de crise et de comportement humain à bord des navires à passagers (T142E), Formation de base des capitaines, des officiers, des matelots et des autres membres du personnel des navires soumis au Recueil IGF (T713E), Formation avancée des capitaines, des officiers, des matelots et des autres membres du personnel des navires visés par le Recueil IGF (T714E) et Matelot électrotechnicien (T715E), et les quatre cours types révisés suivants ont été publiés : Navigation au radar au niveau de direction (TB108E), Techniques individuelles de survie (TB119E), Système d'identification automatique (TA134E) et Simulateur de manutention des cargaisons et de ballastage des transporteurs de gaz naturel liquéfié (TA136E). En outre, les cours types intitulés "Formation de base relative aux navires exploités dans les eaux polaires" (T711E) et "Formation avancée concernant les navires exploités dans les eaux polaires" (T712E) ont été traduits en espagnol et publiés.

61 Le programme intitulé "**Promotion du Protocole de Londres**" permet de fournir une assistance technique aux pays en développement en ce qui concerne le Protocole de Londres (y compris aux futures Parties au Protocole de Londres). En 2019, les activités ont continué de porter sur l'adhésion au Protocole et sa mise en œuvre, ainsi que sur l'identification et l'élimination des obstacles au respect des accords sur les rejets en mer dans le cadre de la gestion de la pollution des mers. Un atelier pratique sur les techniques de surveillance et d'évaluation a permis à des participants venus du monde entier d'acquérir une expérience pratique sur la façon de mettre en œuvre l'annexe 2 du Protocole de Londres. Par ailleurs, un atelier régional sur la mise en œuvre du Protocole de Londres destiné à la région de l'Asie du Sud a permis aux participants de mieux connaître et comprendre le Protocole de Londres. Le programme a permis également d'appuyer les travaux continus du Groupe de travail 41 du GESAMP sur la géo-ingénierie marine.

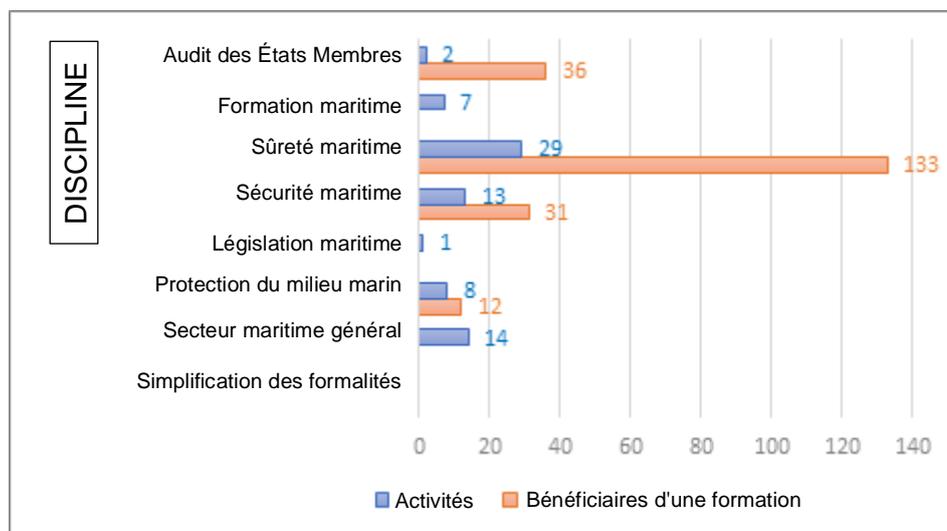
62 Le programme intitulé "**Appui aux mesures prises au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et économie bleue**" a facilité la participation de l'OMI aux réunions pertinentes du système des Nations Unies visant à promouvoir la mise en œuvre des ODD de l'ONU, ainsi que la production de supports de promotion d'accompagnement concernant l'alignement de l'OMI sur les ODD. Le programme a permis de financer également l'organisation de manifestations de sensibilisation en marge de Nor-Shipping 2019, lesquelles étaient axées sur l'économie bleue de l'Afrique et la prise en considération des différences entre les sexes dans le secteur maritime.

63 Le programme intitulé "**Appui à la mise en œuvre des aspects du Plan stratégique de l'OMI pour 2018-2023 relatifs à la coopération technique**" a permis la participation de représentants de pays en développement à la Conférence ministérielle visant à promouvoir la ratification de l'Accord du Cap de 2012, qui s'est tenue à Torremolinos (Espagne) en octobre.

**Tableau 7 – Synthèse des réalisations des programmes mondiaux\*, 2019**

Activités	2019
Missions consultatives/missions d'évaluation des besoins	1
Activités nationales de formation	0
Activités régionales de formation	13
Autres activités	60
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers</b>	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	212
Boursiers (élèves des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	Non applicable
Autres boursiers	Non applicable
<b>Autres</b>	
Responsables chargés de la stratégie	501

**Graphique 15 – Activités\*\* et bénéficiaires d'une formation dans le cadre des programmes mondiaux, 2019**



### Résumé de tous les programmes

64 Les activités menées au titre des programmes régionaux et mondiaux du PICT en 2019 sont résumées dans le tableau 8 ci-dessous. Il convient de noter qu'afin de rendre mieux compte des pays bénéficiaires, les participants aux activités réalisées dans le cadre des programmes mondiaux ont été répartis par région bénéficiaire dans la mesure du possible et

\* Les participants aux activités réalisées dans le cadre des programmes mondiaux ont été répartis par région bénéficiaire dans la mesure du possible et ont donc été inclus dans les tableaux régionaux figurant dans les paragraphes qui précèdent. Dans les cas où les participants à une activité venaient de plusieurs régions, ces participants ont été inscrits dans la catégorie mondiale. Cela inclut les bénéficiaires de bourses d'études, qui sont représentés dans les aperçus des activités régionales et ne figurent donc pas dans le tableau 7.

\*\* Ces chiffres incluent toutes les activités exécutées par discipline, y compris les activités de formation, les missions d'évaluation des besoins/consultatives et d'autres types d'activités.

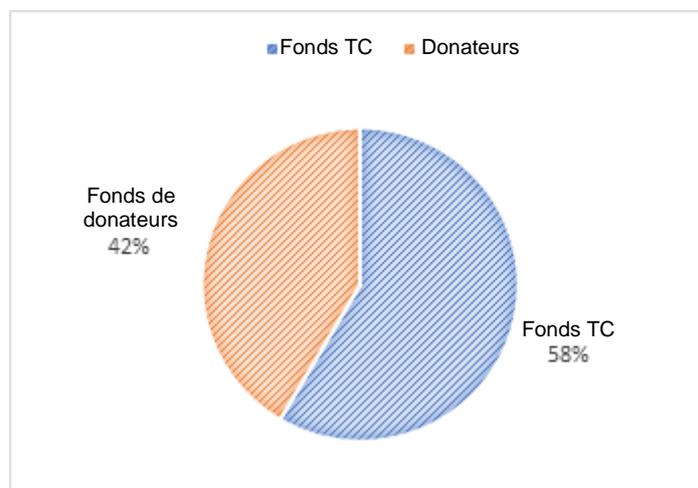
ont donc été inclus dans les statistiques régionales. Dans les cas où les participants à une activité venaient de plusieurs régions, ces participants ont été inscrits dans la catégorie mondiale.

**Tableau 8 - Synthèse des réalisations afférentes à tous les programmes régionaux et mondiaux, 2019**

Activités	Afrique	États arabes/ Méd.	Asie	Îles du Pacifique	Asie occidentale/ Europe orientale	Amérique latine	Caraïbes	Programmes mondiaux	Total
Missions consultatives/missions d'évaluation des besoins	4	2	1	3	1	1	1	1	14
Activités nationales de formation	21	9	15	4	5	5	8	0	67
Activités régionales de formation	12	6	11	5	3	7	4	13	61
Autres activités	7	2	13	7	1	8	3	60	101
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers</b>									
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	932	416	955	206	186	438	267	212	3,612
Boursiers (élèves des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	15	4	6	0	1	3	2	n/a	31
Autres boursiers	23	9	10	7	1	12	6	n/a	68
<b>Autres</b>									
Responsables chargés de la stratégie	248	47	333	27	4	132	157	501	1 449

65 Ainsi qu'il sera expliqué en détail dans l'additif au présent document (TC 70/3/Add.1), les activités menées au titre du PICT sont financées à la fois par le Fonds TC et par les donateurs. On trouvera dans l'appendice du présent document le tableau recensant l'ensemble des activités programmées en 2019. Ce tableau comporte une colonne "Fonds TC" qui indique si l'activité a été financée en partie ou en totalité par le Fonds TC (mention "oui") ou si elle a été financée en totalité par des donateurs (mention "non"). Lorsqu'une cellule ne comporte pas de mention, cela signifie que l'activité a été reportée ou annulée. Le graphique 16 ci-dessous montre le pourcentage des activités exécutées qui ont été financées en partie ou en totalité par le Fonds TC et celles qui ont été financées en totalité par des donateurs.

**Graphique 16 – Pourcentage des activités du PICT en 2019, par source de financement**



### Projets à long terme relatifs au milieu marin

66 Outre les programmes régionaux et mondiaux exécutés au titre du PICT, les activités d'assistance technique de l'OMI portent sur un nombre de projets relatifs au milieu marin de grande ampleur sur la base de plans pluriannuels permettant d'atteindre des résultats ciblés.

67 Le projet intitulé "Renforcement des capacités pour l'atténuation des changements climatiques dans le secteur maritime par le biais du réseau de **centres régionaux de coopération en matière de technologie maritime (centres MTCC) - Projet de réseau mondial de MTCC**" est financé à hauteur de 10 millions d'euros par l'Union européenne (UE). Les cinq MTCC demeurent pleinement opérationnels et continuent de proposer des activités de renforcement des capacités dans leurs régions respectives tout en réussissant à mener à bien des projets pilotes relatifs à la collecte des données relatives à la consommation de combustible des navires et aux technologies et pratiques à faible émission de carbone. En 2019, un accord officiel a été signé entre l'OMI et l'Union européenne pour prolonger le projet de réseau mondial de MTCC (projet GMN) d'une année supplémentaire jusqu'en décembre 2020. Cela donnera plus de temps pour identifier les possibilités de maintenir ce réseau mondial et ce cadre institutionnel précieux et stratégiques, afin que le GMN puisse continuer à contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI relative aux GES.

68 Le Projet de **partenariat mondial pour le rendement énergétique des transports maritimes (GloMEEP)** s'est achevé avec succès le 31 décembre 2019. L'objectif général de ce projet était de renforcer les capacités nationales des pays pour que ceux-ci deviennent Parties à l'Annexe VI de MARPOL et qu'ils l'appliquent efficacement. Le projet a contribué à une réduction notable des émissions de GES provenant des transports maritimes internationaux, en aidant un certain nombre de pays partenaires principaux à adopter une démarche visant à accélérer les réformes pertinentes dans les domaines juridique, stratégique et institutionnel, et en encourageant les gouvernements à prendre des mesures nationales et le secteur à faire preuve d'innovation, afin de soutenir la mise en œuvre effective des prescriptions de l'OMI en matière de rendement énergétique. Les dix pays partenaires principaux du GloMEEP étaient l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Chine, la Géorgie, l'Inde, la Jamaïque, la Malaisie, le Maroc, le Panama et les Philippines. Le Projet GloMEEP a permis de mettre en œuvre une grande variété d'activités dans le but d'appuyer l'application des mesures de l'OMI relatives au rendement énergétique des transports maritimes. Les principaux résultats des travaux du projet sont résumés dans le document MEPC 75/12/1.

69 Le projet intitulé "**Recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires au Bangladesh – phase II – Renforcement des capacités (SENSREC Phase II)**" fait suite au projet SENSREC – Phase I au Bangladesh, financé à hauteur de 1,1 million de dollars par le Ministère norvégien des affaires étrangères. Ce projet est axé sur le renforcement des capacités du Gouvernement bangladais en vue de l'élaboration d'une feuille de route concernant les réformes juridiques et institutionnelles à mener en vue de l'adhésion à la Convention de Hong Kong et à l'application effective de celle-ci. Il est axé également sur la formation de diverses parties prenantes à l'aide d'un système de formation mis au point récemment. En 2019, ce projet a permis d'analyser les lacunes et les besoins du Bangladesh à travers une série de projets de rapports et d'étudier les modèles et recommandations actuels qui pourraient être utilisés pour aider le Gouvernement bangladais à adhérer à la Convention de Hong Kong et à l'appliquer efficacement. Tous les cours de formation des formateurs ont été dispensés, et 200 participants ont été formés; ils constituent maintenant une "réserve de formateurs" à partir de laquelle ils peuvent être sélectionnés pour assurer la formation de 700 ouvriers chargés du recyclage des navires. En outre, deux ateliers sur la gestion des déchets en aval dans le secteur du recyclage des navires au Bangladesh ont également été organisés.

70 Le projet intitulé "**Création de partenariats pour aider les pays en développement à réduire au minimum les incidences de l'encrassement biologique (Partenariats GloFouling FEM-PNUD-OMI)**" est un projet de 5 ans exécuté par l'OMI avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui accorde une subvention de 6,98 millions de dollars. L'objectif général du projet GloFouling est de renforcer les capacités des pays en développement pour leur permettre de mettre en œuvre les Directives de 2011 sur l'encrassement biologique. En 2019, l'atelier d'inauguration de ce projet a été organisé à Londres en vue de l'approbation du programme de travail pour la première période biennale. Au niveau national, l'équipe chargée du projet a élaboré un dossier visant à sensibiliser l'opinion à l'encrassement biologique et aux espèces aquatiques envahissantes, et elle a organisé des ateliers nationaux visant à promouvoir la création d'équipes spéciales nationales dans neuf de ses pays partenaires principaux. En conséquence, les pays partenaires principaux formalisent actuellement ces groupes nouvellement créés et élaborent un plan pour leurs activités. Au niveau mondial, en collaboration avec la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, le projet GloFouling a permis de créer le nouveau Groupe de travail 44 du GESAMP en vue de l'élaboration d'un rapport sur les incidences de l'encrassement biologique dans tous les secteurs maritimes. Dans le cadre de son volet "Connaissances", le projet a permis d'organiser le premier Forum conjoint OMI-GloFouling sur la recherche et le développement en matière de gestion de l'encrassement biologique à Melbourne (Australie), auquel ont participé des scientifiques, des fournisseurs de technologies, des représentants du secteur et du gouvernement. En vue de sensibiliser aux aspects intersectoriels de l'encrassement biologique et au rôle clé que doit jouer le secteur privé, une session de réflexion a été organisée dans le cadre du projet GloFouling lors du Sommet de l'océan durable. Le projet GloFouling comprend également des aspects liés à l'autonomisation des femmes; une solide relation de travail avec la WISTA a été établie dans ce cadre, laquelle a abouti à une session sur l'encrassement biologique lors de la réunion annuelle de la WISTA. Enfin, la stratégie de communication afférente au projet a été définie, le logo et le site Web ont été conçus et les comptes connexes ont été lancés sur les réseaux sociaux.

71 Le projet intitulé "**GreenVoyage-2050**" est un partenariat entre la Norvège et l'OMI, qui vise à aider les pays en développement, y compris les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés, à respecter leur engagement à réaliser les objectifs pertinents relatifs aux changements climatiques et au rendement énergétique des transports maritimes internationaux, en contribuant à la Stratégie initiale de l'OMI relative aux émissions de GES. À l'aide des outils mis au point, en appliquant les enseignements tirés des

interventions précédentes et en établissant des liens stratégiques avec d'autres initiatives mondiales en cours, le projet GreenVoyage-2050 aura pour objectifs de renforcer les capacités des gouvernements et des autorités portuaires en matière de réformes politiques et juridiques, de mettre au point des plans d'action nationaux, de promouvoir les partenariats avec le secteur privé, de promouvoir l'innovation, de permettre la diffusion des technologies et de mener des projets pilotes de démonstration afin de faciliter l'adoption de technologies, le tout grâce à un large éventail de mesures coordonnées par un certain nombre de premiers pays pilotes (PPC), de nouveaux pays pilotes (NPC), d'entreprises et de partenaires stratégiques aux niveaux national, régional et mondial. Ce projet mondial est financé par la Norvège, qui a accordé une subvention de 5,4 millions de dollars pour une période initiale allant jusqu'à mai 2022, et devrait bénéficier d'une aide financière supplémentaire apportée par la Norvège au-delà de 2022, en vue de son intensification. Depuis le lancement officiel du projet, il a été procédé à l'élaboration d'un plan détaillé pour l'exécution du projet, et une circulaire OMI a été diffusée en vue d'appuyer le processus de recensement des PPC et des NPC.

### Contributions en nature apportées à l'exécution du PICT

72 Les contributions en nature des États Membres, des organisations internationales et régionales et du secteur des transports maritimes sont un élément essentiel permettant de mener les activités du PICT avec succès. Cet appui en nature prend habituellement la forme de la mise à disposition d'installations d'accueil pour les activités exécutées. On trouvera dans l'appendice des renseignements sur chacune des activités du PICT menées en 2019, y compris leur lieu. D'une manière générale, on peut partir du principe que les autorités nationales du pays hôte ont mis à disposition des installations d'accueil à cet effet.

73 Outre la mise à disposition d'installations d'accueil susmentionnée, les contributions en nature ci-après ont notablement contribué à l'exécution des programmes du PICT en 2019 :

**Tableau 9 - Contributions en nature**

Fourniture de :	Fournisseurs d'appui en nature
<b>Spécialistes</b> , tels qu'experts et consultants, fournis à titre gracieux par :	Afrique du Sud, Argentine, Australie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Danemark, Équateur, États-Unis, Fidji, Italie, Malaisie, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Sainte-Lucie, Singapour, Commission européenne, AISM, FIPOL, IPIECA, ITOPIF, P & I Clubs, CPS, PROE, PNUD, UMM
<b>Arrangements logistiques, appui administratif et coorganisation</b> , assurés par :	Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Belize, Bolivie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Curaçao, Djibouti, El Salvador, États-Unis, Éthiopie, Fidji, Géorgie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guyana, Indonésie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Maurice, Myanmar, Namibie, Nigéria, Pays-Bas, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Sénégal, Seychelles, Singapour, Somalie, Suriname, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Ukraine, Vanuatu, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe, COCATRAM, CPPS, AISM, IMRF, NIMASA, CPS, PROE
<b>Services de restauration</b> , fournis par :	Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Belize, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Curaçao, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Éthiopie, Espagne, Géorgie, Ghana, Grenade, Guyana, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maurice, Myanmar, Namibie, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Pays-Bas, Pakistan, Philippines, Qatar, République de Corée, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Seychelles, Singapour, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Vanuatu, Viet Nam, Zambie, AASTMT, IMRF, NIMASA

Fourniture de :	Fournisseurs d'appui en nature
<b>Assistance financière et fonds pour les participants,</b> fournis par :	Arabie saoudite, Australie, États-Unis, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni
<b>Partage des coûts, dont déplacements et logement,</b> assuré par :	Arabie saoudite, Australie, Cambodge, Canada, États-Unis, Fidji, France, Ghana, Grenade, Guatemala, Indonésie, Jamaïque, Japon, Malaisie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Philippines, Sainte-Lucie, Singapour, Thaïlande, Viet Nam, IPIECA, NIMASA, CPS
<b>Services de traduction et d'interprétation,</b> fournis par :	Arabie saoudite, Cambodge, Chili, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Ukraine, Viet Nam, AASTMT, NIMASA
<b>Autres types d'appui en nature,</b> fournis par :	<p>Appui administratif pour les bureaux de présence régionale situés en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Kenya</p> <p>Bureaux pour le bureau de présence régionale situé en Côte d'Ivoire</p> <p>Appui administratif et bureaux pour le bureau de présence régionale situé aux Philippines et pour le conseiller maritime régional basé à Trinité-et-Tobago, et fourniture d'un appui par la CPS pour le bureau de présence régionale situé aux Fidji</p> <p>Fourniture de ressources SAR pour des expositions statiques et des exercices relatifs à des opérations de sauvetage de grande ampleur par les pays suivants : Australie, États-Unis, France (Nouvelle-Calédonie) et Nouvelle-Zélande</p>

## GLOSSAIRE

<b>Accord du Cap</b>	<b>Accord du Cap de 2012 sur la mise en œuvre des dispositions du Protocole de Torremolinos de 1993 relatif à la Convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche, 1977</b>
<b>ADRIASPELLCON</b>	Conférence sur l'Adriatique relative à la prévention, à la préparation et à la lutte en matière de déversements
<b>AESM</b>	Agence européenne pour la sécurité maritime
<b>AFS</b>	Systèmes antisalissure
<b>AGA</b>	Assemblée générale annuelle
<b>AGPAEA</b>	Association de gestion portuaire de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
<b>AGPAOC</b>	Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>AIS</b>	Système d'identification automatique
<b>AISM</b>	Association internationale de signalisation maritime
<b>ALDFG</b>	Engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés
<b>APEC</b>	Association de coopération économique Asie-Pacifique
<b>APHOMSA</b>	Directeurs des administrations maritimes de l'Asie et du Pacifique
<b>API</b>	Renseignements préliminaires sur les passagers
<b>ARF</b>	Forum régional de l'ASEAN
<b>ARPEL</b>	Association régionale des entreprises du secteur pétrolier, gazier et des biocarburants en Amérique latine et dans les Caraïbes (de l'espagnol)
<b>ASEAN</b>	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
<b>ASEAN MTWG</b>	Groupe de travail sur les transports maritimes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
<b>ASEM</b>	Réunion Asie-Europe
<b>AWIMA</b>	Association des femmes arabes du secteur maritime
<b>BWM</b>	Gestion des eaux de ballast
<b>Cadre de normes SAFE</b>	Cadre de normes de l'OMD visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial
<b>CE</b>	Commission européenne
<b>CEI</b>	Communauté d'États indépendants
<b>CGPCS</b>	Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes
<b>CIC</b>	Campagne d'inspections intensive
<b>COCATRAM</b>	<i>Comisión Centroamericana de Transporte Marítimo</i> (Commission centraméricaine du transport maritime)
<b>Code CTU</b>	Code de bonnes pratiques OMI/OIT/CEE-ONU pour le chargement des cargaisons dans des engins de transport
<b>Code IMDG</b>	Code maritime international des marchandises dangereuses
<b>Code III</b>	Code d'application des instruments de l'OMI
<b>Code IMSBC</b>	Code maritime international des cargaisons solides en vrac
<b>Code ISM</b>	Code international de gestion de la sécurité
<b>Code ISPS</b>	Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires
<b>Code STCW</b>	Code de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille
<b>COI</b>	Commission océanographique intergouvernementale
<b>COLREG</b>	Règlement international pour prévenir les abordages en mer

<b>Convention AFS</b>	Convention internationale de 2001 sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires
<b>Convention BWM</b>	Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires
<b>Convention CLC</b>	Convention sur la responsabilité civile
<b>Convention FAL</b>	Convention visant à faciliter le trafic maritime international, 1965, telle que modifiée
<b>Convention LL</b>	Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge
<b>Convention OPRC</b>	Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures
<b>Convention SAR</b>	Convention sur la recherche et le sauvetage
<b>Convention SOLAS</b>	Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1974
<b>Convention STCW</b>	Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille
<b>Convention SUA</b>	Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime
<b>Convention sur le jaugeage</b>	Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires
<b>CPS</b>	Communauté du Pacifique
<b>CTM</b>	Convention du travail maritime
<b>Directives sur l'encrassement biologique</b>	Directives pour le contrôle et la gestion de l'encrassement biologique des navires en vue de réduire au minimum le transfert d'espèces aquatiques envahissantes
<b>DKI APCSS</b>	Daniel K. Inouye Asia-Pacific Center for Security Studies
<b>DRCC</b>	Comité régional de coordination du DRTC
<b>DRTC</b>	Centre régional de formation de Djibouti
<b>EASF</b>	Force en attente de l'Afrique de l'Est
<b>ECA</b>	Zone de contrôle des émissions
<b>EEDI</b>	Indice nominal de rendement énergétique
<b>e-GUCE</b>	Plateforme électronique du Guichet unique des opérations du commerce extérieur du Cameroun
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FIP</b>	Fiche d'identité de projet
<b>FIPOL</b>	Fonds internationaux d'indemnisation de 1992 pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures
<b>Fonds IMST</b>	Fonds international d'affectation spéciale pour la sûreté maritime
<b>Fonds international SAR</b>	Fonds international de recherche et de sauvetage
<b>Fonds d'affectation spéciale LC/LP</b>	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique dans le cadre de la Convention et du Protocole de Londres
<b>Fonds TC</b>	Fonds de la coopération technique
<b>Forum PBIP</b>	Forum international sur la sûreté et la protection portuaires et maritimes
<b>FSI</b>	Application des instruments par l'État du pavillon
<b>GCF</b>	Fonds vert pour le climat
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre
<b>GESAMP</b>	Groupe d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin
<b>GI Chine</b>	Initiative mondiale pour la Chine (OMI-IPIECA)
<b>GISIS</b>	Système mondial intégré de renseignements maritimes

<b>GI WACAF</b>	Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (OMI- IPIECA)
<b>GIA</b>	Alliance mondiale du secteur pour la biosécurité marine
<b>GIMI</b>	Galilee International Management Institute
<b>GloMEEP</b>	Partenariat mondial pour le rendement énergétique des transports maritimes
<b>GMN</b>	Réseau mondial de MTCC
<b>GNL</b>	Gaz naturel liquéfié
<b>GPL</b>	Gaz de pétrole liquéfié
<b>Groupe du G7++</b>	Groupe des Amis du golfe de Guinée
<b>ICC</b>	Centre de coordination inter-régional
<b>IMLI</b>	Institut de droit maritime international de l'OMI
<b>IMRF</b>	Fédération internationale de sauvetage maritime
<b>IMSAS</b>	Programme d'audit des États Membres de l'OMI
<b>Indice ESI</b>	Indice de performance environnementale du navire
<b>International Group of P&amp;I Clubs</b>	International Group of Protection and Indemnity Clubs
<b>INTERPOL</b>	Organisation internationale de police criminelle
<b>IPER</b>	Institut portuaire d'enseignement et de recherche du Havre (Le Havre)
<b>IPIECA</b>	Association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier (anciennement Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement)
<b>JPO</b>	Administrateur auxiliaire
<b>LRIT</b>	Système d'identification et de suivi à grande distance
<b>MAMLa</b>	<i>Red de Mujeres de Autoridades Marítimas de Latinoamérica</i> (Réseau de femmes des Autorités maritimes d'Amérique latine)
<b>Manuel IAMSAR</b>	Manuel international de recherche et de sauvetage aéronautiques et maritimes
<b>MANUSOM</b>	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie
<b>MARINA</b>	Autorité du secteur maritime de Manille
<b>MARPOL</b>	Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif, tel que modifié
<b>MEPC</b>	Comité de la protection du milieu marin
<b>MEPSEAS</b>	Protection du milieu marin pour les mers d'Asie du Sud-Est
<b>MRCC</b>	Centre de coordination de sauvetage maritime
<b>MSAIS</b>	Département d'audit des États Membres et d'appui à l'application des instruments
<b>MSC</b>	Comité de la sécurité maritime
<b>MTCC</b>	Centre de coopération en matière de technologie maritime
<b>MTWG</b>	Groupe de travail sur les transports maritimes
<b>NATPLAN</b>	Planification nationale d'urgence en cas de déversement de substances dans la mer
<b>NIMASA</b>	Nigerian Maritime Administration and Safety Agency
<b>Norad</b>	Agence norvégienne de coopération pour le développement
<b>Normes GlobalReg</b>	Règles de sécurité applicables aux navires non visés par les conventions
<b>Normes IPSAS</b>	Normes comptables internationales pour le secteur public
<b>Nor-Shipping</b>	Exposition et conférence internationales consacrées au transport maritime tenues en Norvège
<b>NOSCP</b>	Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures

<b>NPC</b>	Nouveaux pays pilotes
<b>OACI</b>	Organisation de l'aviation civile internationale
<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable des Nations Unies
<b>OEA</b>	Organisation des États américains
<b>OEA-CICTE</b>	Comité interaméricain contre le terrorisme de l'Organisation des États américains
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>OMD</b>	Organisation mondiale des douanes
<b>OMI</b>	Organisation maritime internationale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>ONUDC</b>	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
<b>PacWIMA</b>	Association des Océaniennes du secteur maritime
<b>Partenariats GloFouling</b>	Création de partenariats pour aider les pays en développement à réduire au minimum les incidences de l'encrassement biologique (projet FEM/PNUD/OMI)
<b>Pêche INDNR</b>	Pêche illicite, non déclarée et non réglementée
<b>PEID</b>	Petit État insulaire en développement
<b>PERSGA</b>	Organisation régionale pour la conservation de l'environnement de la mer Rouge et du golfe d'Aden
<b>PFSO</b>	Agent de sûreté de l'installation portuaire
<b>PICT</b>	Programme intégré de coopération technique
<b>PIDSS</b>	Programme océanien de sécurité des transports maritimes intérieurs
<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>PNR</b>	Dossier passager
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>PPC</b>	Premiers pays pilotes
<b>PROE</b>	Programme régional océanien de l'environnement
<b>Protocole de Londres</b>	Protocole de 1996 à la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, 1972
<b>Protocole LL</b>	Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge, telle que modifiée
<b>Protocole SNPD</b>	Protocole de 2010 à la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses
<b>PSCO</b>	Fonctionnaire chargé du contrôle des navires par l'État du port
<b>PSCOM</b>	Comité directeur de projet
<b>PSSA</b>	Zone maritime particulièrement vulnérable
<b>P&amp;I Club</b>	Club de protection et d'indemnisation
<b>RCC</b>	Centre de coordination de sauvetage
<b>RCM-Afrique</b>	Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique
<b>Recueil IGF</b>	Recueil international de règles de sécurité applicables aux navires qui utilisent des gaz ou d'autres combustibles à faible point d'éclair
<b>REMPEC</b>	Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle
<b>REMPEITC-Carib</b>	Centre régional de formation et de renseignements en cas de situation critique due à la pollution maritime pour les Caraïbes
<b>RETOS</b>	Outil d'évaluation de la préparation à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures

<b>ROCRAM</b>	<i>Red Operativa de Cooperación Regional de Autoridades Marítimas de las Americas</i> (Réseau opérationnel de coopération régionale des Autorités maritimes des Amériques)
<b>ROCRAM-CA</b>	<i>Red Operativa de Cooperación Regional de Autoridades Marítimas de Centroamérica y República Dominicana</i> (Réseau opérationnel de coopération régionale des autorités maritimes de l'Amérique centrale et de la République dominicaine)
<b>RSS</b>	Système de sûreté régional
<b>SAFE</b>	Cadre de normes visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial
<b>SAFEMED</b>	Sécurité et sûreté maritimes et protection du milieu marin dans la région de la Méditerranée
<b>SAR</b>	Recherche et sauvetage
<b>SECMAR</b>	Secretaría de Marina
<b>SECROCRAM</b>	Secrétariat du Réseau opérationnel de coopération régionale des Autorités maritimes des Amériques
<b>SENSREC</b>	Recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires au Bangladesh
<b>SNPD</b>	Substances nocives et potentiellement dangereuses
<b>Sous-comité HTW</b>	Sous-comité de l'élément humain, de la formation et de la veille
<b>SOx</b>	Oxyde de soufre
<b>SPILLCON</b>	Conférence internationale sur les déversements d'hydrocarbures pour la région Asie-Pacifique
<b>Stratégie initiale relative aux GES</b>	Stratégie initiale de l'OMI concernant la réduction des émissions de GES provenant des navires
<b>UCP</b>	Unité de coordination du projet
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UMM</b>	Université maritime mondiale
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>UNLIREC</b>	Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes
<b>UNSDCF</b>	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
<b>UNSOM</b>	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie - MANUSOM
<b>WCA</b>	Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>WIMA</b>	Associations des femmes du secteur maritime
<b>WIMA-Asie</b>	Association des femmes du secteur maritime – Asie
<b>WISTA</b>	Women's International Shipping and Trading Association
<b>WOMESA</b>	Association des femmes du secteur maritime de la région de l'Afrique de l'Est et australe

APPENDICE

ACTIVITÉS DU PICT EN 2019\*

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
<b>PROGRAMMES RÉGIONAUX</b>										
<b>Programme d'appui au développement maritime, Afrique</b>										
Cours de formation sous-régional destiné aux administrateurs maritimes sur la mise en œuvre du Code ISM	Achévé	Juin	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	Fonctionnaires formés à l'exécution d'audits à bord et à terre pour la vérification de la conformité avec les prescriptions du Code ISM.	Afrique du Sud, Éthiopie, Kenya, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles	31			Sécurité maritime	Oui
Cours de formation national sur le transport et la manutention des marchandises dangereuses (Codes IMDG et IMSBC)	Achévé	Juin	Monrovia (Libéria)	Les participants ont atteint un bon niveau de connaissance et de compréhension des différents concepts et questions afférents aux Codes IMDG et IMSBC, tels que la conformité, l'application et le contrôle du respect, en vue de reprendre à leur compte la sécurité du transport maritime des marchandises dangereuses et des cargaisons solides en vrac et des opérations connexes dans les zones portuaires.	Libéria	27			Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres	Achévé	Novembre	Windhoek (Namibie)	Les participants ont été sensibilisés au Protocole de Londres et l'ont mieux compris, en particulier en ce qui concernait les avantages que le Protocole pouvait apporter aux États Parties. Un appui a été fourni pour inclure les dispositions du Protocole de Londres dans le projet global de loi nationale sur la pollution marine qui était en cours d'élaboration, en vue de l'adhésion de la Namibie au Protocole de Londres.	Namibie	17			Protection du milieu marin	Oui

\* Dans le présent tableau, le masculin à valeur générique a parfois été utilisé à la seule fin d'alléger le texte : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier régional sur la Convention sur la gestion des eaux de ballast (Convention BWM)	Achevé	Octobre	Lagos (Nigéria)	Sensibilisation, connaissances et compétences accrues des participants s'agissant des aspects pertinents de la Convention BWM. Progrès réalisés en vue de l'adhésion/la ratification de la Convention BWM et de l'amélioration de son application et du contrôle de son respect dans la région, l'accent ayant été mis sur le suivi et le contrôle de la conformité, ainsi que sur les études biologiques de référence des ports.	Gambie, Ghana, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Libéria, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone	70		6	Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention AFS	Achevé	Octobre	Lagos (Nigéria)	Sensibilisation, connaissances et compétences renforcées des participants s'agissant des aspects de la Convention AFS et des Directives sur l'encrassement biologique Progrès accomplis s'agissant d'améliorer l'application et le contrôle du respect de la Convention AFS, et application accrue des Directives sur l'encrassement biologique.	Nigéria	71		6	Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional sur MARPOL	Achevé	Septembre	Mombasa (Kenya)	Les participants ont amélioré leurs connaissances des Annexes I à V de MARPOL, et appris à transposer efficacement ces Annexes dans leur législation nationale, ainsi qu'à mettre en place des installations de réception portuaires, y compris les systèmes de paiement et de recouvrement des coûts correspondants.	Afrique du Sud, Angola, Éthiopie, Kenya, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie	36			Protection du milieu marin	Oui
Cinquième Conférence de l'Association des Administrations maritimes africaines	Annulé		Mahé (Seychelles)						Non applicable	
Mission d'évaluation des besoins visant à recenser les besoins immédiats du Département de l'administration maritime ainsi que ses priorités et ses possibilités	Achevé	Mai	Mogadiscio (Somalie)	Évaluation des capacités humaines, des infrastructures et de la logistique nécessaires à la mise en place de l'Administration maritime somalienne, ainsi que des lacunes et des besoins de formation de la nouvelle direction, conformément à l'organigramme arrêté pour ladite administration maritime.	Somalie				Secteur maritime en général	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Cours d'orientation initial pour le personnel du Département de l'Administration maritime	Reporté		Djibouti (République de Djibouti)						Non applicable	
Appui à la gouvernance maritime en Somalie : traduction du Code maritime somalien de l'anglais vers le somali	En cours		Mogadiscio (Somalie)		Somalie				Non applicable	Non
Séminaire régional sur l'application et la ratification de l'Accord du Cap de 2012	Achévé	Juillet	Accra (Ghana)	Amélioration des connaissances requises pour faciliter l'adhésion et la mise en œuvre de l'Accord du Cap.	Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Libéria, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone	44			Sécurité maritime	Non
Rendre opérationnels les plans nationaux d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures (NOSCP) et renforcer la coopération aux niveaux national et local	Achévé	Mai	Nairobi (Kenya)	Participation de l'OMI à un atelier régional sur la mise en place des plans nationaux d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures (NOSCP) et le renforcement de la coopération aux niveaux national et local. Connaissances et compréhension améliorées de la mise en œuvre efficace de la Convention OPRC. Ensemble de principes de bonnes pratiques proposés en ce qui concerne la coopération aux niveaux local et national relative à la préparation et à l'intervention en cas de NOSCP. Coordination améliorée de la préparation et de l'intervention en cas de déversement de substances dans la mer. Plans d'action nationaux concernant les besoins de capacités établis par ordre de priorité, visant à renforcer la coopération aux niveaux local et national afin de rendre opérationnels les NOSCP, et maillage entre utilisateurs à l'intérieur des pays participants et entre eux.					Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la Convention et le Code STCW	Achévé	Août	Addis Abeba (Éthiopie)	Fourniture d'une assistance pour assurer la mise en œuvre effective des prescriptions de la Convention STCW et, en particulier, des Amendements de Manille de 2010 à la Convention et au Code STCW.	Éthiopie	25			Sécurité maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Cours national de formation OPRC – Niveau 2	Achevé	Novembre	Le Cap (Afrique du Sud)	Les participants ont été formés aux principes du système de gestion des interventions en cas d'escalade d'un accident, ont approfondi leur compréhension des rôles et des responsabilités des différentes parties prenantes et entités au sein du système national de préparation et d'intervention, et ont mis à l'essai la structure du système de gestion des interventions en cas d'accident relevant du NOSCP au moyen d'un exercice pratique.	Afrique du Sud	57			Protection du milieu marin	Non
Atelier régional sur la sécurité des navires non soumis aux conventions, des transbordeurs effectuant des voyages nationaux et des navires de pêche de faibles dimensions	Achevé	Octobre	Lagos (Nigéria)	Les connaissances et les compétences des participants s'agissant de la mise en œuvre des mesures réglementaires existantes, ainsi que des nouvelles mesures, ont été améliorées en vue de réduire le nombre d'accidents et d'incidents impliquant des navires non soumis à la Convention SOLAS.	Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Libéria, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone	47			Sécurité maritime	Non
Atelier régional sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable en Afrique orientale et australe	Achevé	Octobre	Nairobi (Kenya)	Résolutions détaillées indiquant les points examinés, arrêtés, élaborés et adoptés lors de l'atelier.	Afrique du Sud, Burundi, Comores, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud			45	Secteur maritime en général	Non
Atelier régional sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable en Afrique de l'Ouest et du Centre	Achevé	Novembre	Lagos (Nigéria)	Résolutions détaillées indiquant les points examinés, arrêtés, élaborés et adoptés lors de l'atelier.	Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mauritanie, Nigéria, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo			39	Secteur maritime en général	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Évaluation des besoins dans les ports de Mombasa et de Lamu visant à déterminer s'ils pouvaient accueillir des installations d'alimentation électrique des navires à quai	Achevé	Octobre	Mombasa (Kenya)	Évaluation de l'impact sur l'environnement des opérations actuelles des deux ports et formulation de recommandations concernant les installations d'alimentation électrique des navires à quai les plus viables, ainsi que de suggestions concernant les modalités de financement des coûts initiaux et des coûts d'exploitation connexes.	Kenya				Protection du milieu marin	Non
Formation au niveau national pour la conduite des enquêtes sur les accidents et les incidents de mer	Achevé	Novembre	Port-Louis (Maurice)	Meilleure mise en place de capacités institutionnelles et de ressources humaines dans le domaine des enquêtes sur les accidents. Communication de renseignements actualisés sur les questions ayant trait aux accidents au personnel technique et aux agents administratifs participant à l'élaboration des politiques dans le domaine maritime.	Maurice	13			Sécurité maritime	Non
Fourniture de publications à la Conférence régionale sur l'intégration des services de recherche et de sauvetage maritimes et aéronautiques, d'une part en tant que Gouvernement et d'autre part en tant que responsabilité sociale du secteur	Achevé	Octobre	Le Cap (Afrique du Sud)	Fourniture de publications de l'OMI.	Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mozambique, République démocratique du Congo, Rwanda, Zambie, Zimbabwe				Sécurité maritime	Non
Cours de formation régional à l'intention des femmes exerçant dans le domaine de la recherche et du sauvetage (en collaboration avec l'IMRF)	Achevé	Novembre	Rabat (Maroc)	Les participants ont acquis des compétences et une confiance dans l'application des meilleures pratiques lorsqu'ils se sont vu confier des responsabilités de coordonnateurs SAR.	Congo, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Maroc, Mozambique, Nigéria, Sénégal, Seychelles, Soudan du Sud	13			Sécurité maritime	Non
Réunion régionale du Comité SAR et cours d'administration et de gestion SAR (Manuel IAMSAR, volume I) (en collaboration avec l'IMRF)	Achevé	Décembre	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	Les participants ont acquis des compétences et une confiance dans l'application des meilleures pratiques. Des orientations ont été fournies en ce qui concernait la manière d'établir ou de mettre en place des dispositifs SAR de manière méthodique et bien planifiée, les premières étapes fondamentales, et une proposition de plan de travail pour les premières années. Les processus et les systèmes de l'infrastructure interne des centres et des sous-centres ont été	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Libéria, Madagascar, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda,	26			Sécurité maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
				améliorés. Les équipes de gestion ont été mieux sensibilisées aux structures nécessaires pour faire fonctionner et gérer un RCC.	République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Togo					
Atelier national sur la facilitation du trafic maritime et les opérations portuaires	Achevé	Janvier	Djibouti (République de Djibouti)	Les participants ont amélioré leur connaissance de la Convention FAL. Ils ont acquis de meilleures connaissances sur le principe du guichet unique, sur les techniques de traitement et d'échange de données informatisées pour effectuer l'accomplissement des formalités concernant les navires, les personnes et les cargaisons.	Djibouti	39			Simplification des formalités	Oui
Atelier national sur l'examen de la législation maritime de la Zambie eu égard aux règles	Achevé	Mai	Lusaka (Zambie)	Sensibilisation des parties prenantes des organismes publics qui participaient au secteur des transports maritimes et fluviaux à l'OMI, à ses travaux, à ses conventions et à la manière de les transposer dans la législation nationale. Aide à l'examen des projets de loi sur les voies de navigation maritime et intérieure et des projets de loi de l'Autorité maritime zambienne.	Zambie	23			Législation maritime	Oui
Atelier sous-régional sur les zones maritimes particulièrement vulnérables (PSSA)	Achevé	Novembre	Nosy Be (Madagascar)	Les participants ont pu mieux comprendre les instruments de l'OMI en tant qu'outils servant à la gestion de la navigation dans des zones spécifiques afin de protéger le milieu marin dans la sous-région de l'Afrique de l'Est, avec une attention particulière accordée aux PSSA.	Afrique du Sud, Kenya, Madagascar, Mozambique, République-Unie de Tanzanie	25			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national de suivi sur les PSSA	Annulé		Nouakchott (Mauritanie)						Non applicable	
Atelier national sur la ratification et la mise en œuvre du Protocole de Londres	Annulé		Yaoundé (Cameroun)						Non applicable	

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier régional sur la coopération en matière de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en mer	Reporté		Zanzibar (République-Unie de Tanzanie)						Non applicable	
Conférence régionale GI WACAF sur la préparation et la capacité d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en Afrique occidentale, en Afrique centrale et en Afrique australe	Achevé	Octobre	Le Cap (Afrique du Sud)	Les participants ont été informés des progrès récents, des obstacles actuels et des actions prioritaires à mener pendant la prochaine période biennale afin de renforcer la capacité d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures dans la région.	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mauritanie, Namibie, Nigéria, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo			74	Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la mise en œuvre efficace des Annexes I à V de MARPOL	Reporté		Libreville (Gabon)						Non applicable	
Atelier national sur la transposition des conventions de l'OMI dans la législation nationale	Annulé		Lomé (Togo)						Non applicable	
Mission consultative visant à évaluer les fonctionnalités supplémentaires prescrites par la Convention FAL pour la plateforme e-GUCE du Cameroun	Annulé		Douala (Cameroun)						Non applicable	
Cours de formation national sur le transport et la manutention des marchandises dangereuses (Codes IMDG et IMSBC)	Achevé	Mars	Douala (Cameroun)	L'application des Codes IMDG et IMSBC a été améliorée et la sécurité du transport des marchandises dangereuses a été renforcée.	Cameroun	38			Sécurité maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Fourniture de publications de l'OMI à des administrations maritimes et des établissements de formation maritime sélectionnés	Achevé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Des publications de l'OMI ont été fournies pour diverses activités et à diverses administrations maritimes de la région.	Bénin, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo				Secteur maritime en général	Oui
Atelier national sur le contrôle par l'État du port	Achevé	Septembre	Douala (Cameroun)	Renforcement des capacités des fonctionnaires des administrations et officiers techniques supérieurs responsables des questions de contrôle par l'État du port, dans le but de renforcer et d'harmoniser le régime de contrôle par l'État du port en Afrique de l'Ouest et du Centre et de garantir la mise en œuvre uniforme du manuel et des procédures du Mémorandum d'entente d'Abuja.	Cameroun	64			Sécurité maritime	Non
Atelier national sur la transposition des conventions de l'OMI dans la législation nationale	Achevé	Janvier	Antananarivo (Madagascar)	Formation de juristes, de décideurs, de conseillers législatifs et de rédacteurs qualifiés, responsables du point de vue juridique et législatif de la transposition des instruments dans la législation nationale de leur pays, sur les mécanismes à appliquer lors de l'élaboration et de l'actualisation des lois et règlements maritimes nationaux, afin de veiller à la conformité avec les normes de l'OMI. Examen préliminaire du projet de code maritime de Madagascar.	Madagascar	27			Législation maritime	Oui
Cours de formation sous-régional sur le transport et la manutention des marchandises dangereuses (Codes IMDG et IMSBC)	Achevé	Octobre	Dakar (Sénégal)	Fourniture de renseignements actualisés aux participants en ce qui concernait les différents concepts et questions afférents aux Codes IMDG et IMSBC, tels que la conformité, l'application et le contrôle du respect, afin qu'ils reprennent à leur compte la sécurité du transport maritime des marchandises dangereuses et des cargaisons solides en vrac et des opérations connexes dans les zones portuaires.	Bénin, Congo, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sénégal	34		1	Sécurité maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier sous-régional sur la ratification et la mise en œuvre efficace des conventions de l'OMI relatives à la pollution par les hydrocarbures	Achevé	Mars	Abidjan (Côte d'Ivoire)	Amélioration des connaissances des participants s'agissant des aspects juridiques liés à la ratification et à la mise en œuvre efficace des conventions de l'OMI. Adoption du Plan d'action, qui incluait un aperçu général des difficultés courantes ainsi que des recommandations spécifiques propres à chaque pays.	Bénin, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, République démocratique du Congo, Sénégal	31			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur le contrôle par l'État du port	Achevé	Février	Antananarivo (Madagascar)	Formation dispensée aux inspecteurs chargés du contrôle des navires par l'État du port afin qu'ils aient le niveau de connaissances et de compétences prescrit par le Mémoire d'entente de l'océan Indien.	Madagascar	30			Sécurité maritime	Oui
<b>Programme d'appui au développement maritime, États arabes et Méditerranée</b>										
Cours de formation régional sur la recherche et le sauvetage - Administration	Achevé	Décembre	Rabat (Maroc)	Ratification et mise en œuvre plus larges de la Convention SAR, amélioration des procédures SAR et mise en place de services SAR efficaces.	Djibouti, Égypte, Jordanie, Libye, Maroc, Qatar, Soudan, Tunisie, Yémen	29			Sécurité maritime	Oui
Atelier régional sur la ratification et la mise en œuvre efficace de l'Annexe VI de MARPOL	Achevé	Septembre	Djedda (Arabie saoudite)	Sensibilisation accrue à l'Annexe VI de MARPOL et, en particulier, à l'entrée en vigueur de la prescription relative à la teneur en soufre mondiale et de la Stratégie initiale de réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des navires.	Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Somalie, Soudan	17			Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional sur le régime des conventions de l'OMI relatives à la responsabilité	Achevé	Décembre	Doubaï (Émirats arabes unis)	Actualisation des connaissances des participants en ce qui concernait les principes de responsabilité et d'indemnisation et les prescriptions spécifiques de chacune de ces conventions nécessaires à l'incorporation pleine et entière des traités dans le droit national.	Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Oman	28			Législation maritime	Non
Atelier régional sur l'évaluation, l'examen et la délivrance des titres aux gens de mer	Achevé	Septembre	Doubaï (Émirats arabes unis)	Formation des participants à l'évaluation des gens de mer et à la délivrance des titres conformément à la Convention STCW de 1978, telle que modifiée.	Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Liban, Maroc, Oman, Soudan, Tunisie	38			Formation maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Séminaire régional de sensibilisation aux enquêtes sur les accidents et les incidents de mer destiné aux cadres et aux dirigeants	Annulé		Tunisie						Non applicable	
Séminaire régional visant à promouvoir la ratification et la mise en œuvre efficace de la Convention FAL	Annulé		Égypte						Non applicable	
Atelier national sur la ratification et la mise en œuvre efficace de l'Annexe VI de MARPOL	Reporté		Beyrouth (Liban)						Non applicable	
Atelier national sur la ratification et la mise en œuvre efficace de l'Annexe VI de MARPOL	Reporté		Alger (Algérie)						Non applicable	
Atelier régional sur la Convention AFS et les Directives sur l'encrassement biologique	Achévé	Novembre	La Valette (Malte)	Sensibilisation, connaissances et compétences renforcées des participants s'agissant des aspects de la Convention AFS et des Directives sur l'encrassement biologique Progrès réalisés s'agissant de l'adhésion/la ratification de la Convention AFS et de l'amélioration de son application et du contrôle de son respect, et application accrue des Directives sur l'encrassement biologique.	Espagne, Malte, Maroc, Monaco, Tunisie	10			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres	Annulé		Turquie						Non applicable	
Atelier national sur la ratification et la mise en œuvre efficace de l'Annexe VI de MARPOL	Achévé	Décembre	Tunis (Tunisie)	Sensibilisation, connaissances et compétences accrues des participants concernant les aspects pertinents de l'Annexe VI de MARPOL.	Libye	10			Protection du milieu marin	Oui
Elaboration d'une stratégie maritime nationale globale pour Oman	Achévé	Février	Mascate (Oman)	Elaboration d'une stratégie maritime nationale globale pour le Sultanat d'Oman et transmission de celle-ci aux autorités compétentes.	Oman				Secteur maritime en général	Non
Atelier national sur la mise en œuvre du Protocole de Londres	Achévé	Avril	Alger (Algérie)	Les participants ont acquis des connaissances sur la mise en œuvre du Protocole de Londres.	Algérie	49			Protection du milieu marin	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Mission d'évaluation des besoins concernant la mise en œuvre et le contrôle du respect efficaces des instruments obligatoires de l'OMI auxquels l'Arabie saoudite est Partie	Achevé	Avril	Riyad et Djedda (Arabie saoudite)	Des conclusions et des recommandations ont été élaborées et transmises à l'État Membre afin qu'il prenne les mesures qu'il jugerait appropriées.	Arabie saoudite				Audit des États Membres	Non
Cours de formation national sur l'intervention en cas d'événements mettant en cause des SNPD dans le milieu marin (niveau de direction)	Achevé	Décembre	Istanbul (Turquie)	Formation des participants au traitement et à la coordination de l'intervention en cas d'événements mettant en cause des SNPD dans le milieu marin.	Turquie	50			Protection du milieu marin	Oui
Cours de formation national sur les responsabilités de l'État du port en matière de commerce du gaz par les transporteurs de GNL/GPL	Achevé	Mars	Aqaba (Jordanie)	Personnel compétent formé aux responsabilités de l'État du port lors de l'inspection des transporteurs de GNL/GPL.	Jordanie	19			Sécurité maritime	Oui
Élaboration d'une étude technique et de faisabilité pour désigner la mer Méditerranée ou des parties de celle-ci en tant que zone de contrôle des émissions de SO <sub>x</sub> en vertu de l'Annexe VI de MARPOL	Achevé	Avril	La Valette (Malte)	Élaboration d'une étude technique et de faisabilité, notamment des recommandations sur la possibilité de désigner la mer Méditerranée, ou des parties de celles-ci, en tant que zone de contrôle des émissions de SO <sub>x</sub> en vertu de l'Annexe VI de MARPOL, y compris un projet de feuille de route, en vue de la soumettre ultérieurement au MEPC.					Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional sur la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux et des navires non soumis aux conventions	Achevé	Mars	Djedda (Arabie saoudite)	Présentation des directives pertinentes de l'OMI aux participants. Adoption de la Déclaration de Djedda sur la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux et des navires non soumis aux conventions.	Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Liban, Oman, Soudan, Tunisie	31			Sécurité maritime	Oui
<b>Programme d'appui au développement maritime, Asie</b>										
Atelier sur la mise en forme définitive du plan d'urgence national en cas de déversement d'hydrocarbures	Achevé	Septembre	Bangkok (Thaïlande)	Meilleure compréhension de la mise en œuvre efficace de la Convention OPRC. Identification et examen des principaux problèmes et recommandations sur la mise à jour du plan national d'urgence en cas de NOSCP proposé, y compris une feuille de route aux fins de son achèvement.	Thaïlande	38			Protection du milieu marin	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier sur la mise en forme définitive du plan d'urgence national en cas de déversement d'hydrocarbures	Achevé	Novembre	Ho Chi Minh (Viet Nam)	Compréhension améliorée de la mise en œuvre efficace de la Convention OPRC, et progrès accomplis dans le cadre de l'achèvement du plan d'urgence national en cas de déversement d'hydrocarbures.	Viet Nam	34			Protection du milieu marin	Oui
Atelier sous-régional de formation des formateurs sur le cours type de l'OMI relatif à la Convention OPRC	Achevé	Septembre	Manille (Philippines)	Amélioration des connaissances relatives aux cours types révisés de l'OMI sur la Convention OPRC et des compétences des parties prenantes en matière d'exécution leur permettant de faire fonction de formateurs régionaux, éventuellement.	Indonésie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam	29			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la mise en œuvre et le contrôle du respect de l'Annexe V de MARPOL et les installations de réception portuaires	Achevé	Novembre	Manille (Philippines)	Établissement des capacités nationales permettant d'améliorer la mise en œuvre et le contrôle du respect efficaces de l'Annexe V de MARPOL et la mise en place d'installations de réception portuaires.	Philippines	32			Protection du milieu marin	Oui
Séminaire national sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention de Hong Kong	Achevé	Novembre	Karachi (Pakistan)	Familiarisation des parties prenantes avec la Convention de Hong Kong et les Directives relatives à sa mise en œuvre, y compris les meilleures pratiques sur le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, et promotion de la ratification rapide de la Convention de Hong Kong.	Pakistan	38			Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional sur la Convention BWM	Achevé	Juin	Malé (Maldives)	Les parties prenantes ont communiqué des renseignements sur la surveillance et le contrôle du respect de la Convention (y compris l'application des instruments par l'État du pavillon et le contrôle du respect par l'État du port). Une formation a été dispensée sur la manière de prévoir et de mener des études biologiques de référence ainsi que des évaluations des risques aux fins de l'application des instruments et du contrôle de leur respect, y compris le ciblage des navires aux fins du contrôle par l'État du port et des exemptions.	Bangladesh, Inde, Maldives, Sri Lanka	15		3	Protection du milieu marin	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Formation sur la mise en œuvre efficace du Code IMDG	Achevé	Mars	Busan et Incheon (République de Corée)	Formation du personnel à terre participant à la gestion des marchandises dangereuses en colis sous leurs différents aspects afin d'améliorer sa compréhension du Code IMDG, ainsi que pour encourager la mise en œuvre de celui-ci en favorisant les bonnes pratiques s'agissant de cet instrument international obligatoire et en sensibilisant à l'impact potentiel sur l'environnement et aux procédures d'intervention en cas d'urgence et d'accident.	Chine, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Thaïlande, Viet Nam	14			Sécurité maritime	Non
Atelier national sur la conception et l'élaboration de programmes d'études pour la mise en œuvre de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée.	Achevé	Mai	Manille (Philippines)	Amélioration de la compréhension et des connaissances de l'Autorité du secteur maritime des Philippines (MARINA) en ce qui concernait les projets de cours prévus conformément à la Convention STCW de 1978, telle que modifiée, et l'élaboration de programmes appropriés pour l'éducation et la formation des gens de mer.	Philippines	29			Sécurité maritime	Non
Cours de formation national sur l'évaluation des gens de mer et la délivrance des brevets (cours type 3.12 de l'OMI)	Achevé	Mai	Manille (Philippines)	Amélioration de la compréhension et des connaissances de l'Autorité du secteur maritime des Philippines (MARINA) en ce qui concernait l'évaluation des gens de mer (cours type 3.12 de l'OMI) afin d'assurer l'application efficace de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée.	Philippines	29			Sécurité maritime	Non
Participation de l'OMI à la Conférence sur la sécurité des transbordeurs et les technologies connexes	Achevé	Février	Bangkok (Thaïlande)	Participation de l'OMI à la Conférence, qui a réuni une sélection internationale de propriétaires et d'exploitants de transbordeurs, d'architectes et ingénieurs navals, et de développeurs et fournisseurs de nouvelles technologies visant à améliorer l'efficacité et la sécurité.					Sécurité maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Séminaire national sur l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (niveaux 2 et 3)	Achevé	Juin	Ningbo (Chine)	Meilleure compréhension de la mise en œuvre efficace de la Convention OPRC et sensibilisation accrue au rôle et aux responsabilités du personnel de haut rang chargé d'assurer la gestion des déversements d'hydrocarbures de portée nationale et des défis nombreux et souvent contradictoires relevés en cas de déversement majeur.	Chine	100			Protection du milieu marin	Non
Réunion de l'Initiative mondiale pour la Chine (GI China)	Annulé		Yantai (Chine)						Non applicable	
Atelier régional intitulé "Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable : processus visant à intégrer le secteur maritime"	Achevé	Août	Bangkok (Thaïlande)	Fourniture aux participants d'une vue d'ensemble du processus du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et adoption d'une résolution sur ledit Plan-cadre.	Afghanistan, Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Philippines, République démocratique populaire lao, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam			53	Secteur maritime en général	Non
Fourniture de publications	Achevé	Décembre	Pyongyang (République populaire démocratique de Corée)	Renforcement des capacités de l'administration maritime de la République populaire démocratique de Corée au moyen de la fourniture de publications de l'OMI.	République populaire démocratique de Corée				Secteur maritime en général	Oui
Atelier sur le Plan régional d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures de l'ASEAN	Achevé	Août	Selangor (Malaisie)	Les parties prenantes se sont familiarisées avec les principaux éléments du Plan régional d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures de l'ASEAN. Elles sont exercées à utiliser les plateformes de communication entre les États Membres de l'ASEAN, ce qui leur a montré que ces plateformes fonctionnaient.	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam	19			Protection du milieu marin	Oui
Mission consultative et séminaire national sur la ratification et l'application efficace de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Achevé	Juillet	Dili (Timor-Leste)	Fourniture d'une assistance pour assurer la mise en œuvre effective des prescriptions de la Convention STCW et, en particulier, des Amendements de Manille de 2010 à la Convention et au Code STCW.	Timor-Leste	21			Sécurité maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier régional de sensibilisation portant sur la mise en œuvre du Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC), l'accent étant mis en particulier sur les cargaisons susceptibles de se liquéfier	Achevé	Octobre	Dalian (Chine)	Meilleure compréhension de la mise en œuvre efficace du Code IMSBC et de son application pratique.	Australie, Cambodge, Chine, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam	38		3	Sécurité maritime	Non
Cours de formation national sur la mise en œuvre du Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG) et du Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC)	Achevé	Novembre	Yangon (Myanmar)	Les parties prenantes ont été mieux sensibilisées et informées en ce qui concernait l'utilisation améliorée des Codes IMDG et IMSBC pour renforcer la sécurité du transport des marchandises dangereuses.	Myanmar	39			Sécurité maritime	Non
Participation de l'OMI – Groupe de travail de l'ASEAN sur les transports maritimes	Achevé	Août	Singapour	Analyse du programme des transports maritimes du Plan stratégique de Kuala Lumpur et prise en considération des besoins correspondants des États Membres par l'intermédiaire du PICT.					Secteur maritime en général	Oui
Participation de l'OMI – Cours de formation sur la recherche et le sauvetage maritimes, les catastrophes maritimes et la protection du milieu marin à l'intention des responsables des services de garde-côtes	Achevé	Novembre	Tokyo (Japon)	Meilleure compréhension des responsables des services de garde-côtes en ce qui concernait les questions relatives à la recherche et au sauvetage.					Sécurité maritime	Oui
Participation de l'OMI à la réunion de la Banque mondiale et de la Worldwide Ferry Safety Association	Achevé	Octobre	Washington, (États-Unis)	Il a été rendu compte des mesures prises par l'OMI en ce qui concernait la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux.					Sécurité maritime	Oui
Conception et animation de l'atelier d'échange éducatif destiné aux administrateurs auxiliaires sur l'élaboration de propositions de projets	Reporté		Londres (Royaume-Uni)						Non applicable	

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Élaboration d'une feuille de route préliminaire visant à aider le secteur du recyclage des navires au Bangladesh à se conformer aux prescriptions de la Convention de Hong Kong	Achevé	Mai	Chittagong (Bangladesh)	Élaboration d'un rapport sur des orientations génériques et une feuille de route visant à aider les installations de recyclage des navires au Bangladesh à se préparer à se conformer aux dispositions de la Convention de Hong Kong. Évaluation achevée des installations de recyclage des navires au Bangladesh et feuille de route communiquée quant à la manière de fournir une assistance aux chantiers navals du Bangladesh au titre des efforts que ce pays menait pour se conformer aux dispositions de la Convention de Hong Kong.	Bangladesh				Protection du milieu marin	Oui
<b>Programmes d'appui au développement maritime, îles du Pacifique</b>										
Huitième atelier régional sur la recherche et le sauvetage dans le Pacifique	Achevé	Juillet	Honolulu (États-Unis)	Poursuite de la mise en place de capacités SAR dans la région du Pacifique.	Australie, États fédérés de Micronésie, États-Unis, Fidji, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	69		4	Sécurité maritime	Oui
Atelier régional sur la Convention AFS et les Directives sur l'encrassement biologique	Achevé	Juin	Suva (Fidji)	Meilleure compréhension de la Convention AFS, en vue d'accroître la ratification et la mise en œuvre efficace; de même, meilleurs contrôles du respect et application des Directives de 2011 sur l'encrassement biologique.	Australie, États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	27			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres	Reporté		Koror (Palaos)						Non applicable	

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Vingtième session du Forum des Directeurs des agences de sécurité maritime de l'Asie et du Pacifique (APHoMSA) : renforcement des capacités des PEID et des PMA	Achevé	Avril	Séoul (République de Corée)	Le dialogue et la coopération entre les administrations maritimes des PEID et des PMA et d'autres pays de la région Asie-Pacifique ont été renforcés en vue de l'appui et de la consolidation de leurs capacités en matière de ressources humaines pour qu'elles s'acquittent de leurs responsabilités en tant qu'États du pavillon, États du port et États côtiers, et de la promotion de la coordination et de l'harmonisation à l'échelle mondiale des activités de contrôle par l'État du port.	Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Timor-Leste, Vanuatu			9	Secteur maritime en général	Oui
Atelier national sur la facilitation du commerce et l'efficacité des ports	Annulé		Apia (Samoa)						Non applicable	
Atelier national sur la facilitation du commerce et l'efficacité des ports	Annulé		Nuku'alofa (Tonga)						Non applicable	
Quatrième Conférence régionale des ministres océaniques de l'énergie et des transports et manifestation parallèle comprenant la réunion exécutive de la PacWIMA et la réunion des présidents des Associations des femmes du secteur maritime	Achevé	Septembre	Apia (Samoa)	Des femmes fonctionnaires ont été parrainées pour assister aux deux événements. Les problèmes actuels du secteur maritime dans le Pacifique ont été analysés et la stratégie régionale en faveur des Océaniennes du secteur maritime 2020-2024 a été adoptée.	Fidji, Îles Salomon, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Tuvalu, Vanuatu			11	Secteur maritime en général	Oui
Atelier national sur la mise en œuvre et le contrôle du respect de l'Annexe V de MARPOL, en particulier la mise en place d'installations portuaires de réception adéquates pour les ordures	Annulé		Port Vila (Vanuatu)						Non applicable	
Participation à l'atelier sur les enseignements tirés de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures pour appuyer les Îles Salomon	Achevé	Décembre	Honiara (Îles Salomon)	Le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement a participé et apporté sa contribution à l'atelier national. Un ensemble de meilleures pratiques, de défis et de lacunes dans divers domaines thématiques de la lutte contre les déversements et de la récupération ont été identifiés et approuvés, le réseau et les relations	Îles Salomon				Protection du milieu marin	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
				entre les ministères et les organismes concernés par les opérations de lutte contre les déversements en mer ont été renforcés, un ensemble concret de recommandations et une feuille de route pour leur élaboration et leur amélioration ont été approuvés de façon à appuyer l'examen et le financement du Plan national d'intervention en cas de déversement (NATPLAN), et des recommandations spécifiques relatives à la mise au point de procédures d'exploitation normalisées pour tous les ministères et organismes publics spécialisés ont été approuvées.						
Atelier régional sur la Convention BWM	Achevé	Juin	Suva (Fidji)	Renforcement des connaissances en ce qui concernait l'adoption, l'application efficace et le contrôle du respect de la Convention BWM.	États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	27			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la planification d'urgence	Annulé		Port Vila (Vanuatu)						Non applicable	
<b>Programme d'appui au renforcement des capacités de l'Administration de la sécurité maritime des Îles Salomon (SIMSA)</b>										
Cours de formation destinés au personnel de la SIMSA	Achevé	Décembre	Honiara (Îles Salomon)	Cours d'enseignement à distance dispensés par la Lloyds Maritime Academy, ainsi que d'autres formations.	Îles Salomon	4			Secteur maritime en général	Non
Élaboration d'une stratégie relative à une gouvernance intégrée des océans	Reporté		Honiara (Îles Salomon)						Non applicable	
Atelier national sur la gouvernance intégrée des océans	Reporté		Honiara (Îles Salomon)						Non applicable	
Formation à la gestion des aides à la navigation	Achevé	Juillet	Melbourne (Australie)	Formation du personnel de la SIMSA à l'utilisation des équipements d'aide à la navigation.	Îles Salomon	1			Sécurité maritime	Non
Sensibilisation à la sécurité en mer aux frontières et dans d'autres zones critiques	Achevé	Décembre	Divers endroits, Îles Salomon	Sensibilisation des membres de la communauté aux risques pour la vie humaine liés aux voyages en mer.	Îles Salomon				Sécurité maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Programme de détachement d'officiers des centres de coordination de sauvetage maritime (MRCC)	Achevé	Décembre	Nouméa (Nouvelle-Calédonie)	Formation du personnel des MRCC aux activités de sauvetage en mer.	Îles Salomon	2			Sécurité maritime	Non
Programme de détachement du personnel de la SIMSA	Achevé	Février	Canberra (Australie)	Achèvement d'un programme de détachement sur la recherche et le sauvetage maritimes.	Îles Salomon	2			Sécurité maritime	Non
<b>Programme d'appui au projet de protection du milieu marin des mers d'Asie du Sud-Est (MEPSEAS)</b>										
Recrutement d'un consultant technique à long terme pour la deuxième année du projet OMI/Norad MEPSEAS	Achevé	Décembre	Siège de l'OMI, Londres (Royaume-Uni)	Recrutement d'un consultant technique à long terme chargé de mieux harmoniser l'application des instruments/ conventions de l'OMI pour la protection du milieu marin en supervisant les aspects techniques des programmes de formation, en rédigeant les aspects techniques des mandats du consultant régional et des experts nationaux en formation, ainsi qu'en donnant des orientations concernant la coopération future avec le Mémoire de Tokyo s'agissant de la troisième année du projet MEPSEAS.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam				Protection du milieu marin	Non
Recrutement d'un consultant régional pour la deuxième année du projet OMI/Norad MEPSEAS	En cours		Manille (Philippines)	Recrutement d'un consultant régional chargé de mieux harmoniser l'application des instruments/ conventions de l'OMI pour la protection du milieu marin en faisant rapport sur la Deuxième réunion régionale de haut niveau, en fournissant des conseils techniques aux pays participant au projet MEPSEAS, en assistant aux équipes nationales ainsi qu'en apportant une assistance spécialisée aux pays.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam				Non applicable	Non
Recrutement d'un assistant administratif pour la deuxième année du projet OMI/Norad MEPSEAS	Achevé	Décembre	Siège de l'OMI, Londres (Royaume-Uni)	Personnel recruté et à son poste.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam				Protection du milieu marin	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Recrutement de consultants nationaux pour la deuxième année du projet MEPSEAS OMI/Norad	Achévé	Décembre	Multiple (pays du projet MEPSEAS)	Recrutement de consultants nationaux chargés de mieux harmoniser l'application des instruments/ conventions de l'OMI pour la protection du milieu marin en participant activement aux équipes spéciales nationales et en fournissant des orientations aux unités de coordination du Programme (PCU), au besoin, ainsi qu'en fournissant des mises à jour régulières au moyen de rapports de pays trimestriels.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam				Protection du milieu marin	Non
Réunion du Comité directeur de projet (PSCOM) sous l'égide du Groupe de travail sur les transports maritimes de l'ASEAN et deuxième réunion régionale de haut niveau	Achévé	Août	Singapour, Manille (Philippines)	Élaboration de plans d'action nationaux. Plus grande harmonisation dans la mise en œuvre des conventions de l'OMI dans le cadre du projet MEPSEAS.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam			73	Protection du milieu marin	Non
Formation nationale sur la réforme juridique, politique et institutionnelle dans sept pays	Achévé	Octobre	Multiple (pays du projet MEPSEAS)	Formation sur les conventions de l'OMI dispensée aux participants.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam	200		41	Protection du milieu marin	Non
Activités nationales spécialisées pour la deuxième année du projet MEPSEAS OMI/Norad	Reporté		Multiple (pays du projet MEPSEAS)						Non applicable	
Mise au point de modules de formation spécialisée sur les politiques et les technologies liées aux conventions pertinentes pour le projet MEPSEAS OMI/Norad	Achévé	Mai	Multiple (pays du projet MEPSEAS)	Trois matériels de formation spécialisés élaborés, qui ont servi dans le cadre de l'atelier régional de formation des formateurs, auquel ont assisté des experts de formation nationaux provenant de chacun des pays.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam	16			Protection du milieu marin	Non
Mise au point de mécanismes et d'outils de communication, de visibilité et d'échange de renseignements pour le projet MEPSEAS OMI/Norad	Achévé	Décembre	Multiple (pays du projet MEPSEAS)	Élaboration de sept brochures traduites; conception et élaboration d'une affiche extensible; finalisation et lancement du site Web consacré au projet MEPSEAS.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viet Nam				Protection du milieu marin	Non
Recrutement d'un consultant régional pour la première année du projet MEPSEAS OMI/Norad	Achévé	Janvier	Manille (Philippines)	Recrutement d'un consultant régional à long terme pour la première année.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam				Protection du milieu marin	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Mise au point de mécanismes et d'outils de communication, de visibilité et d'échange de renseignements pour le projet MEPSEAS OMI/Norad	Achevé	Avril	Londres (Royaume-Uni)	Réalisation du logo et de la brochure du projet MEPSEAS. Création du site Web du projet en cours.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam				Protection du milieu marin	Non
<b>Programme d'appui au renforcement de la mise en œuvre de l'Annexe V de MARPOL dans la région des îles du Pacifique</b>										
Examen de la législation nationale relative à l'Annexe V de MARPOL	Achevé	Décembre	Suva (Fidji)	Examen de la législation nationale existante relative à l'application de l'Annexe V de MARPOL pour s'assurer qu'elle était conforme à l'Annexe V de MARPOL, telle que modifiée, et pour identifier les modifications éventuelles à apporter à la législation nationale.	Fidji				Protection du milieu marin	Non
Exercice de définition sur les déchets marins	Achevé	Avril	Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée)	Évaluation de la situation actuelle en ce qui concerne l'ampleur du problème de pollution actuelle, la taille de la flotte active, l'étendue des pratiques actuelles et le niveau de sensibilisation générale aux effets de la pollution du milieu marin due aux déchets produits par les navires, et l'ampleur des autres facteurs pertinents qui avaient une incidence sur la quantité de plastiques qui achevaient leur course dans l'océan et provenaient des navires.	Papouasie-Nouvelle-Guinée				Protection du milieu marin	Non
Exercice de définition sur les déchets marins	Achevé	Mars	Suva (Fidji)	Évaluation de la situation actuelle en ce qui concerne l'ampleur du problème de pollution actuelle, la taille de la flotte active, l'étendue des pratiques actuelles et le niveau de sensibilisation générale aux effets de la pollution du milieu marin due aux déchets produits par les navires, et l'ampleur des autres facteurs pertinents qui avaient une incidence sur la quantité de plastiques qui achevaient leur course dans l'océan et provenaient des navires.	Fidji				Protection du milieu marin	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
<b>Programme d'appui au développement maritime, Asie occidentale et Europe orientale</b>										
Atelier national sur la Convention AFS et les Directives sur l'encrassement biologique	Achevé	Avril	Kiev (Ukraine)	Les participants se sont familiarisés avec les principaux aspects de la Convention AFS, en particulier les responsabilités nationales et les mesures à prendre pour mettre en œuvre et faire appliquer les dispositions juridiques, techniques et administratives de la Convention, et ont été sensibilisés à la gestion de l'encrassement biologique.	Ukraine	45		2	Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la Convention BWM	Achevé	Avril	Kiev (Ukraine)	L'Administration a aidé à la préparation de la ratification et de l'application de la Convention BWM, en insistant en particulier sur le respect, la surveillance et le contrôle du respect, ainsi que sur les études biologiques de référence des ports et les évaluations des risques. Des orientations ont été données aux autorités qui participaient ou devaient participer aux inspections prévues dans le cadre du contrôle des navires par l'État du port et l'État du pavillon en vertu des dispositions de la Convention BWM.	Ukraine	45		2	Protection du milieu marin	Oui
Cours de formation national sur l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (Cours type de l'OMI relatif à la Convention OPRC de niveau 2)	Achevé	Juin	Bar (Monténégro)	Sensibilisation, connaissances et compétences améliorées des participants concernant les aspects pertinents (administratif, juridique et technique) de l'application de la Convention OPRC. Formation des participants issus des autorités nationales concernées aux aspects tactiques et stratégiques de l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, ainsi qu'aux défis auxquels ils pourraient être confrontés lorsqu'ils traitaient un incident de pollution grave.	Monténégro	14			Protection du milieu marin	Oui
Appui de la participation des Gouvernements à la quatrième Conférence sur les déversements dans l'Adriatique (ADRIASPILLCONF 2019)	Achevé	Mai	Split (Croatie)	Efficacité accrue de la prévention de la pollution accidentelle de la mer Adriatique, de la préparation à celle-ci et de l'intervention correspondante, conformément à la Convention OPRC, au Protocole OPRC-HNS, à la Convention de Barcelone et à son protocole "Prévention et situations critiques", ainsi qu'aux plans d'urgence	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro	6			Protection du milieu marin	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
				nationaux, sous-régionaux et régionaux existants.						
Atelier régional sur la Convention AFS et les Directives sur l'encrassement biologique	Achevé	Novembre	La Valette (Malte)	Sensibilisation, connaissances et compétences renforcées des participants s'agissant des aspects de la Convention AFS et des Directives sur l'encrassement biologique. Progrès réalisés s'agissant de l'adhésion/la ratification de la Convention AFS et de l'amélioration de son application et du contrôle de son respect, et application accrue des Directives sur l'encrassement biologique.	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro	5			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres	Annulé		Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie)						Non applicable	
Séminaire national sur la facilitation du trafic maritime	Achevé	Septembre	Batoumi (Géorgie)	Les participants ont pu mieux comprendre le concept, les processus et les procédures qui accompagnaient le recours aux techniques d'échanges de données informatisées pour effectuer l'accomplissement des formalités concernant les navires, les personnes et les cargaisons, et la mise en œuvre du guichet unique dans les transports maritimes.	Géorgie	29			Simplification des formalités	Oui
Cours national de formation à l'intention des enseignants d'anglais maritime	Achevé	Décembre	Batoumi (Géorgie)	Amélioration des compétences pédagogiques des enseignants d'anglais maritime de divers établissements d'enseignement et de formation maritimes. Les enseignants ont été habilités à adapter le modèle de cours 3.17 et à le mettre en œuvre en tenant compte de leur propre environnement éducatif.	Géorgie	20			Formation maritime	Oui
<b>Programme d'appui au développement maritime, Amérique latine</b>										
Atelier à l'intention des hauts fonctionnaires maritimes	Achevé	Mars	Medellin (Colombie)	La coordination, la planification et la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités avec les pays du ROCRAM-CA ont été renforcées.	Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine			16	Secteur maritime en général	Oui
Séminaire régional sur les inspections, les visites et la délivrance des certificats aux navires	Achevé	Avril	Panama (République du Panama)	Capacité améliorée pour ce qui était d'effectuer des visites et des inspections en vertu du système harmonisé de visites et de délivrance des certificats (système HSSC).	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	19			Sécurité maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier national sur les conventions relatives à la responsabilité civile	Annulé		Tegucigalpa (Honduras)						Non applicable	
Atelier national sur les conventions relatives à la responsabilité civile	Annulé		Guatemala (République du Guatemala)						Non applicable	
Cours régional de formation aux inspections des navires non soumis à la Convention SOLAS	Achévé	Novembre	San Salvador (El Salvador)	Connaissances améliorées aux fins de l'intégration des capacités techniques permettant de modifier ou d'incorporer les normes requises pour l'inspection des navires non soumis à la Convention SOLAS et la délivrance de certificats auxdits navires.	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	18			Sécurité maritime	Oui
Séminaire régional de sensibilisation concernant la mise en œuvre du Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG) et du Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC)	Achévé	Octobre	San José (Costa Rica)	Le personnel participant au transport de marchandises dangereuses par mer a été sensibilisé aux aspects les plus importants du Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG) et du Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC) et à leur applicabilité.	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	18			Sécurité maritime	Oui
Atelier régional sur les principes généraux de la rédaction d'une législation nationale pour mettre en œuvre les conventions de l'OMI	Achévé	Août	Guayaquil (Équateur)	Formation de juristes du gouvernement, de législateurs et de conseillers politiques aux principes et au processus de transposition des conventions de l'OMI dans la législation nationale.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Équateur, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Venezuela	29			Législation maritime	Oui
Atelier continental sur les installations de réception portuaires	Achévé	Octobre	Lima (Pérou)	Des pistes ont été identifiées pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre de MARPOL et pour assurer la disponibilité d'installations de réception portuaires adéquates dans la région. Évaluation de la mise en œuvre et de l'adéquation des installations de réception portuaires dans la région.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	45			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur l'analyse des lacunes	Achévé	Août	Guatemala (République du Guatemala)	Sensibilisation aux lacunes concernant la mise en œuvre des conventions de l'OMI.	Guatemala	40			Secteur maritime en général	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier national sur le Code III	Achévé	Juin	Guatemala (République du Guatemala)	Amélioration des connaissances concernant la mise en œuvre effective des dispositions des instruments de l'OMI et des responsabilités des États du pavillon, des États côtiers et des États du port.	Guatemala	34			Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur le Code III	Achévé	Mars	San José (Costa Rica)	Amélioration des connaissances concernant la mise en œuvre effective des dispositions des instruments de l'OMI et des responsabilités des États du pavillon, des États côtiers et des États du port.	Costa Rica	17			Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur la mise en œuvre de l'Annexe VI de MARPOL	Annulé		Lima (Pérou)						Non applicable	
Participation de l'OMI à des réunions et séminaires régionaux	Achévé	Décembre	Multiples	Participation de l'OMI à la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, qui s'est tenue à Buenos Aires (Argentine).					Secteur maritime en général	Oui
Atelier national sur les conventions relatives à la responsabilité civile	Achévé	Juillet	San José (Costa Rica)	Formation des participants à la mise en œuvre et à l'application pratique des conventions de l'OMI en matière de responsabilité civile, en particulier les Conventions CLC et Fonds de 1992.	Costa Rica	16			Législation maritime	Oui
Participation de l'OMI à des missions de sensibilisation à la mise en œuvre et au contrôle de l'application des dispositions obligatoires du Code IMDG et du Code IMSBC	Achévé	Octobre	Asuncion (Paraguay)	Les parties prenantes participant au transport de marchandises dangereuses, de cargaisons solides en vrac et de conteneurs en Amérique du Sud ont été sensibilisées aux travaux de l'OMI, notamment en ce qui concernait les Codes IMDG, IMSBC et CTU.					Sécurité maritime	Oui
Participation à un colloque et à un séminaire du CMI sur la protection et l'indemnisation au Mexique	Achévé	Octobre	Mexico (Mexique)	Les participants ont été parrainés pour y assister; examen des questions liées à la ratification par les pays d'Amérique latine des instruments de l'OMI relatifs à la responsabilité et à l'indemnisation.	Guatemala, Honduras	4			Législation maritime	Oui
Participation des pays en développement à la recherche et au développement dans le cadre du projet Glofouling de l'OMI	Achévé	Octobre	Melbourne (Australie)	Renforcement des partenariats entre les pays et les organisations internationales en créant des possibilités de coopération bilatérale, de coopération régionale et de partage des technologies, en vue de progresser vers l'examen et la mise en œuvre efficaces des Directives sur l'encrassement biologique.	Équateur, Pérou			3	Protection du milieu marin	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Mission consultative à Cuba, au Honduras et en El Salvador afférente à l'Accord de Viña del Mar	Reporté								Non applicable	
Évaluation des besoins en matière de recherche et de sauvetage	Achévé	Avril	Bogota (Colombie)	Réalisation d'une mission d'évaluation des besoins pour la mise en œuvre effective de la Convention SAR en Colombie.	Colombie				Sécurité maritime	Oui
<b>Programme d'appui au développement maritime, Caraïbes</b>										
Atelier régional destiné aux hauts fonctionnaires des administrations maritimes et colloque de haut niveau	Achévé	Mars	Montego Bay (Jamaïque)	Adoption de la résolution du Colloque de haut niveau de la Jamaïque de 2019. Renforcement de la coopération entre les pays de la région et identification des besoins d'assistance technique.	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Curaçao, Dominique, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges britanniques, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago			42	Secteur maritime en général	Oui
Atelier national sur la ratification des Annexes III à V de MARPOL	Achévé	Novembre	Saint-Georges (Grenade)	Formation des participants s'agissant des Annexes III à V de MARPOL, en particulier la mise en œuvre effective des dispositions relatives aux zones spéciales de l'Annexe V de MARPOL dans le grand bassin caribéen.	Grenade	29			Protection du milieu marin	Non
Atelier national sur la planification d'urgence et la mise en œuvre de la Convention OPRC	Achévé	Mai	Willemstad (Curaçao)	Participants formés à la préparation et à la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures, et expérience pratique de l'utilisation et des avantages du Manuel ARPEL et de l'outil d'évaluation de la préparation aux déversements d'hydrocarbures (RETOS™) aux fins de l'analyse et de l'identification des lacunes dans le programme national de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.	Curaçao	14			Protection du milieu marin	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Exercice et atelier transfrontaliers sur la Convention OPRC	Achevé	Août	Paramaribo (Suriname)	Les plans d'urgence nationaux en cas de déversement d'hydrocarbures du Guyana et du Suriname, révisés récemment, ont été mis à l'essai afin d'améliorer la coordination transfrontalière. Amélioration des connaissances des participants en ce qui concernait la préparation, l'intervention et la coopération en cas de déversement d'hydrocarbures.	Guyana, Suriname	29			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur les stratégies d'évaluation des risques pour l'environnement, de cartographie de la vulnérabilité et d'intervention géographique	Achevé	Novembre	Castries (Sainte-Lucie)	Validation des produits ESI existants et élaboration des stratégies de réponse géographique pour des cas hypothétiques. Amélioration de la connaissance et de la compréhension de l'importance des évaluations des risques et des levés de vulnérabilité dans le cadre de la préparation et de l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, et en ce qui concernait la mise au point d'outils pour la cartographie et la collecte de données clés sur la vulnérabilité à l'appui de l'élaboration d'évaluations des risques et d'indices de vulnérabilité de l'environnement (ESI).	Sainte-Lucie	29			Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional sur les programmes d'exercices et la conception de ces exercices	Achevé	Mai	Belize (Belize)	Une formation sur les programmes d'exercices et sur la conception des exercices en matière de déversement d'hydrocarbures a été dispensée.	Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Curaçao, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago	29			Protection du milieu marin	Oui
Mission consultative sur la structure administrative et le cadre législatif de l'Administration maritime d'Antigua-et-Barbuda	Reporté		St John's (Antigua-et-Barbuda)						Non applicable	

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Traduction du Plan OPRC des îles des Caraïbes	Achevé	Décembre	Willemstad (Curaçao)	Traduction en français et en espagnol du Plan de préparation, de lutte et de coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC) des îles des Caraïbes pour permettre sa mise en œuvre par un plus grand nombre de pays participant à la planification et aux interventions d'urgence au quotidien.					Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la ratification et la mise en œuvre de MARPOL	Annulé		Port-au-Prince (Haïti)						Non applicable	
Atelier national sur la planification d'urgence et la mise en œuvre de la Convention OPRC	Achevé	Mars	Georgetown (Guyana)	Participants formés à la préparation contre les déversements d'hydrocarbures et à la planification d'urgence, et expérience pratique de l'utilisation et des avantages du Manuel ARPEL et de l'outil d'évaluation de la préparation aux déversements d'hydrocarbures (RETOS™) concernant l'analyse et l'identification des lacunes dans le programme national de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.	Guyana	42			Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional de niveau 2 sur la Convention OPRC et formation sur les systèmes de gestion des incidents	Achevé	Mars	Basseterre (Saint-Kitts-et-Nevis)	Les participants ont été formés à la préparation et à l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, ainsi qu'à la mise au point d'une disponibilité opérationnelle et tactique.	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Curaçao, Grenade, Guyane, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago	22			Protection du milieu marin	Oui
<b>PROGRAMMES MONDIAUX</b>										
<b>Programme de services techniques consultatifs</b>										
Mission consultative postérieure à l'audit	Achevé	Septembre	Kiev et Odessa (Ukraine)	Sensibilisation, connaissances et compétences renforcées du pays bénéficiaire s'agissant des aspects pertinents de la règle V/10.8 de la Convention SOLAS. Formulation de recommandations sur l'amélioration du système d'organisation du trafic maritime.	Ukraine				Sécurité maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
<b>Programme d'appui aux petits États insulaires en développement (PEID) et aux pays les moins avancés (PMA)</b>										
Atelier national sur l'élaboration d'un cadre national de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures	Achevé	Août	Phnom Penh (Cambodge)	Les participants ont mieux compris les avantages de la ratification et de la mise en œuvre effective de la Convention OPRC, et ils ont été sensibilisés au rôle et aux responsabilités du personnel participant à la gestion des déversements d'hydrocarbures. Un projet de plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures (NOSCP) et le sous-décret relatif à la préparation et à la lutte contre la pollution par les hydrocarbures ont été examinés, puis une feuille de route pour l'achèvement du plan national a été définie.	Cambodge	52			Protection du milieu marin	Oui
Examen du Code maritime libérien de 1956, tel que modifié, qui intègre les Conventions SOLAS, MARPOL, STCW, LL, le règlement COLREG et la Convention sur le jaugeage, tels que modifiés	Achevé	Mai	Monrovia (Libéria)	Les juristes du gouvernement, les législateurs, les décideurs politiques et les fonctionnaires et conseillers juridiques ministériels, responsables de l'incorporation des conventions de l'OMI dans la législation nationale, ont participé à l'explication des objectifs, des principes et des incidences juridiques de l'adhésion aux instruments de l'OMI. Les participants ont reçu des conseils sur les mécanismes qu'ils devraient appliquer lors de l'élaboration d'une législation nationale intégrant des traités internationaux.	Libéria				Législation maritime	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres	Achevé	Juillet	Dhaka (Bangladesh)	Accord visant à établir un comité ou un groupe de travail au niveau national chargé de coordonner le processus d'adhésion au Protocole de Londres.	Bangladesh	17		2	Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la planification d'urgence et la mise en œuvre de la Convention OPRC	Achevé	Octobre	Kingston (Jamaïque)	Les hauts représentants maritimes ont évalué le programme national de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures, le système national de lutte contre les déversements et le plan d'urgence national. Les participants ont reçu un plan d'amélioration qui pouvait être incorporé directement dans le plan d'urgence national.	Jamaïque	37			Protection du milieu marin	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Appui à la participation des Fidji et des Tonga au Forum conjoint OMI-GloFouling sur la recherche et le développement en matière de gestion de l'encrassement biologique	Achevé	Octobre	Melbourne (Australie)	La participation au Forum de fonctionnaires des Fidji et des Tonga a été financée. Le Forum a réuni des organes réglementaires, des parties prenantes et des représentants du secteur maritime et d'autres secteurs, des universitaires, des experts scientifiques de premier plan et des développeurs de technologies dans le domaine de la gestion de l'encrassement biologique afin de procéder à un examen complet de ce domaine en pleine expansion de la recherche et du développement et de la commercialisation des technologies.	Fidji, Tonga			3	Protection du milieu marin	Oui
<b>ODD 5 : Programme de renforcement du secteur maritime</b>										
Activités visant à promouvoir le Programme de l'OMI sur les femmes du secteur maritime et le thème de la Journée mondiale de la mer de 2019, à savoir "L'autonomisation des femmes dans la communauté maritime"	Achevé	Décembre	Multiples	Meilleure connaissance de l'importance de l'égalité des sexes, conformément aux ODD de l'ONU, et mise en lumière de l'apport considérable des femmes du monde entier au secteur maritime. Présentation de "Turning the Tide", troisième film de l'OMI sur les femmes du secteur maritime. Parrainage d'une participante à une expédition entièrement féminine visant à étudier les plastiques présents dans l'océan. Renforcement des réseaux dans le cadre de l'aide financière accordée à huit femmes visant à permettre à ces dernières de participer à la Women Offshore conference (Conférence de femmes employées dans le secteur offshore).	Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Égypte, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Trinité-et-Tobago, Turquie		1	9	Secteur maritime en général	Oui
Conférence régionale visant à apporter un appui à l'Association des femmes du secteur maritime – Asie (WIMA-Asie)	Achevé	Avril	Kuala Lumpur (Malaisie)	Sur le thème "L'autonomisation des femmes du secteur maritime : combler l'écart", la Conférence a permis de renforcer le réseau de collaboration entre les femmes des délégations nationales et au niveau régional par l'intermédiaire de la WIMA-Asie. Un certain nombre de questions et de recommandations ont été mises en évidence dans la résolution de la WIMA-Asie soumise au TC 69.	Cambodge, Hong Kong (Chine), Inde, Indonésie, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam			111	Secteur maritime en général	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Troisième Conférence internationale de l'UMM, placée sous le thème "L'autonomisation des femmes dans la communauté maritime"	Achevé	Avril	Malmö (Suède)	Un réseau mondial de coopération a été mis en place, ainsi que des canaux de communication entre les associations des femmes du secteur maritime de l'OMI. Meilleure connaissance de l'importance de l'égalité des sexes, conformément aux ODD de l'ONU, en vue de la mise en lumière de l'apport considérable des femmes du monde entier au secteur maritime. Présentation au TC 69 des conclusions, qui traduisaient la volonté ferme des participants de coopérer et de collaborer dans leurs secteurs et domaines de responsabilité respectifs à l'élaboration et à l'exécution de politiques et de programmes connexes qui prenaient en compte l'égalité des sexes, et de coordonner ces politiques et programmes.	Arabie saoudite, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Égypte, États-Unis, Fidji, Îles Cook, Jamaïque, Kenya, Libéria, Malaisie, Maurice, Namibie, Nigéria, Philippines, Saint-Kitts-et-Nevis, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Trinité-et-Tobago			24	Secteur maritime en général	Oui
Conférence régionale visant à apporter un appui à l'Association des femmes du secteur maritime arabe (AWIMA)	Achevé	Avril	Alexandrie (Égypte)	Sur le thème "Professionnalisation du secteur maritime : les difficultés rencontrées par les femmes du secteur maritime", la reconnaissance du rôle des femmes arabes en tant que ressource clé dans les secteurs maritime et portuaire a été encouragée, en vue de renforcer la mise en œuvre harmonisée des instruments de l'OMI au moyen de stratégies régionales. Le réseau de collaboration entre les femmes au niveau régional a été renforcé dans le cadre de l'AWIMA. Le nouveau Conseil d'administration de l'AWIMA a été élu.	Algérie, Arabie saoudite, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, Ghana, Inde, Jordanie, Namibie, Nigéria, Soudan, Tunisie			47	Secteur maritime en général	Oui
Conférence régionale visant à apporter un appui au Réseau des femmes des Autorités maritimes d'Amérique latine (Réseau MAMLa)	Achevé	Septembre	Cartagena de Indias (Colombie)	Une constitution et une structure de gouvernance ont été établies pour le Réseau MAMLa. Le programme de travail pour 2020 a été adopté. Le réseau de collaboration entre les femmes au niveau régional a été renforcé dans le cadre du Réseau MAMLa. La résolution de la Conférence a été adoptée, pour renvoi au TC 70.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela			42	Secteur maritime en général	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Quinzième cours "Les femmes et la gestion des ports" (Women in Port Management)" dispensé à l'IPER	Achevé	Juillet	Le Havre (France)	Fonctionnaires féminines formées en anglais sur des sujets tels que la gestion portuaire, la sûreté portuaire, le milieu marin portuaire, la facilitation du trafic maritime, l'interface navire/port, les contrats de concession, le marketing portuaire, les redevances portuaires et la logistique portuaire.	Argentine, Bangladesh, Barbade, Brésil, Cambodge, Colombie, Costa Rica, Dominique, Ghana, Kenya, Malawi, Maurice, Ouganda, Philippines, République dominicaine, Seychelles, Suriname, Viet Nam		25		Secteur maritime en général	Oui
Bourses d'études aux fins des programmes dispensés au Galilée International Management Institute (GIMI)	Achevé	Novembre	GIMI, Nahalal (Israël)	Sept femmes ont reçu une formation avancée en gestion portuaire.	Cabo Verde, Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Seychelles		7		Secteur maritime en général	Oui
Appui apporté à l'Association des Océaniennes du secteur maritime (PacWIMA)	Achevé	Mai	Multiples	Campagne dans les médias sociaux de la PacWIMA visant à promouvoir la célébration annuelle, le 18 mai, d'une Journée des femmes du secteur maritime du Pacifique avec pour thème "Reconnaissance, Visibilité, Capacité". Sensibilisation au rôle que jouaient les Océaniennes en tant que ressources essentielles des secteurs portuaire et maritime de la région. Deux femmes ont pu suivre des cours de licence en gestion appliquée par correspondance.	Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu		2		Secteur maritime en général	Oui
Manifestation parallèle sur les femmes dans les pêcheries, organisée en marge de la Conférence ministérielle sur la sécurité des navires de pêche et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	Achevé	Octobre	Torremolinos (Espagne)	La sensibilisation au rôle important des femmes dans le secteur de la pêche s'est faite dans le cadre d'un partenariat OMI/FAO/OIT en vue de rendre les femmes du secteur de la pêche plus visibles et de mieux faire reconnaître le rôle qu'elles jouaient dans cette filière, et d'appuyer le maillage des femmes dans ce domaine d'activité. Financement de la participation de huit femmes fonctionnaires de pays en développement à la Conférence.	Fidji, Îles Salomon, Kenya, Libéria, Madagascar, Namibie			7	Sécurité maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Appui à la WOMESA	Achevé	Juillet	multiples	Campagne dans les réseaux sociaux de la WOMESA visant à promouvoir la Journée africaine des mers et des océans, célébrée chaque année le 25 juillet. Sensibilisation au rôle que jouaient les Africaines en tant que ressources essentielles des secteurs portuaire et maritime de la région.	Éthiopie, Kenya, Madagascar, Maurice, Ouganda, Seychelles, Somalie, République-Unie de Tanzanie, Zambie				Secteur maritime en général	Oui
Appui à la conférence et à l'assemblée générale annuelle de la WISTA de 2019	Achevé	Novembre	Grand Cayman (Iles Caïmanes)	Amélioration des connaissances et de la sensibilisation en ce qui concernait le commerce dans une économie mondiale, les questions touchant les secteurs des navires de croisière, de la navigation commerciale et des yachts et la protection du milieu marin. Il a été possible d'examiner de quelle manière la mixité améliorerait le développement économique et les valeurs dans le monde entier.	Antigua-et-Barbuda, Kenya, Malaisie, Saint-Kitts-et-Nevis			4	Secteur maritime en général	Oui
Appui aux cours de formation régionaux de niveau 1 destinés aux gestionnaires des aides à la navigation, dispensés par la World Wide Academy (WWA) de l'AIMS	Achevé	Novembre	multiples	Échange de renseignements sur les nouveaux systèmes et technologies en vue de renforcer la sécurité de la navigation dans le monde entier. Formation de femmes à la gestion des aides à la navigation.	Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Curaçao, Ghana, Mozambique, Nioué, République-Unie de Tanzanie	9			Sécurité maritime	Oui
<b>Programme de renforcement des capacités et de formation</b>										
Octroi de bourses à l'Université maritime mondiale	En cours		Malmö (Suède)						Non applicable	Oui
Organisation de conférences, séminaires et ateliers à l'UMM	Achevé	Décembre	Malmö (Suède)	Sept membres du personnel de l'OMI ont présenté des exposés ou participé à des séminaires/ateliers à l'UMM.					Secteur maritime en général	Oui
Octroi de bourses à l'Institut de droit maritime international (IMLI)	En cours		Msida (Malte)						Non applicable	Oui
Organisation de conférences, séminaires et ateliers à l'IMLI	Achevé	Décembre	Msida (Malte)	Neuf membres du personnel de l'OMI et deux professeurs de l'UMM ont présenté des exposés ou participé à des séminaires/ateliers à l'IMLI.					Secteur maritime en général	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Appui à la gouvernance de l'UMM et de l'IMLI, y compris en ce qui concernait la fourniture de services de consultants	Achevé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Fourniture d'un appui à la gouvernance des deux établissements.					Secteur maritime en général	Oui
Octroi de bourses à l'Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement (cours sur l'application des instruments par l'État du pavillon)	Achevé	Avril	Gênes (Italie)	Formation des administrateurs maritimes au moyen d'un bref cours de mise à niveau.	Nigéria, Panama, République islamique d'Iran, Seychelles, Tunisie		6		Formation maritime	Oui
Octroi de bourses à l'Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement (cours sur le contrôle par l'État du port)	Achevé	Mai	Gênes (Italie)	Formation des administrateurs maritimes au moyen d'un bref cours de mise à niveau.	Brésil, Haïti, Jordanie, Kenya, Nigéria, Panama, Turquie		7		Formation maritime	Oui
Octroi de bourses à l'Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement (cours sur le Code ISPS)	Achevé	Octobre	Gênes (Italie)	Formation des administrateurs maritimes et des agents portuaires au moyen d'un bref cours de mise à niveau.	Azerbaïdjan, Égypte, Indonésie, Maroc, Nigéria, Seychelles, Viet Nam, Yémen		8		Formation maritime	Oui
Octroi de bourses à l'Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement (cours sur les procédures d'enquête sur les accidents de mer)	Achevé	Novembre	Gênes (Italie)	Formation des administrateurs maritimes au moyen d'un bref cours de mise à niveau.	Haïti, Jordanie, Nigéria, Sierra Leone, Viet Nam		5		Formation maritime	Oui
Octroi de bourses pour le trente-troisième cours avancé sur les opérations et la gestion portuaires à l'IPER	Achevé	Octobre	Le Havre (France)	Amélioration des compétences des fonctionnaires participant aux opérations et à la gestion portuaires.	Algérie, Burkina Faso, Djibouti, Kenya, Maurice, Philippines, Somalie		7		Formation maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier national sur les politiques en matière de transport maritime	Achevé	Mai	Basseterre (Saint-Kitts-et-Nevis)	Sensibilisation aux besoins et aux avantages des politiques nationales en matière de transport maritime afin de faire participer les pays à l'élaboration de telles politiques comme moyen d'appuyer le développement durable dans le secteur maritime et de garantir la mise en œuvre efficace de leurs obligations et responsabilités internationales en tant qu'États du pavillon, États du port et États côtiers.	Saint-Kitts-et-Nevis			44	Secteur maritime en général	Oui
Atelier national sur les politiques en matière de transport maritime	Achevé	Mars	Accra (Ghana)	Sensibilisation aux besoins et aux avantages des politiques nationales en matière de transport maritime afin de faire participer les pays à l'élaboration de telles politiques comme moyen d'appuyer le développement durable dans le secteur maritime et de garantir la mise en œuvre efficace de leurs obligations et responsabilités internationales en tant qu'États du pavillon, États du port et États côtiers.	Ghana			31	Secteur maritime en général	Oui
Atelier national sur les politiques en matière de transport maritime	Achevé	Octobre	Santiago (Chili)	Formation de fonctionnaire à l'élaboration des politiques nationales en matière de transport maritime afin de faire participer les pays à l'élaboration de telles politiques comme moyen d'appuyer le développement maritime durable et de garantir la mise en œuvre efficace de leurs obligations et responsabilités internationales en tant qu'États du pavillon, États du port et États côtiers.	Chili			21	Secteur maritime en général	Oui
Atelier national sur les politiques en matière de transport maritime	Achevé	Novembre	Antananarivo (Madagascar)	Formation de fonctionnaire à l'élaboration des politiques nationales en matière de transport maritime afin de faire participer les pays à l'élaboration de telles politiques comme moyen d'appuyer le développement maritime durable et de garantir la mise en œuvre efficace de leurs obligations et responsabilités internationales en tant qu'États du pavillon, États du port et États côtiers.	Madagascar			38	Secteur maritime en général	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Dépenses d'appui d'administrateurs auxiliaires recrutés dans le cadre du personnel fourni à titre gracieux	Achevé	Décembre	Malte; Royaume-Uni	Financement des dépenses d'appui de trois administrateurs auxiliaires.	Chine				Secteur maritime en général	Oui
Élaboration d'un guichet unique maritime pour Antigua-et-Barbuda	Achevé	Décembre	St John's (Antigua-et-Barbuda)	Élaboration d'un guichet unique maritime national pour Antigua-et-Barbuda. Présentation du projet de guichet unique maritime d'Antigua-et-Barbuda à la Banque mondiale en vue d'un éventuel financement d'un futur projet de guichet unique maritime.	Antigua-et-Barbuda				Simplification des formalités	Non
Atelier sur les principes généraux de la rédaction d'une législation nationale pour mettre en œuvre les conventions de l'OMI	Achevé	Octobre	Londres (Royaume-Uni)	Renforcement des connaissances et des compétences en ce qui concernait la rédaction de la législation nationale permettant de mettre en œuvre les conventions de l'OMI.	Albanie, Antigua-et-Barbuda, Barbade, Cameroun, Hong Kong (Chine), Îles Cook, Kiribati, Liban, Malaisie, Maurice, Namibie, Philippines, Samoa, Suède, Thaïlande, Turkménistan, Uruguay, Vanuatu			26	Législation maritime	Oui
Révision et restructuration du module sur les profils maritimes de pays	Achevé	Juin	Londres (Royaume-Uni)	Élaboration de la version révisée et restructurée du module sur les profils maritimes de pays.					Secteur maritime en général	Oui
Atelier international de l'AESM sur la Convention du travail maritime (CTM), 2006, telle que modifiée	En cours		Lisbonne (Portugal)						Non applicable	Non
Octroi de bourses à l'Université maritime mondiale (année universitaire 2018-2019)	Achevé	Novembre	Malmö (Suède)	18 bénéficiaires de bourses de l'OMI ont obtenu un master en affaires maritimes (année universitaire 2018-2019).	Angola, Bangladesh, Éthiopie, Gabon, Iraq, Libéria, Madagascar, Panama, Philippines, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Timor-Leste, Turkménistan		18		Formation maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Octroi de bourses à l'Institut de droit maritime international (année universitaire 2018-2019)	Achevé	Juin	Msida (Malte)	13 bénéficiaires de bourses de l'OMI ont obtenu un master de droit et ont été formés pour rédiger la législation maritime nationale et transposer les instruments de l'OMI dans leurs cadres juridiques nationaux (année universitaire 2018-2019).	Djibouti, Égypte, Gabon, Guatemala, Îles Turques et Caïques, Madagascar, Mauritanie, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Philippines, Seychelles et Tunisie		13		Formation maritime	Oui
<b>Programme sur les partenariats et enjeux nouveaux</b>										
Identification et établissement d'accords de partenariat	Achevé	Décembre	Multiples	Promotion du PICT et des processus de négociation pour établir de nouveaux accords de partenariat dans le cadre du PICT, y compris la conception et l'impression du rapport annuel sur la coopération technique pour 2018, la traduction de la brochure sur la coopération technique intitulée "Our Voyage Together" (Notre voyage ensemble) et les badges de la Journée mondiale de la mer de 2020.					Secteur maritime en général	Oui
Deuxième atelier donateur/bénéficiaire sur les activités de coopération technique menées dans le domaine maritime, Asie	Achevé	Décembre	Bangkok (Thaïlande)	Sensibilisation à la stratégie de mobilisation des ressources de l'OMI et mise en place des réseaux régionaux et nationaux.	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Hong Kong (Chine), Inde, Indonésie, Japon, République démocratique populaire lao, Macao (Chine), Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, République de Corée, République islamique d'Iran, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam			32	Secteur maritime en général	Oui
Premier atelier régional de partenariat pour le savoir sur les activités de coopération technique dans le domaine maritime	Reporté		Kingston (Jamaïque)						Non applicable	

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
SPILLCON 2019 - Participation des pays en développement à la Conférence Asie-Pacifique sur la prévention et l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures	Achévé	Mai	Perth (Australie)	Connaissance améliorée des sujets liés à la préparation et à l'intervention en cas de pollution et maillage entre utilisateurs à l'intérieur des pays participants et entre eux, ainsi qu'avec des experts internationaux, ce qui a permis d'établir des relations de collaboration en matière d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures.	États fédérés de Micronésie, Fidji, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Timor-Leste, Tonga	9			Protection du milieu marin	Oui
Atelier de formation des formateurs destiné aux membres d'équipage servant à bord de navires exploités dans les eaux polaires (Arctique occidental)	Achévé	Septembre	St. John's (Canada)	Fourniture d'un appui supplémentaire aux établissements de formation maritime de la région qui amélioreraient les aptitudes et les compétences des instructeurs maritimes afin d'élaborer des programmes de formation fondés sur les compétences; actualisation des programmes existants et amélioration de l'utilisation des cours types de l'OMI concernant la formation de base et la formation avancée relatives aux navires exploités dans les eaux polaires.	Bahamas, Canada, Chili, Danemark, Inde, Islande, Jamaïque			12	Sécurité maritime	Non
Campagne dans les médias sociaux visant à promouvoir la Journée des gens de mer de 2019	Achévé	Juin	Londres (Royaume-Uni)	Lancement d'une campagne dans les médias sociaux et d'autres activités similaires pour promouvoir la Journée des gens de mer de 2019 sur le thème "Égalité des sexes : je suis du voyage".					Secteur maritime en général	Non
Vidéo destinée à promouvoir les activités de coopération technique	Achévé	Novembre	Londres (Royaume-Uni)	Deux courtes vidéos ont été produites, l'une de deux minutes et l'autre de cinq minutes, afin de promouvoir les activités de coopération technique de l'OMI auprès des donateurs et des bénéficiaires potentiels.					Secteur maritime en général	Oui
Coopération avec la FAO concernant des ateliers régionaux consacrés aux engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés	Achévé	Novembre	Multiplés	Participation de l'OMI aux quatre ateliers régionaux organisés par la FAO, couvrant le Pacifique, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique occidentale et l'Amérique latine/les Caraïbes, permettant de mieux faire connaître les meilleures pratiques visant à prévenir et à réduire les cas d'abandon, de perte ou de rejet d'engins de pêche, et en particulier les liens avec l'Annexe V de MARPOL, avec la Convention/le Protocole de Londres et le Plan d'action de l'OMI visant à traiter le problème des déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires.	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Aruba, Australie, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Curaçao, Dominique, Équateur, États fédérés de Micronésie, Fidji,				Protection du milieu marin	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
				1. Port Vila (Vanuatu) : 27-30 mai 2019 2. Bali (Indonésie) : 8-11 juillet 2019 3. Dakar (Sénégal) : 14-17 octobre 2019 4. Panama (Panama) : 18-20 novembre 2019	Guyane française, Gambie, Ghana, Grenade, Guadeloupe, Guam, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Caïmanes, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Norfolk, Indonésie, Jamaïque, Kiribati, Libéria, Malaisie, Mali, Martinique, Mauritanie, Mexique, Montserrat, Myanmar, Nauru, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Calédonie, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Samoa américaines, Territoire de l'Île Christmas					
Neuvième cours de formation générale du Mémorandum de Tokyo à l'intention des fonctionnaires chargés du contrôle par l'État du port	Achevé	Septembre	Yokohama (Japon)	Les formateurs et les fonctionnaires chargés du contrôle par l'État du port des régimes PSC en développement ont été formés et ont reçu des renseignements actualisés sur les instruments pertinents et les techniques d'inspection PSC conformément aux normes mondiales.	Afrique du Sud, Bahreïn, Belize, Chili, Fidji, Macao (Chine), Fédération de Russie, Malaisie, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Seychelles, Thaïlande, Tunisie, Ukraine, Vanuatu, Viet Nam	22			Sécurité maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Conférence intitulée "E-navigation Underway Asia-Pacific Conference 2019" ("E-navigation en route" Asie-Pacifique de 2019) et atelier de renforcement des capacités	Achevé	Septembre	Séoul et Busan (République de Corée)	Promotion de l'e-navigation. Délibérations sur la voie à suivre pour collaborer et la mettre en œuvre, sur le thème "If you want to go fast, go alone, if you want to go far, go together" (Si vous voulez aller vite, allez-y seul, si vous voulez aller loin, allez-y ensemble).	Australie, Fidji, Îles Cook, Kiribati, Malaisie, Mongolie, Philippines, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam	25			Sécurité maritime	Non
Table ronde informelle sur les stratégies du secteur maritime visant à renforcer la surveillance des tsunamis et les avantages qui pourraient en être tirés simultanément sur les plans de l'économie, de la sécurité et de l'environnement	Achevé	Août	Singapour	Participation de l'OMI aux délibérations initiales sur les stratégies visant à renforcer la surveillance des tsunamis grâce à des infrastructures maritimes offshore stationnaires, des navires de commerce et des câbles sous-marins, en tenant compte des avantages connexes en matière de sécurité et d'environnement pour le secteur maritime.					Sécurité maritime	Non
Mise en place d'un mécanisme de partenariat pour le savoir	En cours		Londres (Royaume-Uni)						Non applicable	Non
Atelier de formation des formateurs destiné aux membres d'équipage servant à bord de navires exploités dans les eaux polaires (Antarctique occidental)	Achevé	Novembre	Valparaiso (Chili)	Fourniture d'un appui supplémentaire aux établissements de formation maritime de la région de l'Antarctique occidental qui amélioreraient les aptitudes et les compétences des instructeurs afin d'élaborer des programmes de formation fondés sur les compétences; actualisation des programmes existants et amélioration de l'utilisation des cours types de l'OMI concernant la formation de base et la formation avancée relatives aux navires exploités dans les eaux polaires.	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Panama, Pérou, Uruguay	19			Sécurité maritime	Non
Participation de l'OMI aux réunions du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds vert pour le climat sur les nouvelles questions liées à l'environnement	Achevé	Janvier	Norvège; République de Corée; Viet Nam	Élaboration de formulaires d'identification de projets à soumettre au Fonds pour l'environnement mondial et au Fonds vert pour le climat.					Protection du milieu marin	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
<b>Programme de renforcement de la sûreté maritime</b>										
Réunion intersessions du Forum régional de l'ASEAN sur la sûreté maritime	Achevé	Mars	Da Nang (Viet Nam)	Promotion du Programme mondial de l'OMI en matière de renforcement de la sûreté maritime.					Sûreté maritime	Oui
Groupe de travail de l'APEC sur les transports (TPT-WG47)	Achevé	Avril	Vancouver (Canada)	Promotion du PICT en matière de sûreté maritime à l'échelon mondial, échange de renseignements concernant les faits nouveaux afférents à la protection et à la piraterie, délibérations sur la collaboration avec l'APEC concernant un futur renforcement des capacités.					Sûreté maritime	Oui
Cours de coopération en matière de sûreté maritime du DKI APCSS	Achevé	Août	Honolulu (Hawaï)	Promotion du mandat, des activités et des règles de l'OMI relatives à la sûreté maritime. Contacts avec des représentants de l'Asie et du Pacifique.					Sûreté maritime	Oui
Réunions stratégiques avec la Banque mondiale, le Département d'État des États-Unis et l'appui aérien offensif du Service des garde-côtes des États-Unis	Achevé	Septembre	Washington (États-Unis)	Examen des domaines d'intérêt commun; collaboration à des activités conjointes de renforcement des capacités.					Sûreté maritime	Oui
Session stratégique conjointe OACI/OMI sur la sûreté et la facilitation	Achevé	Septembre	Montréal (Canada)	Identification et examen des domaines de collaboration future dans divers cadres, notamment le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme.					Sûreté maritime	Oui
Réunion stratégique conjointe OMD-OMI	Achevé	Juillet	Bruxelles (Belgique)	Identification et analyse des domaines de collaboration et d'intérêt futurs.					Sûreté maritime	Oui
Comité de contact API/PNR de l'OMD	Achevé	Octobre	Bruxelles (Belgique)	Rôle possible du MSC et du Comité FAL en ce qui concernait l'amélioration des contrôles des navires de croisière.					Sûreté maritime	Oui
Comité de la lutte contre la fraude de l'OMD	Achevé	Octobre	Bruxelles (Belgique)	Clarification du rôle possible du MSC et du Comité FAL en ce qui concernait l'amélioration des contrôles des navires de croisière.					Sûreté maritime	Oui
Groupe de travail sur le cadre SAFE et Comité technique permanent de l'Organisation mondiale des douanes	Achevé	Octobre	Bruxelles (Belgique)	Promotion des mesures de sûreté maritime et de la collaboration interinstitutions dans le cadre d'une réunion-débat sur la gestion coordonnée des frontières.					Sûreté maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Deuxième atelier de l'OMI sur la sûreté et réunion de l'Autorité maritime kényane (KMA) sur le Code de conduite de Djibouti	Achevé	Août	Nairobi (Kenya)	Promotion du mandat, des activités et des règles de l'OMI relatives à la sûreté maritime. Contacts avec des représentants du Kenya.					Sûreté maritime	Oui
Conférence à l'UMM sur la sûreté maritime	Achevé	Mars	Malmö (Suède)	Approfondissement des connaissances relatives aux dispositions de l'OMI en matière de sûreté maritime, y compris celles du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS, du Code ISPS et des traités SUA de 1988 et de 2005.					Sûreté maritime	Oui
Contribution et participation de l'OMI aux évaluations de la CNUCED portant sur la résolution 1373(2001) du Conseil de sécurité de l'ONU	Achevé	Octobre	Londres (Royaume-Uni)	Renforcement de la capacité des Gouvernements contractants à la Convention SOLAS à mettre en œuvre les dispositions du chapitre XI-2 de la Convention, du Code ISPS et des traités SUA de 1988 et 2005 et à s'acquitter de leurs obligations en vertu de la résolution 1373(2001) du Conseil de sécurité. Identification des domaines dans lesquels une assistance spécifique pouvait être requise ou offerte à d'autres gouvernements.	Royaume-Uni				Sûreté maritime	Oui
Ateliers consultatifs sur le LRIT	Annulé		À déterminer						Non applicable	
Contribution et participation de l'OMI aux ateliers nationaux de l'ONUDC sur le renforcement du régime juridique relatif aux actes illicites commis à l'encontre de la sûreté de la navigation maritime, des installations portuaires et des plateformes au large	Achevé	Janvier	Hanoï (Viet Nam)	Promotion d'une approche gouvernementale globale de la sûreté maritime, notamment de débats interinstitutions et d'une coopération entre les départements et organismes gouvernementaux en ce qui concernait les incidents graves de sûreté maritime et les questions du contrôle de l'application des prescriptions. Lacunes identifiées dans la perspective d'une future assistance en matière de coopération technique.	Viet Nam	28			Sûreté maritime	Non
Atelier interrégional sur le cadre juridique international de la lutte contre le terrorisme et ses aspects afférents à la coopération internationale	Achevé	Février	Denpasar (Indonésie)	Meilleure compréhension interinstitutionnelle des cadres juridiques et des instruments pertinents de l'OMI en ce qui concernait le terrorisme maritime et la prolifération des armes de destruction massive.	Bangladesh, Indonésie, Malaisie, Maldives, Philippines, Sri Lanka, Viet Nam	39			Sûreté maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Mise au point d'une stratégie en matière de sûreté maritime	Achevé	Mars	Kingston (Jamaïque)	Appui à la phase initiale de la mise au point d'une stratégie en matière de sûreté maritime.	Jamaïque			20	Sûreté maritime	Non
Projet relatif à l'élaboration d'une stratégie nationale et régionale de sûreté maritime dans les Caraïbes orientales en collaboration avec le Comité interaméricain contre le terrorisme de l'Organisation des États américains	Achevé	Décembre	Bridgetown (Barbade)	Appui à la phase initiale de l'élaboration de stratégies de sûreté maritime dans sept pays des Caraïbes orientales, ainsi que d'une stratégie de sûreté maritime globale pour toute la région des Caraïbes orientales sous les auspices du Système de sûreté régional (RSS).	Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines			16	Sûreté maritime	Non
Participation à un atelier interactif OAS/CICTE sur la sûreté des installations portuaires/les agents de sûreté portuaire et à la réunion SECMAR/OEA sur les agences de sûreté maritime et portuaire	Achevé	Février	Mexico et Veracruz (Mexique)	Développement des compétences décisionnelles des agents de sûreté des installations portuaires dans les situations nécessitant leur intervention et leur coordination avec d'autres services ou la gestion de leur personnel industriel ou de leurs ports respectifs et avec les autorités respectives.	Mexique				Sûreté maritime	Non
Réunion de la Commission européenne avec les partenaires d'exécution	Achevé	Mars	Bruxelles (Belgique)	Meilleure compréhension des rôles respectifs du projet de la Commission européenne en matière de sûreté des ports avec les partenaires d'exécution, l'ONUDC et INTERPOL.					Sûreté maritime	Oui
Vingt-deuxième session plénière du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes	Achevé	Juin	Balaclava (Maurice)	Amélioration de la coordination internationale entre les États Membres, les organisations internationales et le secteur en ce qui concernait la situation actuelle en matière de sûreté maritime dans le golfe de Guinée.					Sûreté maritime	Oui
Groupe du G7 ++ des amis du golfe de Guinée	Achevé	Juillet	Bruxelles (Belgique)	Amélioration de la coordination internationale entre les États Membres, les organisations internationales et le secteur en ce qui concernait la situation actuelle en matière de sûreté maritime dans le golfe d'Aden.	Allemagne, Angola, Bénin, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Nigéria, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Sénégal				Sûreté maritime	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier régional sur la sûreté maritime en collaboration avec la Communauté du Pacifique	Achevé	Juillet	Port Vila (Vanuatu)	Renforcement des capacités techniques des fonctionnaires des autorités désignées, des fonctionnaires de la sûreté portuaire et des responsables s'agissant du renforcement de la sûreté maritime par l'exécution d'auto-évaluations efficaces conformément aux dispositions applicables du Code ISPS et aux recommandations pertinentes de l'OMI.	Australie, États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	40			Sûreté maritime	Oui
Atelier national sur l'auto-évaluation de la sûreté des installations portuaires en vertu du Code ISPS	Achevé	Août	Tunis (Tunisie)	Renforcement des capacités techniques des fonctionnaires des autorités désignées, des fonctionnaires de la sûreté portuaire et des responsables s'agissant du renforcement de la sûreté maritime par l'exécution d'auto-évaluations efficaces conformément aux dispositions applicables du Code ISPS et aux recommandations pertinentes de l'OMI.	Libye	15			Sûreté maritime	Non
Atelier national sur le Code ISPS destiné aux autorités désignées et/ou aux agents de sûreté de l'installation portuaire	Achevé	Octobre	Denpasar (Indonésie)	Application renforcée des dispositions du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS. Renforcement des connaissances des agents de sûreté de l'installation portuaire et des représentants de l'autorité désignée pour qu'ils s'acquittent de leurs tâches conformément aux prescriptions des mesures de sûreté maritime de l'OMI.	Indonésie	33			Sûreté maritime	Non
Cadre visant à élaborer un programme de vérification de la sûreté des installations portuaires destiné aux responsables gouvernementaux	Achevé	Août	Singapour	Élaboration d'un manuel sur le programme de vérification de la sûreté des installations portuaires regroupant les règles, orientations et procédures pertinentes pour aider les fonctionnaires/inspecteurs du gouvernement à exercer leur autorité et leurs responsabilités en matière de sûreté portuaire.					Sûreté maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier national sur l'auto-évaluation de la sûreté des installations portuaires en vertu du Code ISPS	Achevé	Septembre	Port of Spain (Trinité-et-Tobago)	Renforcement des capacités techniques des fonctionnaires des autorités désignées, ainsi que des fonctionnaires et responsables de la sûreté portuaire, s'agissant du renforcement de la sûreté maritime par l'exécution d'auto-évaluations efficaces conformément aux dispositions applicables du Code ISPS et aux recommandations pertinentes de l'OMI.	Trinité-et-Tobago	36			Sûreté maritime	Non
Simulation théorique au niveau national en matière de sûreté maritime organisée en collaboration avec l'UNLIREC	Achevé	Mai	Paramaribo (Suriname)	Promotion d'une approche gouvernementale globale de la sûreté maritime, notamment de débats interinstitutions et d'une coopération entre les départements et organismes gouvernementaux en ce qui concernait les incidents graves de sûreté maritime et les questions du contrôle de l'application des prescriptions. Lacunes identifiées dans la perspective d'une future assistance en matière de coopération technique.	Suriname			35	Sûreté maritime	Non
Treizième Forum international sur la sûreté maritime et portuaire (Forum PBIP)	Achevé	Mai	Cozumel (Mexique)	Fourniture d'une plateforme internationale de haut niveau permettant de définir des pratiques, des politiques et des stratégies efficaces, ainsi que des mesures visant à renforcer la sûreté maritime et portuaire et la protection de l'environnement.	Argentine, Chili, Colombie, Honduras, Mexique, Panama, Venezuela	150		50	Sûreté maritime	Non
Atelier national sur le Code ISPS à l'intention des autorités désignées et/ou des agents de sûreté de l'installation portuaire	Achevé	Septembre	Accra (Ghana)	Application renforcée des dispositions du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS. Renforcement des connaissances des agents de sûreté de l'installation portuaire et des représentants de l'Autorité désignée pour qu'ils s'acquittent de leurs tâches conformément aux prescriptions des mesures de sûreté maritime de l'OMI.	Ghana	23			Sûreté maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier national sur l'auto-évaluation de la sûreté des installations portuaires en vertu du Code ISPS	Achevé	Septembre	Aqaba (Jordanie)	Renforcement des capacités techniques des fonctionnaires des autorités désignées, ainsi que des fonctionnaires et responsables de la sûreté portuaire, s'agissant du renforcement de la sûreté maritime par l'exécution d'auto-évaluations efficaces conformément aux dispositions applicables du Code ISPS et aux recommandations pertinentes de l'OMI.	Jordanie	22			Sûreté maritime	Non
Atelier national sur le Code ISPS à l'intention des autorités désignées et/ou des agents de sûreté de l'installation portuaire	Achevé	Août	Mombasa (Kenya)	Application renforcée des dispositions du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS. Renforcement des connaissances des agents de sûreté de l'installation portuaire et des représentants de l'autorité désignée pour qu'ils s'acquittent de leurs tâches conformément aux prescriptions des mesures de sûreté maritime de l'OMI.	Kenya	24			Sûreté maritime	Non
Atelier national sur l'auto-évaluation de la sûreté des installations portuaires en vertu du Code ISPS	Achevé	Octobre	Mombasa (Kenya)	Application renforcée des dispositions du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS. Renforcement des connaissances des agents de sûreté de l'installation portuaire et des représentants de l'autorité désignée pour qu'ils s'acquittent de leurs tâches conformément aux prescriptions des mesures de sûreté maritime de l'OMI.	Kenya	22			Sûreté maritime	Non
Atelier de l'Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement sur les cours types 3.20, 3.21 et 3.23 de l'OMI et sur le Guide pour la sûreté maritime et le Code ISPS	Achevé	Octobre	Gênes (Italie)	L'OMI a animé la présentation des exposés. Les participants ont acquis une meilleure compréhension des menaces/risques, des évaluations de la sûreté et des plans de sûreté des installations portuaires, ainsi que des mesures pertinentes pour renforcer la sûreté des installations portuaires contre les menaces que représentaient les actes illicites intentionnels.					Sûreté maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier national sur l'auto-évaluation de la sûreté des installations portuaires en vertu du Code ISPS	Achévé	Octobre	Doha (Qatar)	Application renforcée des dispositions du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS. Renforcement des connaissances des agents de sûreté de l'installation portuaire et des représentants de l'autorité désignée pour qu'ils s'acquittent de leurs tâches conformément aux prescriptions des mesures de sûreté maritime de l'OMI.	Qatar	44			Sûreté maritime	Non
Atelier national sur le Code ISPS à l'intention des autorités désignées et/ou des agents de sûreté de l'installation portuaire	Achévé	Août	Mahé (Seychelles)	Application renforcée des dispositions du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS. Renforcement des connaissances des agents de sûreté de l'installation portuaire et des représentants de l'autorité désignée pour qu'ils s'acquittent de leurs tâches conformément aux prescriptions des mesures de sûreté maritime de l'OMI.	Seychelles	26			Sûreté maritime	Non
Atelier national sur le Code ISPS à l'intention des autorités désignées et/ou des agents de sûreté de l'installation portuaire	Achévé	Octobre	Malé (Maldives)	Application renforcée des dispositions du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS. Renforcement des connaissances des agents de sûreté de l'installation portuaire et des représentants de l'autorité désignée pour qu'ils s'acquittent de leurs tâches conformément aux prescriptions des mesures de sûreté maritime de l'OMI.	Maldives	36			Sûreté maritime	Non
Participation de l'OMI à la formation SAFEMED IV de l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM) sur la sûreté des installations portuaires	Achévé	Novembre	Lisbonne (Portugal)	Les participants ont acquis une meilleure compréhension des menaces/risques, des évaluations de la sûreté et des plans de sûreté des installations portuaires, ainsi que des mesures pertinentes pour renforcer la sûreté des installations portuaires contre les menaces que représentaient les actes illicites intentionnels.					Sûreté maritime	Non
Mission d'évaluation des besoins	Achévé	Septembre	Lomé (Togo)	Évaluation et identification des besoins spécifiques liés aux obligations énoncées au chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et dans le Code ISPS et des lacunes actuelles en ce qui concernait l'organisation nationale, la législation ainsi que les aspects opérationnels et de sûreté physique.	Togo				Sûreté maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Appui au Centre de coordination interrégional (CCI)	Achevé	Décembre	Yaoundé (Cameroun)	Mise en place d'un réseau national de points de contact pour les questions de sûreté maritime, communication efficace entre les parties prenantes et les partenaires, et élaboration d'une stratégie pour la mise en œuvre du programme du CCI.	Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo				Sûreté maritime	Non
Programme de sûreté maritime et portuaire - Galilee International Management Institute	Achevé	Juillet	Nahalal (Israël)	Femmes parrainées aux fins de l'obtention du Diplôme en sûreté maritime et portuaire.	Afrique du Sud, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Fidji, Kenya, Kiribati, Libéria, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Suriname	21			Sûreté maritime	Non
Supports de formation et publications à l'appui du renforcement des capacités en matière de sûreté maritime	Achevé	Décembre	Multiplés	Guide de l'OMI sur la sûreté maritime et le Code ISPS, ainsi que les documents et publications connexes fournis pour diverses activités.					Sûreté maritime	Non
<b>Programme relatif au Code de conduite de Djibouti</b>										
Participation aux réunions visant à appuyer la mise en œuvre du Code de conduite de Djibouti	Achevé	Décembre	Multiplés, Kenya	Appui à la mise en œuvre du Code de conduite de Djibouti. Promotion des mesures de sûreté maritime de l'OMI. Amélioration de la coordination et de la réponse internationales.	Arabie saoudite, Comores, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Koweït, La Réunion, Madagascar, Maurice, Mozambique, Oman, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Soudan, Yémen				Sûreté maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Cutlass Express 19.2	Achevé	Février	Maputo (Mozambique)	16 fonctionnaires nationaux ont bénéficié de l'exercice de simulation fondé sur un scénario visant à améliorer la coopération interinstitutions et l'approche gouvernementale globale pour ce qui était de relever les défis en matière de sûreté maritime.	Mozambique	16		1	Sûreté maritime	Non
Formation nationale sur le système VBSS (visite, embarquement, recherche et saisie) - Kenya	Achevé	Février	Mombasa (Kenya)	Acquisition de connaissances et de compétences sur les procédures d'embarquement et de recherche efficaces d'un navire d'intérêt.	Kenya	30		4	Sûreté maritime	Non
Formation régionale sur la lutte contre l'insécurité dans le domaine maritime	Achevé	Mars	Djedda (Arabie saoudite)	Acquisition de connaissances sur les meilleures pratiques visant à améliorer la sûreté maritime.	Afrique du Sud, Arabie saoudite, Bahreïn, Cabo Verde, Comores, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Ghana, Inde, Jordanie, Kenya, Madagascar, Maldives, Maurice, Mozambique, Myanmar, Oman, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Yémen	30		2	Sûreté maritime	Non
Réunion de haut niveau tenue dans le cadre du Code de conduite de Djibouti concernant les défis à relever en matière de sûreté maritime au moyen de la coopération régionale	Achevé	Avril	Djedda (Arabie saoudite)	Renforcement de la coopération et de la coordination régionales.	Afrique du Sud, Arabie saoudite, Comores, Danemark, Djibouti, Émirats arabes unis, États-Unis, Éthiopie, France, Jordanie, Kenya, Madagascar, Maldives, Maurice, Mozambique, Oman, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Seychelles, Somalie, Soudan, Yémen			72	Sûreté maritime	Non
Vingt-deuxième session plénière du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes	Achevé	Juin	Port-Louis (Maurice)	Amélioration de la coordination et de la coopération régionales.					Sûreté maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier national sur les fonctions des garde-côtes, Kenya	Achevé	Juin	Mombasa (Kenya)	Élaboration d'une méthodologie sur la manière de remplir efficacement les fonctions de garde-côtes et d'appuyer la sûreté maritime au Kenya.	Kenya	15		3	Sûreté maritime	Non
Formation régionale de formateurs sur la lutte contre l'insécurité dans le domaine maritime	Achevé	Juillet	Djedda (Arabie saoudite)	Formation d'un ensemble de formateurs régionaux afin qu'ils dispensent des cours sur la sûreté maritime dans leurs pays respectifs.	Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Comores, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Jordanie, Kenya, Madagascar, Maldives, Maurice, Mozambique, Oman, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Soudan, Yémen	26		3	Sûreté maritime	Non
Dernier événement de planification pour le Cutlass Express 19.2	Achevé	Août	Port-Louis (Maurice)	Amélioration de la coordination et de la coopération régionales - achèvement de la planification pour l'exécution de l'exercice CE19.2.	Arabie saoudite, Canada, Comores, Djibouti, États-Unis, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Seychelles			79	Sûreté maritime	Non
Formation nationale des opérateurs - Centre d'échange de renseignements maritimes de Djedda	Achevé	Septembre	Djedda (Arabie saoudite)	Meilleure préparation du nouveau Centre d'échange de renseignements maritimes.	Arabie saoudite	15			Sûreté maritime	Non
Cours régional de formation des formateurs sur la lutte contre l'insécurité dans le domaine maritime	Achevé	Septembre	Djibouti (République de Djibouti)	Contribution à la formation d'un ensemble de formateurs régionaux afin qu'ils dispensent des cours sur la sûreté maritime dans leurs pays respectifs.	Arabie saoudite, Comores, Djibouti, Éthiopie, Jordanie, Kenya, Madagascar, Maldives, Maurice, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Yémen	17		2	Sûreté maritime	Non
Réunion extraordinaire du Groupe de travail sur la coordination du renforcement des capacités au niveau régional et du Comité de coordination régionale de Djibouti (DRCC)	Achevé	Octobre	Djibouti (République de Djibouti)	Approbation des propositions relatives au cadre de gouvernance du Code de conduite de Djibouti (Amendement de Djedda).	Afrique du Sud, Arabie saoudite, Djibouti, Émirats arabes unis, États-Unis, France, Italie, Kenya, Madagascar, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Yémen			29	Sûreté maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Formation régionale sur la lutte contre l'insécurité dans le domaine maritime (niveau avancé)	Achevé	Avril	Doraleh (République de Djibouti)	Des connaissances ont été fournies pour améliorer la sûreté maritime dans la région.	Afrique du Sud, Djibouti, Éthiopie, Jordanie, Kenya, Madagascar, Maldives, Somalie, Soudan, Yémen	14			Sûreté maritime	Non
Atelier régional sur les meilleures pratiques pour le partage de renseignements et l'élaboration de procédures opérationnelles standard communes	Achevé	Mars	Doraleh (République de Djibouti)	Conclusion d'un accord sur les priorités à mettre en œuvre au niveau national. Recommandations concrètes pour la prochaine réunion à haut niveau dans le cadre du Code de conduite de Djibouti (Amendement de Djedda).	Afrique du Sud, Arabie saoudite, Comores, Djibouti, Émirats arabes unis, Éthiopie, France, Kenya, Maldives, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Yémen	25		2	Sûreté maritime	Non
Réunion régionale sur la coordination du renforcement des capacités pour l'amélioration de la sûreté maritime dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden et forum des donateurs	Achevé	Novembre	Mombasa (Kenya)	Élaboration et approbation d'un nouveau cadre de gouvernance pour le Code de conduite de Djibouti (Amendement de Djedda).	Afrique du Sud, Arabie saoudite, Canada, Comores, Danemark, Djibouti, Émirats arabes unis, États-Unis, Éthiopie, France, Jordanie, Kenya, Madagascar, Mozambique, Seychelles, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Yémen			45	Sûreté maritime	Non
<b>Programme relatif à la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre</b>										
Participation à des réunions relatives à la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre	Achevé	Décembre	Belgique; Ghana; Nigéria	Promotion des mesures de sûreté maritime de l'OMI. Amélioration de la coordination et de la réponse internationales.					Sûreté maritime	Non
Projet OMI/ONUDC sur la stratégie de sûreté maritime du Nigéria	Reporté		Lagos (Nigéria)						Non applicable	
<b>Programme d'audit des États Membres de l'OMI (IMSAS)</b>										
Atelier régional sur l'audit	Achevé	Mars	Singapour	Fourniture de conseils aux participants en ce qui concernait la structure et les mécanismes nécessaires pour renforcer les capacités, les possibilités et l'efficacité dans le domaine de la mise en œuvre et du contrôle du respect des dispositions des instruments obligatoires de l'OMI et du Code d'application des instruments obligatoires de l'OMI, et fourniture d'orientations sur la	Comores, Îles Marshall, Îles Salomon, Japon, Maldives, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, République de Corée, Singapour, Tonga, Tuvalu, Viet Nam	23			Audit des États Membres	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
				préparation et la mise en œuvre effective des plans d'action correctifs.						
Cours de formation à l'intention des auditeurs principaux	Achévé	Octobre	Londres (Royaume-Uni)	Mise en œuvre harmonisée des audits assurée au moyen de normes appropriées concernant l'exécution des tâches liées à un auditeur principal.	Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Équateur, Espagne, États-Unis, France, Jamaïque, Japon, Jordanie, Liban, Maurice, Panama, Pays-Bas, Pologne, Sri Lanka, Tunisie, Uruguay	13			Audit des États Membres	Oui
Cours de formation régional à l'intention des auditeurs	Achévé	Septembre	Varna (Bulgarie)	Élargissement de la réserve d'auditeurs pouvant effectuer des audits d'États Membres. Formation des participants à la méthode permettant d'aider leurs administrations à se préparer à l'audit en effectuant des audits internes.	Albanie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Israël, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Tchèque, Turkménistan	21			Audit des États Membres	Non
Participation d'un observateur	Achévé	Juin	Turkmenbashi (Turkménistan)	Un auditeur potentiel a participé en tant qu'observateur à la conduite des audits et a acquis une expérience pratique.	Kazakhstan	1			Audit des États Membres	Oui
Atelier régional sur l'audit	Achévé	Mai	Yaoundé (Cameroun)	Acquisition de connaissances avancées par les administrateurs maritimes en ce qui concernait le cadre et les procédures des audits, la norme d'audit et les activités après audit. Conseils donnés à l'Administration maritime concernant la structure et le mécanisme nécessaires pour renforcer sa capacité et son efficacité dans la mise en œuvre et le contrôle du respect des instruments obligatoires de l'OMI et du Code d'application des instruments obligatoires de l'OMI (Code III), afin de se préparer à l'audit effectué en vertu du Programme d'audit des États Membres de l'OMI, prévu en avril 2020.	Cameroun	27			Audit des États Membres	Oui
Élaboration d'un cours de formation en ligne pour les auditeurs	Annulé		Londres (Royaume-Uni)						Non applicable	

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Atelier régional sur l'audit	Achevé	Juin	Pyongyang (République populaire démocratique de Corée)	Fourniture de connaissances avancées aux administrateurs maritimes sur le cadre et les procédures des audits, la norme d'audit et les activités après audit. Conseils à l'Administration maritime concernant la structure et le mécanisme nécessaires pour renforcer sa capacité et son efficacité dans la mise en œuvre et le contrôle du respect des instruments obligatoires de l'OMI et du Code d'application des instruments obligatoires de l'OMI (Code III), afin de se préparer à l'audit effectué en vertu du Programme d'audit des États Membres de l'OMI, prévu en avril 2020.	République populaire démocratique de Corée	24			Audit des États Membres	Non
<b>Mise en œuvre et application efficaces des mesures relatives au rendement énergétique des navires</b>										
Atelier régional sur la ratification et l'application efficace de l'Annexe VI de MARPOL et système OMI de collecte des données relatives à la consommation de fuel-oil des navires, Asie du Sud-Est	Achevé	Juin	Bangkok (Thaïlande)	Sensibilisation, connaissances et compétences renforcées des participants s'agissant des aspects pertinents de l'Annexe VI de MARPOL, y compris le système OMI de collecte des données relatives à la consommation de fuel-oil des navires; engagement des procédures visant à ce que les pays ratifient, appliquent et/ou fassent respecter l'Annexe VI de MARPOL.	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Myanmar, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam	35			Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional sur la ratification et l'application efficace de l'Annexe VI de MARPOL et système OMI de collecte des données relatives à la consommation de fuel-oil des navires, pays du ROGRAM	Achevé	Octobre	Viña del Mar (Chili)	Sensibilisation, connaissances et compétences renforcées des participants s'agissant des aspects pertinents de l'Annexe VI de MARPOL, notamment l'entrée en vigueur de la limite de la teneur en soufre de 0,50 %, l'EEDI et le système de collecte des données de l'OMI relatives à la consommation de fuel-oil des navires, ainsi que la Stratégie initiale de l'OMI concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des navires.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Équateur, Mexique, Panama, Paraguay, Uruguay, Venezuela	29			Protection du milieu marin	Oui
Traduction en français de supports de formation pour la réalisation de cours de formation sur la mise en œuvre efficace de l'Annexe VI de MARPOL	Achevé	Décembre	multiples	Traduction en français de supports de formation pour la réalisation de cours de formation sur la mise en œuvre efficace de l'Annexe VI de MARPOL dans les pays francophones.					Protection du milieu marin	Oui

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
<b>Programme de cours types</b>										
Élaboration de nouveaux cours types de l'OMI	Achevé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Validation des cours types sur la formation de base pour les navires soumis au Recueil IGF et la formation avancée pour les navires soumis au Recueil IGF. Lancement de l'élaboration d'un cours type sur la Gestion des ressources dans la machine et d'un cours type sur la formation en matière de sécurité des passagers et de la cargaison et d'intégrité de la coque.					Sécurité maritime	Non
Révision des cours types de l'OMI existants	Achevé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Début de la révision des cours types intitulés "Gestion des ressources Passerelle" (1.22), "Lutte contre l'incendie - Formation avancée" (2.03), "Formation de sensibilisation à la sûreté à l'intention de tout le personnel des installations portuaires" (3.25), "Formation en matière de sûreté à l'intention des gens de mer chargés de tâches liées à la sûreté" (3.26), et "Formation de sensibilisation à la sûreté à l'intention de tous les gens de mer" (3.27).					Sécurité maritime	Non
Élaboration et publication des cours types de l'OMI	Achevé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Deux cours modèles ont été traduits en espagnol : "Formation de base relative aux navires exploités dans les eaux polaires" (7.11) et "Formation avancée concernant les navires exploités dans les eaux polaires" (7.12). Les cours types suivants ont été publiés : "Navigation radar au niveau de direction" (1.08); "Techniques individuelles de survie" (1.19); "Système d'identification automatique (AIS)" (1.34); "Simulateur de manutention des cargaisons et de ballastage des transporteurs de gaz naturel liquéfié" (1.36); "Formation en matière de gestion des situations de crise et de comportement humain à bord des navires à passagers" (1.42); "Formation de base relative aux navires soumis au Recueil IGF" (7.13); "Formation avancée pour navires soumis au Recueil IGF" (7.14); et "Matelot électrotechnicien" (7.15).					Sécurité maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
Participation de l'OMI aux activités liées à l'élaboration et à la révision des cours types de l'OMI	Achévé	Décembre	multiples	Participation de l'OMI à deux missions liées au programme de cours types.					Sécurité maritime	Non
<b>Programme relatif à la promotion du Protocole de Londres</b>										
Identification et suppression des obstacles empêchant les pays de se conformer aux accords sur l'évacuation des déchets en mer	Achévé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Sensibilisation accrue et appui apporté aux pays en développement pour qu'ils adhèrent au Protocole de Londres et l'appliquent.					Protection du milieu marin	Non
Atelier pratique mondial sur les techniques de surveillance et d'évaluation	Achévé	Mars	Vancouver (Canada)	Les participants ont bénéficié d'une expérience pratique sur la manière de mettre en œuvre l'Annexe 2 du Protocole de Londres en ce qui concernait l'évaluation des déchets ou autres matières dont l'immersion en mer pouvait être envisagée au moyen d'études de cas réalisées sur le terrain et dans des laboratoires.	Afrique du Sud, Chili, Guatemala, Guinée, Palaos, Pérou, Philippines, République islamique d'Iran, Thaïlande, Togo	12			Protection du milieu marin	Non
Atelier national sur la mise en œuvre du Protocole de Londres en Asie du Sud	Achévé	Juillet	Dhaka (Bangladesh)	Les participants ont pu être davantage sensibilisés au Protocole de Londres et en ont acquis une meilleure compréhension. Un certain nombre de pays participants se sont dits intéressés par un atelier national de suivi sur le Protocole de Londres.	Afghanistan, Bangladesh, Inde, Maldives, Pakistan, Sri Lanka			15	Protection du milieu marin	Non
Participation de l'OMI à des conférences/séminaires/ateliers	Achévé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Participation à des conférences/séminaires/ateliers sélectionnés. Meilleures connaissances et compréhension du Protocole de Londres et des amendements y relatifs qui concernaient les changements climatiques. Identification de possibilités de coopération future.					Protection du milieu marin	Non
Appui aux travaux continus du Groupe de travail 41 du GESAMP	Achévé	Mars	Londres (Royaume-Uni)	Compréhension accrue et appréciation de l'état des sciences sociales en ce qui concernait la capacité de contribuer aux travaux du Groupe de travail du GESAMP et la définition des lacunes en matière de connaissances.					Protection du milieu marin	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
<b>Programme d'appui aux mesures prises au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030</b>										
Participation de l'OMI à des réunions et activités pertinentes du système des Nations Unies sur la mise en œuvre et l'alignement des ODD	Achevé	Novembre	Siège de l'OMI, Londres (Royaume-Uni)	Participation de l'OMI à des événements de renforcement des capacités visant à promouvoir les ODD des Nations Unies et le lien entre les travaux de l'OMI (en particulier le PICT) et les ODD. Des événements de sensibilisation ont été organisés parallèlement à Nor-Shipping 2019 afin d'intégrer la question de l'égalité entre les sexes et de promouvoir l'inclusion et la parité hommes-femmes dans l'économie bleue de l'Afrique. Des orateurs ont été parrainés pour participer aux manifestations parallèles organisées durant Nor-Shipping.	Belgique, États-Unis, Éthiopie, Inde, Kenya, Suède			7	Secteur maritime en général	Oui
Élaboration de supports promotionnels concernant les ODD et l'OMI et l'économie bleue	Achevé	Décembre	Siège de l'OMI, Londres (Royaume-Uni)	Élaboration de supports promotionnels pour promouvoir les ODD des Nations unies et le lien entre le PICT et les ODD.					Secteur maritime en général	Oui
<b>Programme d'appui à la mise en œuvre des aspects du Plan stratégique de l'OMI pour 2018-2023 relatifs à la coopération technique</b>										
Élaboration d'une stratégie à long terme en vue du réexamen et de la réforme de la coopération technique de l'OMI	Annulé		Londres (Royaume-Uni)						Non applicable	
Appui à la participation de pays en développement à la Conférence ministérielle visant à promouvoir la ratification de l'Accord du Cap de 2012 et à empêcher la prolifération de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	Achevé	Octobre	Torremolinos (Espagne)	Financement de la participation de fonctionnaires de plusieurs pays en développement à la Conférence ministérielle visant à promouvoir la ratification de l'Accord du Cap de 2012 et à empêcher la prolifération de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.	Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Aruba, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bermudes, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi, Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica,			178	Sécurité maritime	Non

Titre de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Élèves	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Discipline	Fonds de coopération technique
					Côte d'Ivoire, Cuba, Curaçao, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fidji, Finlande, Îles Cook, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République dominicaine, Samoa, Suisse, Tchéquie, Territoire de l'Île Christmas					